



**« Une Grande Union pour tous les travailleurs »  
La One Big Union au Québec (1919-1929)**

**Mémoire**

**Mathieu Houle-Courcelles**

**Maîtrise en histoire  
Maître ès Arts (M.A.)**

Québec, Canada



## Résumé

La One Big Union (OBU) a marqué l'histoire du mouvement ouvrier au Canada. Associée au courant du syndicalisme industriel révolutionnaire, l'OBU s'est développée au Québec dès 1919, tout particulièrement à Montréal. Ce mémoire nous permettra mieux comprendre les stratégies d'implantation du syndicat dans la province jusqu'en 1929, en nous attardant sur ses objectifs et ses moyens d'action. Notre recherche mettra en lumière la culture politique de l'organisation et de ses militants, ses périodes d'avancées et de reculs, de même que ses rapports parfois conflictuels avec le reste du mouvement ouvrier.



# Table des matières

Résumé.....	iii
Table des matières .....	v
Liste des abréviations .....	vii
Liste des figures.....	ix
Remerciements.....	xi
<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>Présentation du sujet de recherche .....</b>	<b>1</b>
<b>L’OBU dans l’historiographie du mouvement ouvrier au Canada.....</b>	<b>3</b>
L’OBU comme scission du CMTC .....	3
La thèse de « l’exceptionnalisme » .....	4
L’OBU en phase avec son époque : révolte ouvrière et syndicalisme industriel .....	6
<b>Formulation de la problématique.....</b>	<b>8</b>
<b>Question et hypothèse de recherche .....</b>	<b>13</b>
<b>Identification et description du corpus de sources.....</b>	<b>13</b>
Les archives de l’OBU et ses publications .....	14
Les publications traitant de l’OBU.....	15
Les rapports gouvernementaux.....	16
<b>Critique du corpus de sources .....</b>	<b>17</b>
Les publications.....	17
Les archives internes .....	18
Les rapports gouvernementaux.....	19
<b>Démarche méthodologique .....</b>	<b>20</b>
Une analyse de contenu .....	20
Une analyse longitudinale .....	21
Une analyse comparative.....	21
<b>Le développement de notre recherche .....</b>	<b>22</b>
<b>Chapitre 1 - Les premiers pas de l’OBU à Montréal (1919-1921).....</b>	<b>25</b>
<b>1.1 Printemps 1919.....</b>	<b>25</b>
1.1.1 Le référendum d’affiliation à l’OBU.....	25
1.1.2 Les premiers partisans de l’OBU à Montréal .....	31
1.1.3 Une autre stratégie d’implantation .....	34
<b>1.2 L’impact de la grève générale de Winnipeg .....</b>	<b>36</b>
1.2.1 La révolte ouvrière .....	38
1.2.2 La riposte du CMTM.....	42
<b>1.3 La réorganisation de l’OBU à Montréal.....</b>	<b>45</b>
1.3.1 Une année de transition .....	48
1.3.2 <i>Le Travailleur - The Worker</i> .....	51
1.3.3 La manifestation du 1 <sup>er</sup> mai 1920 .....	53
1.3.4 <i>The Montreal Shopman</i> .....	56
<b>1.4 L’été 1920 .....</b>	<b>59</b>
1.4.1 Des débats déchirants .....	62
1.4.2 Aux côtés des sans-emplois.....	65
1.4.3 Dissolution de l’OBU à Montréal.....	70

<b>1.5 Retour sur la période étudiée (1919-1921)</b> .....	<b>74</b>
<b>Chapitre 2 - La deuxième phase d'implantation</b> .....	<b>77</b>
<b>2.1 La remise sur pied de l'OBU au Québec (1923-1926)</b> .....	<b>77</b>
2.1.1 Des contacts aux États-Unis .....	77
2.1.2 Une unité chez les métallurgistes .....	79
2.1.3 Les « French Communists » et la section de langue française .....	82
2.1.4 Des conflits internes .....	88
<b>2.2 L'OBU dans le sud-ouest de Montréal (1927-1928)</b> .....	<b>93</b>
2.2.1 La Transportation Unit #4 .....	95
2.2.2 Une croissance soutenue.....	96
2.2.3 La question linguistique.....	100
2.2.4 Des syndicats et leur communauté.....	102
2.2.5 Le déclin .....	105
<b>2.3 L'OBU en Abitibi et dans le Témiscamingue (1927-1928)</b> .....	<b>108</b>
2.3.1 Parmi les bûcherons.....	112
<b>2.4 La disparition de l'OBU au Québec (1929)</b> .....	<b>114</b>
<b>2.5 Retour sur la période étudiée (1923-1929)</b> .....	<b>116</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>119</b>
<b>Les objectifs et les moyens d'action</b> .....	<b>119</b>
<b>Des entraves majeures</b> .....	<b>122</b>
La répression politique et policière.....	122
La riposte du CMTM et du CMTC.....	122
Les pressions patronales .....	123
Les divisions internes .....	123
Un contexte spécifique au Québec .....	124
Une culture politique commune ?.....	125
<b>De nouvelles pistes de recherche</b> .....	<b>127</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>129</b>
<b>Annexe 1 - Matériel d'agit-prop (1919-1929)</b> .....	<b>139</b>

## Liste des abréviations

ACWU	Amalgamated Clothing Workers Union
AFL	American Federation of Labor
AM	Archives du Manitoba
ASE	Amalgamated Society of Engineers
B & O	Baltimore and Ohio
BAC	Bibliothèque et Archives Canada
BANQ-Q	Bibliothèque et Archives nationales du Québec, centre de Québec
CLC	Central Labor Council (OBU)
CMTC	Conseil des métiers et du travail du Canada
CMTM	Conseil des métiers et du travail de Montréal
CNR	Canadian National Railway
CPR	Canadian Pacific Railway
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
EPA	Educational Press Association
FAT	Fédération américaine du travail
GEB	General Executive Board of the One Big Union
GRC	Gendarmerie royale du Canada
GWU	General Workers' Unit
IAM	International Association of Machinists
ISR	Internationale des syndicats rouges
IWW	Industrial Workers of the World
JEB	Joint Executive Board of the One Big Union
LCWIU	Lumber and Camp Workers Industrial Union
LUO	Ligue d'unité ouvrière
MLHP	Montreal, Light, Heat and Power Company
OBU	One Big Union
PCC	Parti communiste du Canada
PS-C	Parti socialiste-communiste
PSI	Parti socialiste indépendant
TUEL	Trade Union Educational League
UCC	Union des cultivateurs catholiques
WPC	Workers' Party of Canada
WUL	Workers' Unity League





## Liste des figures

Figure 1 : Organisons-nous.....	139
Figure 2 : Organize .....	139
Figure 3 : Fellow Workers !.....	140
Figure 4 : Workers !.....	141
Figure 5 : Workmen and Women ! - Ouvriers et Ouvrières !.....	142
Figure 6 : Workers of Rosemount ! .....	143
Figure 7 : Unemployed Rally.....	144
Figure 8 : Grande assemblée publique.....	145
Figure 9 : Une Solution de nos Problèmes .....	146
Figure 10 : Pourquoi vous devez vous joindre a [sic] la Grande Union.....	147
Figure 11 : Avis aux forestiers.....	148



## Remerciements

Ce mémoire a été rendu possible grâce au soutien de mon directeur de recherche, Martin Pâquet, qui m'a prodigué ses conseils judicieux tout au long de ma démarche.

Réalisé à temps partiel, sans autre soutien financier que celui de mon emploi comme organisateur communautaire, ce voyage dans les méandres du mouvement ouvrier révolutionnaire n'aurait pu se faire sans l'appui de ma compagne, Marie-Claude, et l'amour de mes deux enfants, Erwan et Sandrine. J'aimerais également remercier mes deux lecteurs attentifs, Robert et Lise, qui m'ont accompagné dans mon processus d'écriture.

À toutes et à tous, mille fois merci.



# Introduction

## Présentation du sujet de recherche

Fondée lors d'un congrès tenu à Calgary le 13 et 14 mars 1919, la One Big Union (OBU)<sup>1</sup> est une organisation syndicale qui regroupe des travailleurs et des travailleuses ayant quitté le Conseil des métiers et du travail du Canada (CMTC) devant le conservatisme de ses dirigeants. Plus radicale dans son analyse et ses objectifs, l'OBU se rattache à un courant particulier du mouvement ouvrier : le syndicalisme industriel révolutionnaire<sup>2</sup>. Les membres de l'OBU cherchent à rassembler les travailleurs et les travailleuses en une seule et même organisation, afin de développer un meilleur rapport de force face au patronat. Préoccupée par l'amélioration des conditions de travail, l'OBU se caractérise néanmoins par son projet socialiste. Comme l'indique le préambule de sa constitution :

The One Big Union, therefore, seeks to organize the wage worker, not according to craft, but according to industry ; according to class and class needs. We, therefore call upon all workers to organize irrespective of nationality, sex, or craft into a workers' organization, so that we may be enabled to more succesfully carry on the everyday fight over wages, hours of work, etc. and prepare ourselves for the day when production for profit shall be replaced by production for use<sup>3</sup>.

Reprenant à son compte certains des mots d'ordre de la Première Internationale - « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » - et du Manifeste du Parti communiste - « Travailleurs du monde, unissez-vous » -, l'OBU cherche

---

<sup>1</sup> Pour la liste des abréviations, voir aux pages vii.

<sup>2</sup> Larry Peterson, « The One Big Union in International Perspective : Revolutionary Industrial Unionism 1900-1925 », *Labour / Le Travailleur*, 7 (printemps 1981), p. 41-66.

<sup>3</sup> OBU, *Constitution and Laws of the One Big Union*, ca1919, p. 1.

à développer une solidarité de classe<sup>4</sup> pour faire contrepoids à la concentration de plus en plus forte du Capital au sein de la société canadienne. L'OBU propose également une structure démocratique, qui donne le pouvoir aux membres du syndicat de révoquer leurs représentants à tous les échelons de l'organisation.

Dans une large mesure, l'OBU est associée à la grève générale de Winnipeg, déclenchée le 15 mai 1919. L'organisation n'existe encore que sur papier, mais plusieurs de ses responsables, tels que Robert B. Russell, Roger E. Bray ou William Pritchard, sont largement impliqués dans le conflit auquel participent plus de 35 000 ouvriers sur une population de 200 000 habitants<sup>5</sup>. La ville de Winnipeg est occupée par les grévistes, qui réclament la reconnaissance de leurs syndicats et l'amélioration de leurs conditions de travail. La grève se termine le 26 juin après six semaines d'affrontement pendant lesquelles le conflit retient l'attention du Canada tout entier.

L'OBU se relèvera difficilement de cette épreuve de force avec les autorités constituées. Plusieurs de ses responsables sont poursuivis et condamnés devant les tribunaux. Le nombre d'adhérents chute dramatiquement après 1920, pour ensuite remonter tranquillement au cours de la décennie suivante. L'OBU se maintient essentiellement à Winnipeg, où elle demeure l'une des principales organisations ouvrières<sup>6</sup>. Elle tente de briser cet isolement géographique par des campagnes d'organisation, notamment dans les provinces maritimes où le syndicat réalise quelques gains auprès des mineurs de charbon, principalement en Nouvelle-Écosse. Cette période difficile, qualifiée de « lente agonie »<sup>7</sup> par certains historiens, est marquée par des tentatives de rapprochement – avortées - avec d'autres syndicats indépendants<sup>8</sup>. L'OBU est finalement absorbée par le Congrès du travail

---

<sup>4</sup> La définition de classe ouvrière proposée par l'OBU est la suivante : « By the terms Worker or Labor, we mean all those who by useful work or brain, feed, clothe or shelter ; or contribute towards the health, comfort and education of the human race ». OBU, *Bulletin no. 8*, ca1920, p. 4.

<sup>5</sup> Charles Lipton, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec 1827-1959*, Ottawa, Éditions Parti pris, 1976, p. 291.

<sup>6</sup> Martin Robin, *Radical Politics and Canadian Labour 1880-1930*, Kingston, Industrial Relations Centre, Queen's University, 1968, p. 191.

<sup>7</sup> Irving Abella, *Le mouvement ouvrier au Canada, 1902-1960*, Ottawa, Société historique du Canada, 1981, p. 17.

<sup>8</sup> Notamment à travers la fondation du Congrès pancanadien du travail (All-Canadian Congress of Labour) en 1927, né du regroupement de fraternités de cheminots avec la Fédération canadienne du travail et l'OBU. L'OBU se retire de cette organisation deux années plus tard. L'OBU a également été approchée à plusieurs

du Canada lors de la fusion qui intervient entre les syndicats canadiens affiliés à la Fédération américaine du travail et au Congrès des organisations industrielles en 1956<sup>9</sup>.

La One Big Union tente de s’implanter au Québec dès 1919. Ses efforts se concentrent d’abord dans la région de Montréal, le principal centre industriel du pays avec Toronto. Au mois de juin, un Conseil industriel est formé dans la métropole<sup>10</sup>. Très tôt, l’OBU obtient l’appui des milieux socialistes, mais rencontre une opposition farouche des dirigeants des syndicats de métiers, regroupés au sein du Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM) affilié au CMTC<sup>11</sup>. *A contrario* de la situation qui prévaut dans les provinces de l’Ouest, les directions syndicales au Québec appuient fermement l’orientation prise par le CMTC : un syndicalisme d’affaires, réformiste, opposé aux orientations radicales du courant représenté par l’OBU. Si les premiers pas du syndicat au Québec sont connus, ce n’est pas le cas de son évolution au cours des années suivantes. En effet, les historiens (tant au Québec que dans le reste du Canada), ont largement ignoré le développement subséquent de l’organisation dans la province. Comme nous le verrons bientôt, cette omission est largement tributaire des choix effectués par les historiens dans l’orientation de leur recherche.

## **L’OBU dans l’historiographie du mouvement ouvrier au Canada**

### L’OBU comme scission du CMTC

Si les pionniers de l’histoire ouvrière au Canada se sont intéressés à la One Big Union dans leur chronologie du mouvement syndical, c’est que l’OBU constituait la

---

reprises par les Industrial Workers of the World (IWW) afin de fusionner leurs activités. Cette demande – jugée hostile – a constamment été rejetée par l’exécutif de l’OBU.

<sup>9</sup> La FAT et le COI avaient eux-mêmes fusionnés aux États-Unis l’année précédente.

<sup>10</sup> *Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 150 ans de luttes*, Montréal, CSN-CEQ, 1984, p. 108-111.

<sup>11</sup> Voir à ce sujet : Éric Leroux, *Gustave Francq. Figure marquante du syndicalisme et précurseur de la FTQ*, Montréal, VLB éditeur, 2001, p.137-202.

principale scission à survenir dans le trade-unionisme<sup>12</sup> depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Ces historiens décrivent généralement les étapes qui ont conduit au départ de milliers de membres du CMTC entre 1919 et 1920. Le regard qui est porté sur l'OBU est souvent empreint d'un certain paternalisme. Charles Lipton considère par exemple que « la rupture avec le CMTC était vraisemblablement une erreur »<sup>13</sup> traduisant le manque de « sagesse »<sup>14</sup> des leaders de l'OBU, trop influencés par les idées importées des États-Unis et de Grande-Bretagne pour comprendre que les véritables objectifs du syndicalisme imposent d'abord « la transformation des organisations traditionnelles »<sup>15</sup>. La mise en veilleuse de l'OBU à partir de 1921 semble conforter ces historiens sur le bien-fondé de leur analyse<sup>16</sup>. Au final, l'OBU ne serait qu'un épisode – certes mouvementé – dans la structuration d'un mouvement syndical canadien fort et uni.

La thèse de « l'exceptionnalisme »

Développée par des historiens associés au courant dit « réaliste » comme David J. Bercuson, « this view holds that the source of workers' radicalism lies not in the existence of exploitative class relationships, but in living conditions that were unique to the west. These historians argue that western Canadian workers were radical in comparison to their conservative eastern Canadian counterparts because housing conditions were worse, workers were more exploited, and health and safety standards were weaker »<sup>17</sup>. Selon Bercuson, c'est ce qui expliquerait le succès rencontré par l'OBU dans l'Ouest canadien et les régions rurales ainsi que son échec relatif dans l'Est du pays et les grands centres

---

<sup>12</sup> Les trade-unions sont des syndicats ouvriers regroupant les travailleurs appartenant à un même corps de métier. Au Canada, la majorité des trade-unions (ou syndicats de métier) sont alors affiliés à des syndicats américains, dits « internationaux ». Selon l'historien Bernard Dionne, qui cite Jacques Dofny et Paul Bernard, le trade-unionisme est l'un des quatre grands modèles d'action syndicale. Il « vise à instaurer une démocratie industrielle et développe une idéologie social-démocrate qui trouve son prolongement sur le terrain politique ». Au sein des syndicats internationaux, ce modèle cohabite avec le « gompérisme ». Voir à ce sujet : Bernard Dionne, *Le syndicalisme au Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1991, p. 8-9.

<sup>13</sup> Charles Lipton, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec 1827-1959*, Ottawa, Éditions Parti pris, 1976, p. 337.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 338.

<sup>16</sup> Voir notamment : Abella, *Le mouvement ouvrier*, p. 17 et Robin, *Radical Politics*, p. 192.

<sup>17</sup> Jason Devine, « You understand we are radical » *The United Mine Workers of America, District 18 and The One Big Union, 1919-1920*, Mémoire de maîtrise (histoire), University of Calgary, 2009, p. 2.



urbains<sup>18</sup>. Si l'intérêt pour l'OBU est rapidement retombé, la faute incomberait d'abord à l'organisation elle-même, à son programme politique et à ses dirigeants. Les travailleurs de l'Ouest, explique Bercuson, « were not revolutionnaires and saw the OBU as a larger, better union to serve their needs. But they were soon disappointed and discovered that the OBU was actually less effective than the craft unions »<sup>19</sup>. En fait, Bercuson insiste sur la nature fondamentalement réformiste du syndicalisme, laquelle se résumerait à l'amélioration des conditions de vie de ses membres, afin d'expliquer l'échec du courant syndicaliste révolutionnaire, trop politique pour être réellement efficace étant donné l'absence de conscience de classe parmi les travailleurs canadiens<sup>20</sup>.

Pourtant, la mise sur pied de l'OBU n'est pas un phénomène isolé, typiquement canadien ou propre aux provinces de l'Ouest comme le laissent entendre bien des auteurs dans la foulée de David Bercuson. Ailleurs dans le monde, notamment en Europe, on voit apparaître des syndicats révolutionnaires dont l'audience va croître rapidement après la Première Guerre mondiale. Signe de l'importance du courant syndicaliste révolutionnaire, une abondante littérature existe pour décrire ses activités aux États-Unis, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique latine, etc. C'est ce que mettent en relief les historiens canadiens Larry Peterson<sup>21</sup> et Wayne Thorpe<sup>22</sup>, tout en soulignant les différences politiques et organisationnelles entre ces syndicats. Marcel van der Linden<sup>23</sup> abonde dans le même sens, en plaçant l'OBU parmi les organisations syndicales révolutionnaires marquantes de son époque. Cette mise en contexte est importante, puisqu'elle nous permet de mieux comprendre le caractère singulier de la One Big Union, mais aussi de quelle façon elle s'insère dans un mouvement d'une plus grande amplitude.

---

<sup>18</sup> David J. Bercuson, *Fools and Wise Men : The Rise and Fall of the One Big Union*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1978, p. 252-264.

<sup>19</sup> *Ibid*, p. 259.

<sup>20</sup> Kenneth McNaught et David J. Bercuson, *The Winnipeg Strike : 1919*, Don Mills, Longman Canada Limited, 1974, p. 121.

<sup>21</sup> Peterson, « The One Big Union in International Perspective », p. 41-66.

<sup>22</sup> Wayne Thorpe, *The Workers Themselves : Revolutionary Syndicalism and International Labour, 1913-1923*, Dordrecht/Amsterdam, Kluwer Academic Publishers/International Institute of Social History, 1989, 352 p.

<sup>23</sup> Marcel Van der Linden, *Transnational Labour History*, Hants, Ashgate Publishing Limited, 2003, 226 p.

## L'OBU en phase avec son époque : révolte ouvrière et syndicalisme industriel

Pour leur part, les tenants de la « nouvelle histoire ouvrière » ont cherché à montrer que la radicalisation de la classe ouvrière après la Première Guerre mondiale ne serait pas propre à l'Ouest canadien. La One Big Union apparaîtrait dans un contexte économique et politique particulier, marqué par la fin de la Première Guerre mondiale, la révolution russe et la radicalisation de la classe ouvrière. Selon Bryan D. Palmer, l'année 1919

was a moment of international working-class revolt : it irrupted in Canada not only in the radical West but in the metal trades of industrial centres, among railways workers in the North, and within the militant minority of urban craft workers in the cities. Fuelled by the radical rhetoric of an activist contingent of soapboxers, socialists and agitators/organizers, the 1919 revolt was driven by the belief that capitalism could not be reformed but had to be overthrown<sup>24</sup>.

Au Canada, cette « révolte ouvrière » dont les effets se font sentir jusqu'en 1925, s'exprimerait de façon différente d'une province à l'autre. Les travaux dirigés par l'historien Craig Heron<sup>25</sup> décrivent entre autres les conditions politiques, sociales et économiques qui rendent possible cette agitation, y compris au Québec<sup>26</sup>. D'après Gregory S. Kealey, cette période correspond à la troisième phase du développement de l'économie capitaliste au Canada, laquelle s'échelonnerait de 1890 à 1929 : « Monopoly capitalism replaced the older form of competitive capitalism in those decades and consciously created a national labour market to match the new national product market »<sup>27</sup>. Cette transformation progressive de l'économie canadienne forcerait le mouvement ouvrier à remettre en question ses modes d'organisation traditionnels, fondés sur les syndicats de métiers - *craft unions*. Comme l'explique Kealey, « Labour faced a new enemy and the proven nineteenth-century tactics had to be modified accordingly. The new strategies were

---

<sup>24</sup> Bryan D. Palmer, *Working-Class Experience : Rethinking the History of Canadian Labour, 1800-1991*, Toronto, McClelland and Stewart, 1992, p. 200.

<sup>25</sup> Craig Heron, dir. *The workers' revolt in Canada : 1917-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 382 p.

<sup>26</sup> Geoffrey Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity in The Workers' Revolt in Canada 1917-1925 », Craig Heron, dir. *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 87-143.

<sup>27</sup> Gregory S. Kealey. *Workers and Canadian History*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995, p. 107.

evident in the level of class conflict which prevailed in Canadian society throughout these years »<sup>28</sup>. L'OBU, et plus globalement le courant du syndicalisme industriel, constitueraient aux yeux de Kealey une réponse de la classe ouvrière à la restructuration du Capital au Canada.

Dès sa formation, l'OBU reçoit l'appui de militants et de militantes révolutionnaires à travers le pays. Ses principaux responsables sont pour la plupart issus du Parti socialiste du Canada, une organisation marxiste fondée en 1905 et proche du Parti socialiste de Grande-Bretagne<sup>29</sup>. Les débats politiques occupent une place prépondérante dans les activités du syndicat. Très tôt, des conflits éclatent au sein de l'OBU sur le rôle de l'organisation dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire au Canada. Or, nous explique Ian McKay, le paradigme dominant pour le mouvement socialiste au Canada entre 1917 et 1935 « [is] shaped pivotally by the Russian revolution, which theorized the need for a socialist revolution guided by a proletarian vanguard party »<sup>30</sup>. Avec la fondation en 1921 du Parti communiste du Canada, l'opposition s'accroît entre l'OBU et les léninistes pour qui le syndicat doit se plier à la direction du Parti. Cette division aurait des conséquences importantes dans le développement de l'OBU partout au Canada en éloignant de l'organisation plusieurs militants syndicaux aguerris<sup>31</sup>. Ceux-ci vont fonder en 1922 la Ligue d'éducation syndicale - ou Trade Union Educational League (TUEL)-, qui agit à l'intérieur des syndicats de métier affiliés au CMTC, suivant ainsi les consignes du Comintern. Le réseau ainsi formé deviendra une centrale syndicale à part entière en 1929 sous le nom de Ligue d'unité ouvrière - LUO ou Worker's Unity League (WUL)<sup>32</sup>. Ce faisant, les militants de la LUO renoueraient avec le syndicalisme de type industriel développé par l'OBU, dix ans après l'avoir condamné.

---

<sup>28</sup> *Ibid.* p. 108.

<sup>29</sup> Ian McKay, « For a New Kind of History : A Reconnaissance of 100 years of Canadian Socialism », *Labour/Le Travail*, 46 (automne 2000), p. 69.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>31</sup> Ian Angus, *Canadian Bolsheviks: the early years of the Communist Party of Canada*, Montréal, Vanguard Publication, 1981, p. 109-113.

<sup>32</sup> Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 75-76. Sur la LUO, voir notamment : Stephen L. Endicott, *Raising the Workers' Flag : The Workers' Unity League of Canada 1930-1936*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 480 p.

Malgré le grand intérêt des travaux de Palmer, Heron et Kealey, ces auteurs n'accordent qu'une place limitée au développement de l'OBU au Québec. Cette lacune s'explique peut-être par la nature de leur démarche, qui vise à écrire une histoire de la classe ouvrière canadienne en insistant sur les facteurs d'unité et le développement d'une conscience de classe commune. Or, nous sommes d'avis que le contexte social et culturel particulier au Québec a un impact sur le mouvement ouvrier. Celui-ci a une histoire et des pratiques qui lui sont propres et ces facteurs méritent l'attention des chercheurs. *A contrario*, il faut prendre soin de ne pas exclure d'emblée l'étude des mouvements de plus grande amplitude, sur une échelle pancanadienne par exemple, en prétextant qu'il s'agit de phénomènes exogènes n'ayant qu'une portée limitée au Québec à cause de la spécificité de la province. Comme nous allons le voir, c'est précisément l'articulation de ces deux plans d'analyse qui nous permet d'aborder notre problématique dans sa complexité.

## Formulation de la problématique

Si la One Big Union a fait l'objet de nombreux travaux chez les historiens au Canada anglais<sup>33</sup>, « it has not as often been studied intensively in specific regions »<sup>34</sup>. Ses activités au Québec ont été largement ignorées, y compris par les historiens francophones. Jacques Rouillard, dans sa synthèse sur l'histoire du syndicalisme québécois, se contente d'évoquer au passage la mise sur pied d'un conseil industriel de l'OBU à Montréal en 1919 et l'échec de cette démarche. L'incapacité du syndicat à s'implanter au Québec serait due principalement à l'hostilité des unions internationales. D'après Rouillard, « [le] déclin de la

---

<sup>33</sup> Au cours des dernières années, plusieurs auteurs se sont intéressés à l'OBU, notamment : Todd McCallum, « *A Modern Weapon for Modern Man* » : *Marxist Masculinity and the Social Practices of the One Big Union, 1919-1924*, Kingston, Queen's University, 1993, 146 p. ; Todd McCallum, « Not a Sex Question ? » : *The One Big Union and the Politics of Radical Manhood*, *Labour/Le Travail*, 42 (automne 1998), 15-54. ; Todd McCallum, « The Strange Tale of Tom Cassidy and Catherine Rose, or, Free Love, Heterosexuality, and the One Big Union », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 9, 1, 1998, p. 125-154. ; Jason Devine, « *You understand we are radical* » : *The United Mine Workers of America, District 18 and the One Big Union, 1919-1920*, Calgary, University of Calgary, 2009, 49 p.

<sup>34</sup> Michel S. Beaulieu, *Labour at the Lakehead : ethnicity, socialism, and politics, 1900-1935*, Vancouver, UBC Press, 2011, p. 69.

centrale lors de la récession de 1921 est aussi rapide que sa montée; elle ne compte plus que 5000 membres au Canada et elle disparaît de la métropole »<sup>35</sup>.

Pour sa part, « l'anthologie la plus considérable à paraître sur le syndicalisme »<sup>36</sup>, publiée sous la direction de James D. Thwaites, aborde indirectement l'OBU dans quelques-uns de ses textes, mais toujours comme un mouvement exogène au Québec et même au Canada, si on en croit Louis-Marie Tremblay, qui se réfère aux origines britanniques de la plupart des responsables du syndicat<sup>37</sup>.

Les auteurs qui se sont attardés à l'évolution de la gauche sociale et politique au Québec pendant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle ne sont guère intéressés aux activités de la One Big Union. Ainsi, l'ouvrage que consacre Claude Larivière au militant socialiste Albert Saint-Martin mentionne au passage l'apparition de l'OBU à Montréal, mais passe sous silence l'implication de Saint-Martin dans ce mouvement<sup>38</sup>. Suivant le chemin emprunté par Larivière, des auteurs comme Robert Comeau et Bernard Dionne<sup>39</sup>, Bernard Gauvin<sup>40</sup>, Andrée Lévesque<sup>41</sup> et Marcel Fournier<sup>42</sup> restent muets sur l'implication des premiers membres du Parti communiste au Québec au sein de l'OBU, alors que bon nombre d'auteurs canadiens-anglais ont pris la peine de mentionner ces liens<sup>43</sup>. Comment

---

<sup>35</sup> Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Les éditions du Boréal, 1989, p. 133.

<sup>36</sup> James D. Thwaites, dir. *Travail et syndicalisme*, Université Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2007, 700 p.

<sup>37</sup> Louis-Marie Tremblay. « L'influence extragène en matière de direction syndicale au Canada », Thwaites, dir. *Travail et syndicalisme*, p. 671-673.

<sup>38</sup> Claude Larivière, *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 128-134.

<sup>39</sup> Robert Comeau et Bernard Dionne, *Les communistes au Québec, 1936-1956*, Montréal, Les Presses de l'unité, 1980, 104 p. ; Robert Comeau et Bernard Dionne, dir. *Le Droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, 542 p.

<sup>40</sup> Bernard Gauvin, *Les communistes et la question nationale au Québec : sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*, Montréal, Les Presses de l'unité, 1981, 151 p.

<sup>41</sup> Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Les éditions du Boréal Express, 1984, 186 p.; Andrée Lévesque, *Scènes de la vie en rouge : l'époque de Jeanne Corbin, 1906-1944*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 1999, 309 p.

<sup>42</sup> Fournier, *Communisme et anti-communisme au Québec*, 165 p.

<sup>43</sup> William Rodney, *Soldiers of the International : a history of the Communist Party of Canada, 1919-1929*, Toronto, University of Toronto Press, 1968, 204 p. ; Ivan Avakumovik, *The Communist Party in Canada : a history*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, 309 p. ; Angus, *Canadian Bolsheviks*, 404 p. ; Linda Kealey, « No Special Protection – No Sympathy : Women's Activism in the Canadian Labour Revolt of 1919 », Deian R. Hopkin et Gregory S. Kealey, éd. *Class, Community and the Labour Movement : Wales and Canada, 1850-1930*, Canadian Committee on Labour History, Edmonton, Athabasca University Press, 1998, p. 134-

expliquer cet oubli majeur? Serait-ce parce que l'OBU n'entre pas dans ce que Ian McKay appelle les « major left formation »<sup>44</sup> du socialisme au Canada? En proposant une forme de syndicalisme librement inspirée par divers courants allant du marxisme « impossibiliste »<sup>45</sup> au communisme libertaire<sup>46</sup> en passant par le Shop Steward Movement britannique, l'OBU aurait constitué une troisième voie entre le courant travailliste et la 3<sup>e</sup> Internationale<sup>47</sup>. Ce faisant, l'organisation aurait placé les intérêts de la classe ouvrière devant ceux des partis politiques prétendant la représenter<sup>48</sup>.

Il faut attendre les travaux de Bernard Dansereau<sup>49</sup> sur le mouvement syndical montréalais entre 1918 et 1929 pour que les activités de l'OBU à Montréal soient plus sérieusement étudiées. Toutefois, la problématique et le corpus de sources utilisé par Dansereau, qui cible les procès-verbaux des syndicats montréalais et la presse locale, limitent la portée de son analyse sur la One Big Union.

Si plusieurs sources attestent la présence de l'OBU au Québec entre 1919 et 1929<sup>50</sup>, aucune étude n'a permis de cerner avec précision les résultats de cette stratégie d'implantation, ni ce qui pourrait expliquer la réception obtenue par l'OBU au Québec, les débats politiques qui ont favorisé ou limité son développement ou encore l'attitude de ses

---

159 ; Anne Frances Toews, *For Liberty, Bread, and Love : Annie Buller, Beckie Buhay, and the Forging of Communist Militant Femininity in Canada 1918-1939*, Mémoire de maîtrise (histoire), Burnaby, Simon Fraser University, 2009, 112 p.

<sup>44</sup> Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals : Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between the Lines, 2007, p. 145-217.

<sup>45</sup> Larry Gambone, *The Impossibilists*, Nanaimo, Red Lion Press, 1995, 36 p.

<sup>46</sup> Le terme de « communisme libertaire » doit être pris ici dans son sens le plus large. Pendant des années, l'OBU diffuse la traduction anglaise de textes de Pierre Kropotkine (« Aux jeunes gens » et « La conquête du pain ») et d'Anton Panekoek (« Marxisme et darwinisme »). Il fait aussi la promotion du journal *Workers' Dreadnought* publié par Sylvia Pankhurst en Grande-Bretagne et associé au courant « communiste de gauche » ou « conseilliste ». Le *One Big Union Bulletin* reproduit également la réponse d'Herman Gorter au texte *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* écrit par Lénine. Au milieu des années 1920, l'éditeur du *Bulletin*, le montréalais T.E. Moore, entretiendra des liens avec Rudolf Rocker et Emma Goldman, ce qui suscitera des débats au sein du syndicat sur le caractère marxiste ou non de l'organisation.

<sup>47</sup> Voir à ce sujet : Peter Campbell, *Canadian Marxists and the Search for a Third Way*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's Press, 2000, 312 p.

<sup>48</sup> Cela n'empêchera toutefois pas l'OBU d'appuyer certaines candidatures ouvrières lors d'élections provinciales ou fédérales, tout particulièrement à Winnipeg, ni d'ouvrir les pages de son *Bulletin* à des députés travaillistes ou socialistes.

<sup>49</sup> Bernard Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais, 1918-1929 : structure et conjoncture*, Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2000, 420 p.

<sup>50</sup> Mathieu Houle-Courcelles, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 127-132, 136-140.

militants face au travail d'organisation dans la province. Pourtant, il serait pertinent de connaître avec plus de précision la trajectoire de l'OBU au Québec, dans la mesure où cette organisation incarne un courant du syndicalisme qui a eu un impact important dans l'histoire du mouvement ouvrier au Canada<sup>51</sup>.

Le contexte dans lequel s'inscrit le syndicalisme au Québec – marqué, notamment, par la présence d'un important courant d'inspiration catholique – donne aux activités de l'OBU un caractère singulier. Comment une organisation née dans l'Ouest à la faveur d'une vague de radicalisation sans précédent dans l'histoire ouvrière canadienne a-t-elle été reçue par les travailleurs au Québec? Quels appuis l'OBU a-t-elle obtenus chez les Canadiens français et auprès des différentes communautés immigrantes? Après tout, le *membership* de l'OBU dans le reste du Canada est largement constitué d'immigrants européens qui connaissent les rouages du syndicalisme industriel, mais aussi de travailleurs ayant séjourné aux États-Unis où un mouvement similaire, celui des Industrial Workers of the World (IWW), se développe dès 1905<sup>52</sup>. Qu'en est-il au Québec, tout particulièrement à Montréal, où les divisions linguistiques servent souvent de lignes de démarcation au sein de la classe ouvrière?

Cette recherche nous permettra également de mieux comprendre les moyens utilisés par divers courants révolutionnaires – anarchiste, socialiste et communiste – pour se tailler une place au sein du mouvement ouvrier, mais aussi d'analyser leurs divergences, tant au

---

<sup>51</sup> Par mouvement ouvrier, nous entendons « l'ensemble des courants de pensée, des organisations politiques, syndicales, coopératives, mutualistes, des associations culturelles, des organes de presse, qui mettent leurs espoirs d'une meilleure justice sociale ou de transformations sociales dans l'action de la classe ouvrière, des salariés et des couches sociales les plus défavorisées, ou encore qui se fixent comme objectif l'émancipation des travailleurs ». Claude Pennetier, « Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français entre passé et avenir », Michel Dreyfus, Claude Pennetier et Nathalie Viet-Depaule, dir. *La part des militants*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 341.

<sup>52</sup> De nombreux auteurs abordent le développement de l'IWW aux États-Unis, mais également au Canada, au Mexique, en Suède, en Australie, en Afrique du Sud, etc. Pour un survol en langue française, notons : Larry Portis, *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Paris, Spartacus, 1985, 147 p. Au sujet de l'IWW au Canada, voir notamment : Mark Leier, *Where the Fraser River Flows : The Industrial Workers of the World in British Columbia*, Vancouver, New Star Books, 1990, 138 p. ; J. Peter Campbell, « The Cult of Spontaneity : Finish-Canadian Bushworkers and the Industrial Workers of the World in Northern Ontario, 1919-1934 », *Labour/Le Travail*, 41 (Printemps 1998), p. 117-146 ; A. Ross McCormack, « Wobblies et blanketstiffs : la composition et le contexte de l'IWW dans l'Ouest canadien », Thwaites, dir. *Travail et syndicalisme*, p. 170-186 ; Michel S. Beaulieu, *Labour at the Lakehead*, 299 p.

point de vue stratégique qu'idéologique. Ce travail de recherche nous donnera l'occasion d'étudier plus en profondeur le milieu politique de gauche et d'extrême gauche au Québec au cours des années suivant la révolution russe et précédant la crise économique de 1929, une période féconde dans le développement des idées et des pratiques révolutionnaires. Notre mémoire permettra d'amener des éléments d'analyse sur ces courants politiques au Québec après la Première Guerre mondiale, une période peu couverte par les historiens francophones qui ont abordé ces questions. En effet, les rares études portant sur les courants politiques d'extrême gauche au Québec s'attardent de façon très succincte aux années précédant la crise économique de 1929. Nous espérons apporter modestement notre contribution à l'enrichissement de ces connaissances.

Enfin, notre mémoire abordera la question des liens conflictuels entre l'État et le mouvement ouvrier, que ce soit sur le plan des revendications liées aux conditions de travail ou plus globalement des rapports de pouvoir au sein de la société. On le sait : la révolution russe et la grève générale de Winnipeg ont entraîné dans leurs sillons une surveillance et un encadrement de plus en plus étroits des activités du mouvement ouvrier par l'État.

Nous sommes à même de le constater, ces questions conservent encore aujourd'hui toute leur importance et leur actualité. Comme le souligne Georges Haupt, l'histoire du mouvement ouvrier est une praxis, à la fois « laboratoire d'expériences, d'échecs et de succès, champ d'élaboration théorique et stratégique, où rigueur et examen critique s'imposent pour fixer la réalité historique et par là même découvrir ses ressorts cachés, pour inventer, donc innover à partir d'un moment historique perçu comme expérience »<sup>53</sup>. L'OBU peut donc être analysée en tant qu'expression d'une partie de la classe ouvrière prenant conscience de sa force et de ses propres intérêts à un moment particulier de son histoire. Plus fondamentalement, cette histoire est avant tout celle des hommes et des femmes qui ont porté ce projet de transformation sociale. Cette expérience humaine profonde trouve sa place au cœur de notre démarche de recherche.

---

<sup>53</sup> Georges Haupt, *L'historien et le mouvement social*, Paris, Librairie François Maspero, 1980, p. 37.



## **Question et hypothèse de recherche**

Cette problématique nous amène à poser la question suivante : avec quels objectifs et par quels moyens la One Big Union a-t-elle tenté de s'implanter au Québec entre 1919 et 1929?

Nous faisons l'hypothèse que ces objectifs et ces moyens ont évolué au cours de cette période, dans la mesure où l'OBU a connu un développement en dents de scie entre 1919 et 1929, marqué par des périodes d'avancées et de reculs. Cette évolution est elle-même tributaire du contexte politique, économique et social de cette période charnière de l'histoire québécoise et canadienne, mais aussi des dynamiques internes propres au syndicat.

Plus précisément, nous postulons qu'au Québec, l'OBU a d'abord tenté de convaincre des syndicats locaux de quitter le CMTC, comme elle était parvenue à le faire dans d'autres provinces, en s'appuyant sur les militants socialistes actifs dans ces syndicats pour y parvenir. Devant l'échec de cette stratégie, l'OBU a par la suite cherché à développer sur ses propres bases de nouveaux syndicats dans divers secteurs industriels en ciblant ses interventions et en mobilisant ses ressources lorsque la conjoncture lui apparaît favorable.

## **Identification et description du corpus de sources**

Pour nous permettre de répondre à cette question et de valider empiriquement notre hypothèse de recherche, nous aurons recours à plusieurs types de sources où il est question des activités de l'OBU au Québec pendant la période étudiée. Il s'agit des procès verbaux des instances de l'OBU, de la correspondance du secrétariat de l'OBU, des publications de l'OBU, des publications traitant de l'OBU, des rapports de la Gendarmerie royale du Canada et des services de renseignement militaires, de même que ceux du Ministère du travail du Canada. Nous nous appuyons également sur les recensements réalisés par le

gouvernement fédéral en 1911 et 1921 et les annuaires Lovell pour Montréal, afin d'enrichir notre analyse<sup>54</sup>.

### Les archives de l'OBU et ses publications

Le fonds R.B. Russell<sup>55</sup>, conservé aux Archives du Manitoba sous la cote MG 10 A14-2, contient les procès-verbaux des instances de la One Big Union entre 1919 et 1956. Quatre de ces instances font mention des activités de l'OBU au Québec entre 1919 et 1929 : *OBU Central Labour Council (Winnipeg)*, *General Executive Board of the OBU*, *Joint Executive Board of the OBU*, *OBU Conventions*. Le fonds comprend 16 boîtes de documents avec 91 dossiers disponibles sur microfilms. Les procès-verbaux occupent 6 boîtes de documents avec 35 dossiers. Le Fonds R.B. Russell contient également la correspondance du secrétariat de l'OBU pour l'année 1919 sous la cote MG10 A3. On y retrouve 15 lettres de correspondants au Québec, de même que les copies des réponses adressées par le secrétaire de l'OBU, Victor R. Midgley. Les correspondants sont pour la plupart des responsables syndicaux ou des militants socialistes. On trouve également un fonds d'archives de l'OBU à la bibliothèque de l'Université de Colombie-Britannique qui contient divers documents officiels du syndicat. Nous avons eu accès à une partie de ces dossiers par le biais du service de prêt entre les bibliothèques (PEB) de l'Université Laval.

Nous avons identifié trois journaux publiés par l'OBU où il est fait mention des activités du syndicat au Québec. À partir d'une méthodologie que nous traiterons plus loin, nous avons effectué un dépouillement complet de ces publications en couvrant la période étudiée.

---

<sup>54</sup> La version numérisée des différentes éditions de l'annuaire Lovell est disponible sur le site de la Bibliothèque et archives nationales du Québec : <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/> (consulté le 2 janvier 2013).

<sup>55</sup> Robert Boyd Russell (1889-1964) fut le secrétaire général de l'OBU de 1922 à 1956. Né à Glasgow (Écosse), il émigre au Canada en 1911 et s'établit à Winnipeg où il travaille comme machiniste dans les ateliers du CPR. Russell milite dans son syndicat et devient agent d'affaire pour le District 2 de l'IAM. Il est également membre du Parti socialiste du Canada. Russell est condamné à deux ans de pénitencier pour sa participation à la grève générale de 1919 et passe près d'un an derrière les barreaux avant d'être libéré. À ce sujet, voir : MG 10 A14-2, Description du fonds R.B. Russell.

Le *One Big Union Bulletin*, édité à Winnipeg, est l'organe de presse officiel de l'organisation au Canada. C'est un journal de 4 à 8 pages, rédigé en anglais et publié chaque semaine entre le 12 août 1919 et le 24 mai 1934. Une collection complète du *Bulletin* est conservée à Bibliothèque et Archives Canada (BAC) à Ottawa en plus d'être disponible sur microfilm.

Le 1<sup>er</sup> mai 1920, un syndicat de bûcherons affilié à l'OBU, l'Union industrielle des campeurs et producteurs de bois de la Grande Union, entame la publication d'un journal bilingue de 4 pages : *Le Travailleur - The Worker*<sup>56</sup>. On retrouve sur microfilm une série complète de ce journal (publié à Montréal de mai à décembre 1920) à la bibliothèque de l'Université Laval. L'OBU a également publié à Montréal au mois de juin 1920 un journal en anglais intitulé *The Montreal Shopman*, dont un exemplaire est conservé à BAC.

Par ailleurs, le Fonds R.B. Russell contient un certain nombre de tracts et de brochures destinés aux travailleurs et aux travailleuses de langue française, dont plusieurs ont été écrits, traduits et distribués au Québec. Ces documents sont conservés dans le dossier 87 de la boîte 15 et sont disponibles sur microfilm.

#### Les publications traitant de l'OBU

L'OBU a attiré l'attention sur elle au Québec à différents moments de son histoire. Ainsi, le journal *Le Monde ouvrier*, publié à Montréal par le CMTM, lui consacre de nombreux articles en 1919 et 1920 et publie également des lettres de ses lecteurs à son sujet. Pour sa part, le journal *l'Action catholique*, publié à Québec, traite de l'OBU dans un article paru le 30 mars 1926. Ces deux publications sont disponibles sur microfilm à la bibliothèque de l'Université Laval. Nous avons également eu recours aux quotidiens francophones et anglophones montréalais, soit *La Patrie*, *Le Devoir*, *Le Canada*, *La Presse*, *The Gazette*, *The Montreal Star* ; à un journal syndical étatsunien, le *Machinists' Monthly*

---

<sup>56</sup> André Beaulieu *et al.*, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Tome sixième : 1920-1934, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1984, p. 8.

*Journal* de même qu'à quelques titres de la presse de gauche québécoise et canadienne pour compléter ce volet : *Le Peuple, The Workers' Guard, Labor*.

### Les rapports gouvernementaux

À partir de 1919, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) – la *Royal Northwest Mounted Police* jusqu'à sa fusion avec la Police du Dominion en 1920 – s'intéresse de près aux groupes socialistes à travers le Canada. Elle publie chaque semaine des rapports de sécurité qui fournissent une synthèse du travail d'infiltration de ses agents et de l'information ainsi colligée. La GRC tient également plusieurs registres sur les « agitateurs » socialistes et syndicaux. Une partie de ces dossiers ont été obtenus et classés par les historiens Gregory S. Kealey et Reg Whitaker<sup>57</sup>. Nous avons également été en mesure de consulter plusieurs dossiers préparés par les services de renseignements militaires sur les activités de l'OBU, y compris au Québec. Afin de consulter ces documents conservés à BAC, nous avons effectué deux déplacements à Ottawa dans le cadre de notre recherche en 2010 et en 2011.

Quant au Ministère du travail, il publie chaque année des rapports sur la composition des différentes organisations ouvrières et suit de près les conflits de travail partout au Canada par le biais de sa *Gazette du Travail*. Il s'agit d'une source d'informations précieuses sur l'évolution du monde syndical partout au pays. Une collection complète de la *Gazette* et des rapports gouvernementaux pour la période 1919-1929 est disponible à la bibliothèque de l'Université Laval.

Parmi les autres sources gouvernementales mises à profit, nous avons également consulté les recensements canadiens de 1911 et 1921. Les données nominatives du recensement de 1911 nous permettent de dresser un portrait plus complet de certains militants de l'OBU avec les rubriques suivantes : âge, profession, composition de la cellule familiale, revenus, langue(s) parlée(s), lieu de naissance, etc. Le recensement de 1921 nous

---

<sup>57</sup> Gregory S. Kealey et Reg Whitaker, *R.C.M.P. Security Bulletins : The Early Years 1919-1929*, St-John's, Canadian Committee on Labour History, 1994, 819 p.

fournit pour sa part un ensemble de statistiques populationnelles sur les communautés que nous avons étudiées. Les données complètes du recensement de 1911, y compris les informations nominatives des répondants, sont disponibles sur internet<sup>58</sup>, tandis que celles du recensement de 1921 peuvent être consultés à la bibliothèque de l'Université Laval.

## Critique du corpus de sources

### Les publications

Comme l'explique René Bianco, « d'un point de vue méthodologique, il est tout à fait évident que toute étude sérieuse sur le mouvement anarchiste passe par un dépouillement systématique de la presse de ce mouvement. Elle constitue, en effet, un outil d'investigation particulièrement précieux. La remarque vaut pour les autres partis ou mouvements militants »<sup>59</sup>. La masse de renseignements qu'on peut ainsi obtenir est relativement diverse : compte-rendu de conférences, heures et lieux de réunions, répertoire de groupes locaux, informations biographiques sur les militants ayant des responsabilités dans le mouvement, etc<sup>60</sup>. En outre, les journaux « constituent un symptôme fort des pratiques et des représentations politiques ouvrières »<sup>61</sup>. Toutefois, il s'agit d'un instrument contrôlé, maîtrisé par celles et ceux qui assurent leur publication. Les journaux servent à informer, mais sont aussi utilisés à des fins de propagande et de mobilisation des membres de l'organisation. Il en va de même pour les tracts et les brochures.

---

<sup>58</sup> Voir à ce sujet : <http://automatedgenealogy.com/census11/> (consulté le 2 janvier 2013).

<sup>59</sup> René Bianco, « Les anarchistes dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français », Michel Dreyfus, Claude Pennetier et Nathalie Viet-Depaule, dir. *La part des militants*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 189.

<sup>60</sup> Sylvain Boulouque, « La presse de la Confédération générale du travail unitaire : instrument de propagande, de formation et objet d'identification partisane dans l'élaboration du communisme syndical », José Gotovitch et Anne Morelli, dir. *Presse communiste, presse radicale (1919-2000)*, Bruxelles, Les Éditions Aden, 2007, p. 221.

<sup>61</sup> Michel Ralle, « À propos des archives du PSOE (1872-1910) : archives, sources de presse et culture ouvrière », Serge Wolikow, dir. *Une histoire en révolution?* Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, p. 65.

Les journaux, tracts et brochures de notre corpus de sources sont relativement diversifiés. On compte à la fois des publications en français et en anglais qui nous permettent de couvrir toute la période étudiée. Une sélection d'articles provenant de publications associées à d'autres courants du mouvement ouvrier vient enrichir notre perspective sur l'OBU en ouvrant une fenêtre sur les oppositions qui se manifestent contre elle.

### Les archives internes

D'après Michel Dreyfus, les archives « nous font, en premier lieu, accéder à la vie interne [d'une] organisation, nous permettant de suivre ses débats et de mieux connaître ses méthodes de fonctionnement. Ainsi est-il possible de suivre le décalage entre l'image que l'organisation veut donner d'elle-même et la réalité qui est la sienne »<sup>62</sup>. Les archives nous permettent également d'apprendre qui sont les responsables de l'organisation et les mandats qu'on leur confie.

Les procès-verbaux des instances de l'OBU de même que la correspondance du secrétariat ne font pas exception à cette règle. Leur régularité – l'OBU Central Labour Council de Winnipeg et le Joint Executive Board of the OBU se réunissent deux à trois fois par mois – nous permet de suivre l'évolution des campagnes menées à travers le pays, de même que mieux comprendre la vie de l'organisation, notamment les processus d'embauche, les orientations face aux autres organisations ouvrières, les débats sur les stratégies à adopter, etc.

Il faut toutefois garder à l'esprit que « la transmission de la parole et des actes au sein d'une organisation obéit à des règles particulières »<sup>63</sup>. Les cas d'autocensure sur les désaccords graves font partie des omissions volontaires qui ponctuent les procès-verbaux des instances d'une organisation. Il est donc possible que les procès-verbaux de l'OBU ne

---

<sup>62</sup> Michel Dreyfus, « Le débat sur le syndicalisme à base multiples à travers les archives du Profintern... et quelques autres », Wolikow, dir. *Une histoire en révolution ?*, p. 166.

<sup>63</sup> Maurice Carrez, « Otto Ville Kuusinen avant 1918 : les archives et leur interprétation », Wolikow dir. *Une histoire en révolution ?*, p. 52-53.

nous permettent pas de connaître l'ensemble des positions émises lors de débats houleux, le secrétaire se contentant d'indiquer les décisions qui ont été prises une fois la discussion terminée. D'autre part, nous n'avons malheureusement trouvé aucun procès-verbal des sections de l'OBU à Montréal. Les dynamiques internes de ces unités sont donc plus souvent rapportées par des observateurs extérieurs que par les acteurs eux-mêmes.

### Les rapports gouvernementaux

Un autre type de source permet d'éclairer les dynamiques et les conflits internes. Il s'agit des rapports policiers. Dans les pays où leur accès est facilité, ils constituent une source privilégiée de renseignement sur le mouvement ouvrier. Au Québec et au Canada, cet accès est malheureusement difficile à obtenir<sup>64</sup>. Grâce aux démarches de Gregory S. Kealey et Reg Whitaker, les chercheurs ont maintenant accès aux duplicatas des rapports préparés par la GRC sur l'agitation socialiste au Canada entre 1919 et 1929<sup>65</sup>. Nous avons également pu consulter la correspondance échangée par des responsables de divers services de renseignements sur le même sujet. Ces rapports sont conservés à BAC dans le fonds du Service canadien de renseignement de sécurité (RG 146), du ministère de la Défense nationale (RG 24) et du ministère de la Justice (RG 13 A2). On trouve aussi au centre de Québec de la BANQ un dossier sur les militants de l'OBU visés par des perquisitions à Montréal en 1919. Ces documents sont conservés dans le fonds du département du Procureur-Général de la Province de Québec dans le dossier 5007-1919.

Malheureusement, certains de ces rapports sont manquants, incomplets ou partiellement censurés, ce qui limite leur portée. De plus, les rapports des services de renseignement ne sont pas exempts d'erreurs factuelles. En outre, il est difficile de mesurer le processus de validation interne des sources policières.

---

<sup>64</sup> Robert Comeau et Bernard Dansereau, « Les archives sur la répression anticommuniste au Québec et au Canada, 1919-1956 », Wolikow, dir. *Une histoire en révolution?*, p. 105-115.

<sup>65</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, 819 p.

Quant aux rapports du ministère fédéral du Travail, l'information rassemblée est précieuse car elle permet de suivre l'évolution des syndicats locaux sur une longue période de temps. Par contre, cette information est tributaire de ce qui est transmis par l'OBU au gouvernement. De par la nature de ses activités et la répression dont elle a été victime à la suite de la grève générale de Winnipeg, les relations entre l'OBU et les institutions fédérales sont pour le moins tendues et marquées par une certaine méfiance. Entre 1920 et 1924, l'OBU ne répond à aucune des demandes d'information formulées par les responsables du ministère du Travail. Il n'est donc pas exclu que l'information transmise par la suite aux instances gouvernementales soit partielle et qu'elle ne reflète pas complètement la réalité, notamment par rapport au nombre de membres.

## **Démarche méthodologique**

Dans le cadre de notre mémoire de maîtrise, nous privilégierons une analyse qualitative prenant en compte les éléments suivants :

Une analyse de contenu

Comme le souligne Antoine Prost, l'historien « est à la recherche d'indices pour établir des faits avec le plus de certitude possible et comprendre les causes et les intentions des personnages. Ce travail d'investigation (...) aboutit sur une production historique de type récit »<sup>66</sup>. Dans un premier temps, nous identifierons les documents qui établissent un lien avec la présence de l'OBU au Québec. Dans un deuxième temps, avec l'emploi d'une grille d'analyse, nous chercherons les indices qui nous permettront de connaître : les acteurs en cause, le déroulement des événements auxquels ils prennent part, les débats importants, les conflits, les rapports de force, les moments de ruptures. À partir de ces éléments, il sera possible de construire une narration qui soit satisfaisante, tout en mettant en lumière les dimensions de classe, d'ethnicité et de culture dans notre analyse.

---

<sup>66</sup> Antoine Prost, « La mise en intrigue est essentielle pour l'historien », Jean-Claude Ruano-Borbalan, dir. *L'histoire aujourd'hui, Nouveaux objets de recherche, Courants et débats, Le métier d'historien*, Auxerre, Sciences humaines éditions, 1999, p. 371.



## Une analyse longitudinale

Nous faisons l'hypothèse que les objectifs et les moyens par lesquels l'OBU a tenté de s'implanter au Québec ont pu varier entre 1919 et 1929, au même titre que le contexte politique et économique. Pour comprendre cette double évolution, il nous faut inscrire notre analyse sur une période plus longue que ne l'ont fait jusqu'à présent les historiens qui se sont intéressés aux activités de l'OBU au Québec.

Comme le rappelle Antoine Prost, « un fait social ne peut être pleinement compris qu'en fonction du contexte historique qui l'accompagne »<sup>67</sup>. Dans le cas qui nous intéresse, cette mise en contexte doit prendre en compte les représentations et les croyances des individus, en d'autres mots, leur culture politique<sup>68</sup>. Pour y arriver, il nous faut privilégier une approche longitudinale<sup>69</sup>, puisque « les cultures et les sensibilités politiques sont (...) des phénomènes inscrits dans de plus longues durées que l'action politique »<sup>70</sup>. En suivant le développement et les activités de la One Big Union sur une décennie, nous pensons être en mesure de mieux comprendre la culture politique de l'organisation et de ses militants.

## Une analyse comparative

Nous avons identifié dans notre corpus plusieurs types de sources. Même si l'accès aux procès-verbaux de l'OBU nous fournira sans doute une somme importante d'information, il nous semble primordial d'utiliser une approche comparative afin

---

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 376.

<sup>68</sup> Jean-François Sirinelli, « L'histoire politique et culturelle », Ruano-Borbalan, dir. *L'histoire aujourd'hui*, p. 157.

<sup>69</sup> Comme l'expliquent les auteurs Daniel Courgeau et Éva Lelièvre, « les approches longitudinales ont pour caractéristique l'étude d'événements ou d'états, objectifs ou subjectifs, dans leur succession et leurs interactions, en rapport avec un temps historiquement défini, survenus à une même entité (individu, famille, organisation...), au sein d'un groupe bien défini (génération, promotion) ». Daniel Courgeau et Éva Lelièvre, *Analyse démographique des biographies*, Paris, Éditions de l'INED, 1972, cité dans Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de sciences politiques*, 51, 1 (2001), p. 202.

<sup>70</sup> Sirinelli, « L'histoire politique et culturelle », p. 162.

d'enrichir notre compréhension de l'objet d'étude. Ainsi, « l'historien doit toujours donner une place relative à l'archive, d'autant plus qu'il construit lui-même son corpus ; en aucun cas l'archive ne se suffit à elle-même, il faut croiser ses sources, ses regards, sinon l'histoire se résumerait à une édition d'archive »<sup>71</sup>. Ainsi, plutôt que de simplement décrire une suite d'événements rapportés dans les archives de l'OBU, nous effectuerons une comparaison critique entre les différentes sources disponibles de manière à construire notre analyse. Lorsque cela s'avèrera impossible à réaliser, nous soulignerons cette limite dans notre texte.

## **Le développement de notre recherche**

Afin de mieux comprendre l'activité de la One Big Union au Québec entre 1919 et 1929, il est essentiel de retracer le fil de cette histoire, les événements marquants, les périodes d'avancées comme de reculs, d'identifier les militants les plus actifs et les milieux dont ils sont issus. Après cette approche plus conventionnelle – qui s'avère nécessaire étant donné le manque d'études spécifiques sur l'OBU au Québec – , nous ajouterons d'autres dimensions à notre recherche à partir d'une approche intégrée, inspirée à la fois de la nouvelle histoire ouvrière et de l'histoire de la culture politique, afin d'aborder l'objet dans sa complexité.

Suivant ainsi la validation empirique de notre hypothèse, notre mémoire sera divisé en deux chapitres. Dans le premier chapitre, nous reviendrons sur les conditions d'apparition de l'OBU au Canada en décrivant le contexte politique, économique et social de l'après-guerre. Nous chercherons à comprendre comment cela se traduit dans les débats qui agitent le CMTC et qui conduiront à la formation de l'OBU en 1919, en prenant soin de situer ces débats dans le contexte québécois. Nous décrirons ensuite la première phase du développement de l'OBU, qui s'échelonne de 1919 à 1921. Cette période est marquée par une progression rapide de l'organisation à travers le Canada, qui atteint 50 000 membres au mois de janvier 1920 – soit le plus haut taux de participation de son histoire – , puis par un

---

<sup>71</sup> Jean Vigreux, « Les archives du Krestintern », Wolikow, dir. *Une histoire en révolution?*, p. 158.

recul important au cours de l'année suivante. Nous essaierons de comprendre les facteurs internes et externes qui peuvent expliquer ces changements et de quelle façon ceux-ci ont eu un impact sur les activités du syndicat au Québec.

Dans le second chapitre, nous analyserons la deuxième phase du développement de l'OBU, qui s'effectue de 1923 à 1929. Cette période est marquée par une réorganisation interne qui permettra de nouvelles tentatives d'implantation au Québec, comme en témoigne l'apparition d'unités dans plusieurs secteurs industriels dès 1924. Elle annonce une relance qui se poursuivra jusqu'en 1928. Celle-ci se traduit par un début d'implantation à l'extérieur de Montréal, surtout dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Nous essaierons ensuite d'évaluer dans quelle situation se trouve l'OBU dans les mois précédant le krach boursier d'octobre 1929, en tentant de voir dans quelle mesure cette conjoncture difficile a pu conduire à la disparition de l'organisation dans la province de Québec.

Nous concluons notre mémoire par une synthèse de notre travail en nous attardant à la spécificité du contexte culturel et politique québécois et son influence sur le syndicalisme, aux rapports entre les travailleurs immigrants, canadiens-français et canadiens-anglais au sein de l'OBU et à leur culture politique respective. Ce faisant, nous cernerons l'importance des marqueurs idéologiques dans les dynamiques internes du syndicat au Québec et au Canada.



# Chapitre 1 - Les premiers pas de l'OBU à Montréal (1919-1921)

## 1.1 Printemps 1919

### 1.1.1 Le référendum d'affiliation à l'OBU

À plusieurs égards, la fin de la Première Guerre mondiale et le début de l'entre-deux-guerres sont des moments déterminants dans l'évolution du mouvement ouvrier au 20<sup>e</sup> siècle. À travers le monde, on assiste à une radicalisation des luttes menées par les travailleurs. C'est une période de remise en cause du système capitaliste et de ses institutions, alimentée par la révolution d'Octobre en Russie et la révolte spartakiste en Allemagne. Au Canada, « les travailleurs aspirent à une amélioration en profondeur de leurs conditions de travail et de vie, jugeant que le sacrifice de milliers des leurs, tombés au champ de bataille au nom de la sauvegarde de la liberté, doit être récompensé par l'établissement d'une société plus juste »<sup>72</sup>. Pour une partie de la classe ouvrière, l'heure n'est plus aux changements superficiels, mais à la transformation des fondements mêmes de la société.

Cette effervescence se reflète dans les débats qui agitent alors le Conseil des métiers et du travail du Canada (CMTC), la principale organisation syndicale au pays. En 1918, le CMTC regroupe près de 1900 unités locales affiliées à des syndicats « internationaux » établis aux États-Unis. L'organisation compte alors un peu plus de 201 000 membres, soit 80% de l'ensemble des travailleurs syndiqués au Canada<sup>73</sup>. De plus en plus d'entre eux expriment leur désaccord face au conservatisme des dirigeants syndicaux. On leur reproche notamment leur attitude ambivalente face à la conscription, leur refus de considérer d'autres modèles d'organisation que celui hérité de la Fédération américaine du travail

---

<sup>72</sup> Leroux, *Gustave Francq*, p. 168.

<sup>73</sup> Ministère du Travail du Canada, *La Gazette du Travail*, Ottawa, 19, 7 (juillet 1919), p. 808.

(FAT), leur manque de combativité et le réformisme affiché dans leurs prises de position politiques. Ces divisions atteignent leur apogée lors du congrès du CMTC tenu à Québec au mois de septembre 1918. À cette occasion, les propositions de l'aile gauche du CMTC sont battues en brèche, malgré le soutien de la majorité des délégués des provinces de l'Ouest et d'une minorité des délégués provenant de l'Est. Comme le souligne Gerald Friesen, « In the only roll-call vote during the proceedings, (the sole means of determining geographic patterns), 29 westerners and 51 easterners confronted 3 westerners and 81 easterners : the dissatisfied group at Quebec was much larger than the western delegation, but the western delegates were almost unanimous in endorsing the need for change »<sup>74</sup>.

Plutôt que de plier l'échine, une partie des syndiqués mis en minorité lors du congrès de Québec passe à l'offensive. Le 13 mars 1919, ils se réunissent à Calgary à l'occasion de la Western Labor Conference – ou Inter-provincial Labor Conference. Les 250 délégués présents décident de lancer un référendum pancanadien afin de jeter les assises d'une nouvelle organisation : la One Big Union (OBU). L'objectif de la consultation est d'amener le plus grand nombre d'unités syndicales possible à faire scission avec le CMTC en se prononçant en faveur de la résolution suivante : « Are you in favor of severing your affiliation with your present international craft union and becoming part of one big industrial organization of all workers »<sup>75</sup>. La consultation demande également aux syndiqués de prendre position sur la journée de travail de six heures et les moyens à prendre pour l'obtenir, notamment le déclenchement d'une grève générale. Ce « referendum on industrial organisation », qui se déroule entre le 2 avril et le 10 mai 1919, est mené par le nouveau Comité exécutif central de l'OBU et son secrétaire, Victor R. Midgley.

De manière stratégique, les délégués présents à Calgary décident de départager les votes reçus de l'Ouest de ceux de l'Est. Comme l'expliquent McNaught et Bercuson : « To prevent the plan from foundering on adverse eastern vote, the referendum ballots were to be

---

<sup>74</sup> Gerald Friesen, « "Yours in Revolt" : The Socialist Party of Canada and the Western Canadian Labour Movement », *Labour/Le Travailleur*, 1 (1976), p. 141.

<sup>75</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice I, *Referendum on Industrial Organisation*, Vancouver, 2 avril 1919, p. 1.

counted in two sections, the dividing point being Port Arthur »<sup>76</sup>. Pas question de laisser les directions syndicales de l'Ontario, du Québec et des Maritimes, directions largement acquises à l'exécutif du CMTC, saboter l'initiative prise par ceux qu'on appelle désormais « les radicaux de l'Ouest ».

D'après les résultats compilés au Québec par le secrétaire de l'OBU, seul le Conseil des métiers et du travail de Québec et neuf syndicats locaux des villes de Saint-Jean-sur-Richelieu – Operative Potters #78–, Montréal – Railway Carmen Lodge 234, Patternmakers League, Locomotive Engineers Citadel Division–, Québec – Culinaire Association Local 440–, Charny – Canadian Brotherhood of Railway Employees–, Hull – Pulp Sulphite & Paper Mill Workers #73–, Joliette – Railway Carmen Lodge 531– et Rivière du Loup – Maintenance of Way Men– répondent au référendum dans les délais prescrits. Les membres de ces unités rejettent les deux questions référendaires à la quasi-unanimité<sup>77</sup>.

Il ne faut pas en déduire pour autant que l'OBU ne compte aucun appui dans la province. Comme le souligne Craig Heron, les résultats obtenus au Québec (et en Ontario) sont difficiles à interpréter : « Because unions in these regions generally refused to hold referendums on secession, it is impossible to gauge the precise amount of support for the OBU »<sup>78</sup>. L'hostilité des dirigeants syndicaux du Québec face à l'initiative de leurs confrères de l'Ouest est manifeste. *Le Monde ouvrier*, le bulletin bilingue du Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM), rapporte en ces termes la conférence de Calgary : « While there is no room to doubt that the "One Big Union" idea was moved, there is every reason to doubt that the suggestion was enthusiastically received. At the very best the action can only be regarded as a "fooler" »<sup>79</sup>. Le rédacteur anonyme du bulletin associe même la scission à un sentiment réactionnaire et isolationniste, qui va à l'encontre de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme du mouvement ouvrier contemporain,

---

<sup>76</sup> McNaught et Bercuson, *The Winnipeg Strike*, p. 32.

<sup>77</sup> University Of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice II, p. 7-8. Notons au passage la sur-représentation des syndiqués du rail parmi les unités qui répondent au référendum. Cela reflète leur position dominante au sein du mouvement ouvrier au Canada.

<sup>78</sup> Craig Heron, « National Contours : Solidarity and Fragmentation », Craig Heron, dir. *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925*, p. 293.

<sup>79</sup> Justice, « Affiliation or "one big Union" », *Le Monde ouvrier*, 29 mars 1919, p. 3.

incarné par l'affiliation de la majorité des syndicats canadiens à la FAT. « Instead of breaking away from affiliation, is it not possible, and more reasonable, to attempt to perfect the relationship? »<sup>80</sup> se demande *Le Monde ouvrier*.

Le 1<sup>er</sup> mai 1919, le CMTM rejette officiellement l'adhésion à la One Big Union à la suite d'un rapport de son conseil exécutif, sans que les membres des syndicats affiliés ne soient directement consultés. Seuls trois délégués sur soixante-quatorze votent en faveur, dont deux de l'Association internationale des machinistes, mieux connue comme l'International Association of Machinists ou IAM. Par ce vote, le CMTM « réitère son inébranlable volonté de rester fidèle au mouvement trade-unioniste international et se prononce catégoriquement contre le mouvement dit "One Big Union", comme étant contraire aux meilleurs intérêts de la classe ouvrière »<sup>81</sup>. L'initiative des « radicaux de l'Ouest » est associée à « un acte de folie » par *Le Monde ouvrier*<sup>82</sup>. Dans les semaines qui suivent, bon nombre de syndicats locaux affiliés au CMTM adoptent des résolutions réitérant leur adhésion à la FAT<sup>83</sup>.

Malgré ces ratés, le secrétariat de l'OBU reçoit un certain nombre de demandes d'information de la part de syndicats locaux du Québec, demandes qui témoignent d'un certain intérêt parmi les organisations ouvrières allant au-delà des frontières ethniques et de la condamnation du radicalisme de l'Ouest. Ainsi, le 2 avril 1919, S. Poitras, secrétaire du syndicat des Maintenance Way Employees de Ste-Hélène-de-Bagot, une petite municipalité située à mi-chemin entre Saint-Hyacinthe et Drummondville, écrit à l'OBU pour obtenir des précisions sur la journée de travail de 6 heures et la semaine de 5 jours. Poitras et ses collègues ne comprennent pas le bien-fondé de ces revendications, qui représenteraient pour eux une perte nette de salaire. Le secrétaire de l'OBU lui répond le 7 mai. En plus de lui expliquer le sens des revendications portant sur la diminution de la semaine de travail sans perte de salaire, Midgley indique que de la propagande en français lui sera envoyée : « I understand that the Manitoba Executive Committee of the One Big Union have had

---

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> « On ne veut pas de la One Big Union », *Le Monde ouvrier*, 3 mai 1919, p. 2.

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 146-147.



some of these leaflets printed in the French Language, and I am asking them to send some copies to you »<sup>84</sup>.

Le 23 avril, c'est au tour de A. Fernandez, secrétaire de la loge Resistencia de la Union Local de Torcedores de Habano de Montréal, d'écrire à Midgley pour avoir plus d'information sur la One Big Union, tout particulièrement au sujet des responsabilités et des avantages à devenir membre<sup>85</sup>.

L'intérêt pour l'OBU est particulièrement vif parmi les travailleurs du rail montréalais. Le 1<sup>er</sup> mai, A.H. McNamee, de l'Amalgamated Society of Engineers (ASE)<sup>86</sup> de Maisonneuve, écrit au secrétaire de l'OBU pour lui demander des précisions sur les procédures d'adhésion : « A large number of A.S. of E. members are discussing the possibilities of linking up in the Calgary movement, without having definite knowledge of the OBU constitution (...) »<sup>87</sup>. McNamee se demande notamment si son organisation peut s'affilier au nouveau mouvement tout en gardant son identité propre et se réfère au modèle australien de syndicalisme industriel. Il mentionne qu'une rencontre conjointe de l'ASE aura lieu le 18 mai pour débattre de ces questions et demande qu'on lui envoie de la littérature<sup>88</sup>. Midgley lui répond en indiquant que la constitution de l'OBU n'a pas encore été adoptée, mais que selon lui, l'ASE peut s'affilier à l'OBU tout en conservant les avantages – « benefits » – dérivant de son affiliation actuelle, comme les pensions<sup>89</sup>.

Le 6 mai, c'est au tour du secrétaire de la loge Victoria n° 111 de l'IAM, H.A. Spence, d'écrire à Midgley pour obtenir de l'information sur l'OBU afin de la distribuer à ses membres<sup>90</sup>. Quelques jours plus tard, H.B. Stark, de la loge Point St.Charles n° 631 de

---

<sup>84</sup> MG10 A3, One Big Union, Secretary of the OBU à M. A. Féitnas (sic), 7 mai 1919, p. 1.

<sup>85</sup> MG 10 A3, One Big Union, A. Fernandez à V.R. Midgley, 23 avril 1919, p. 1.

<sup>86</sup> Il s'agit de la section canadienne du syndicat britannique fondé en 1851, regroupant des mécaniciens spécialisés. La section montréalaise de l'ASE est apparue en 1853.

<sup>87</sup> MG 10 A3, One Big Union, A.H. McNamee à V.R. Midgley, 1er mai 1919, p. 1.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> MG 10 A3, One Big Union, V.R. Midgley à A.H. McNamee, 6 mai 1919, p. 1.

<sup>90</sup> MG 10 A3, One Big Union, H.A. Spence à V.R. Midgley 6 mai 1919, p. 1.

l'IAM fait part à son tour du soutien de son local syndical à l'OBU. Il demande à Midgley de lui faire parvenir de la littérature le plus rapidement possible<sup>91</sup>.

Ces démarches ne sont pas étrangères à la présence d'un membre du Comité exécutif central de l'OBU à Montréal, R.J. Johns. Le 4 mai, ce dernier écrit à Midgley pour l'informer des démarches entreprises en Ontario et au Québec où il est en tournée pour le compte de l'IAM :

I think I have done some very effective work for the OBU in Eastern Canada. I have had the opportunity to face our opponents in this part of the Country, not so much privately but at meetings. I have devoted the past two weeks propagating the idea of the OBU. I visited Ft. William, Port Arthur, Chapleau, Toronto, Hamilton, Montreal, Ottawa (...). I am supposed to be visiting Railway Lodges but I am always seeking an opportunity to speak to any body of workers<sup>92</sup>.

D'après Johns, les perspectives d'organisation dans la métropole du Québec ne sont pas aussi bonnes qu'à Ottawa ou Toronto :

At Montreal, prospect are not quite so good. There is need for an awful lot of spadework. But I succeeded in getting the Machinist Dist. to call a mass meeting to discuss the question. I expect to be there. I have to return to Montreal Saturday. I think I can safely say that every meeting I have attended up to date has demonstrated that they will eventually line up with the OBU. I think you will get increased demands for literature, etc.<sup>93</sup>.

Quelques jours plus tard, c'est au tour de R.B. Russell, le secrétaire du Manitoba Committee de l'OBU, de rapporter à Midgley les dernières nouvelles de la tournée de Johns au Québec. Il propose une stratégie d'implantation dans l'Est, stratégie qui restera lettre morte :

I have had word from Johns in Eastern Canada, that the OBU is meeting with great success. Kerrigan and Houston of Montreal are both working to the extreme in order to bring same about. (...) Johns is now on his way

---

<sup>91</sup> MG10 A3, One Big Union, H.B. Stark à V.R. Midgley, 14 mai 1919, p. 1.

<sup>92</sup> MG10 A3, One Big Union, R.J. Johns à V.R. Midgley, 4 mai 1919, p. 1.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

to Sherbrooke and North Bay, and he is in touch with Three Rivers, and reports great success. (...) I think the time has now come when we should make an urgent appeal for funds and send from three to six Men right over in Eastern Country, in order to set forth the Organization. The scheme we are now working on in Winnipeg is to start three Men out of work quietly on the way East, organizing small Committees at the various Points to arrange for Mass Meetings on their return journey. We can finance them on their Eastern trip and believe we could clean up enough on their return trip to meet the entire expense<sup>94</sup>.

### 1.1.2 Les premiers partisans de l'OBU à Montréal

Dès sa fondation, l'OBU peut compter sur quelques militants dévoués à Montréal. R.B. Russell évoque notamment dans sa lettre les noms de Richard Kerrigan et de John D. Houston. Un troisième s'ajoute à la liste, Isidore Boltuck. Attardons-nous quelque peu sur leurs parcours respectifs.

Le plus connu des trois est sans aucun doute Richard « Dick » Kerrigan. Vétéran des luttes ouvrières, Kerrigan est né au mois de juillet 1864. Issu d'une famille irlandaise établie au Canada, il est considéré par ses contemporains comme l'un des pionniers du mouvement socialiste au Québec, notamment par la mise sur pied d'une cellule du Socialist Labor Party à Montréal au début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>95</sup>. Au plan syndical, Kerrigan a notamment fait partie des Chevaliers du Travail, de l'IAM puis des Industrial Workers of the World (IWW), dont il est l'un des membres fondateurs. Au moment de la mise sur pied de l'OBU, Richard Kerrigan est président du District de Montréal de l'IAM<sup>96</sup> et délégué pour son syndicat aux rencontres du CMTM et du CMTC. Marié, père de deux filles, Kerrigan est bilingue et comprend bien la réalité du mouvement ouvrier à Montréal, marqué par la coexistence de plusieurs groupes ethno-linguistiques. Il a tissé des liens étroits avec des syndicalistes et militants politiques juifs, avec qui il organise dès 1906 la première

---

<sup>94</sup> MG10 A3, One Big Union, R.B. Russell à V.R. Midgley, 9 mai 1919, p. 1.

<sup>95</sup> Voir notamment : Alfred Charpentier, « Le mouvement politique ouvrier de Montréal (1883-1929) », Harvey, dir. *Aspects historiques*, p. 151.

<sup>96</sup> International Association of Machinists, *Machinists' Monthly Journal*, 31, 8 (août 1919), p. 750.

manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Montréal, commémorant la journée internationale des travailleurs<sup>97</sup>.

John D. Houston a moins d'attache que Kerrigan au Québec mais il connaît bien les principaux responsables de l'OBU. Né en 1856 à Lanark en Ontario, Houston s'établit à Winnipeg en 1907. Comme la plupart des membres les plus influents de l'OBU, il milite au Parti socialiste, la principale organisation marxiste canadienne avant la fondation du Parti communiste en 1921. Pendant la Première Guerre mondiale, il déménage à Montréal pour y travailler dans les usines de munition<sup>98</sup>. Au printemps 1919, il est délégué pour le District de Montréal de l'IAM à la Commission Royale sur les Relations Industrielles<sup>99</sup>. Il rentre quelques mois plus tard à Winnipeg où il prend la direction du *One Big Union Bulletin*<sup>100</sup> – l'hebdomadaire publié par l'OBU – jusqu'à son décès le 11 mars 1921<sup>101</sup>.

Un troisième militant s'ajoute à cette liste. Il s'agit d'Isidore Boltuck. Boltuck est né au mois de mai 1894 en Russie d'une famille juive. Ses parents, Maurice<sup>102</sup> et Fanny, sont arrivés au Canada en 1903 en compagnie de leurs enfants. Isidore a deux sœurs : Bessie – née au mois de juin 1893 – et Lillian – née au mois de mars 1898. Comme bien des membres de la communauté juive montréalaise à cette époque, le père d'Isidore travaille comme opérateur dans une manufacture de vêtement<sup>103</sup>.

Depuis le mois de mai 1918, Isidore Boltuck assure la publication de *Labor*, un bulletin mensuel bilingue anglais-français. Le journal ne passe pas inaperçu. Les autorités s'inquiètent des idées révolutionnaires à la croisée de l'anarchisme et du marxisme, de Boltuck et de ses collaborateurs. Elles tentent ainsi de faire cesser la diffusion de *Labor* par

---

<sup>97</sup> Hirsch Hershman, « À l'occasion des vingt-cinq ans du mouvement ouvrier juif à Montréal », *Bulletin du RCHTQ*, 26, 71 (printemps 2000), p. 42-58.

<sup>98</sup> [http://www.mhs.mb.ca/docs/people/houston\\_jd.shtml](http://www.mhs.mb.ca/docs/people/houston_jd.shtml) (consulté le 1er janvier 2013).

<sup>99</sup> Gregory S. Kealey, « 1919 : The Canadian Labor Revolt », *Labour/Le Travail*, 13 (1984), p. 13.

<sup>100</sup> « Minutes of Joint Executives », *OBU Bulletin*, 19 septembre 1919.

<sup>101</sup> « John D. Houston », *OBU Bulletin*, 19 mars 1921, p. 1.

<sup>102</sup> Selon les sources, le prénom du père d'Isidore Boltuck change avec le temps, devenant tantôt Maurice, Morris ou même Moses. La même chose est aussi vraie au sujet du nom de famille. Ainsi, Boltuck devient Baltik dans le recensement de 1911, Boltuch dans l'édition de 1905-1906 de l'annuaire Lovell et Boltock dans l'édition de 1910-1911 avant de se « stabiliser » avec Boltuck lors des éditions subséquentes.

<sup>103</sup> Voir à ce sujet : Israël Medresh, *Le Montréal juif d'autrefois*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1997, 272 p.

divers moyens, en utilisant à cet effet les décrets adoptés pendant la guerre limitant la liberté d'expression. La presse montréalaise s'intéresse également à ce journal et à son éditeur, qui fait régulièrement parler de lui. Même *L'Action catholique*, publiée à Québec, rapporte la diffusion du journal de Boltuck à l'occasion de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1919 tenue à Montréal : « On a distribué un journal anglais "Labor" qui s'inspire des idées anarchistes des G.W.W. [sic]. Cette feuille remplie d'idées creuses a été jetée au milieu de la foule des manifestants. La police en a saisi un grand nombre ainsi que des cocardes rouges »<sup>104</sup>. La manifestation, à laquelle participent plus de 3 000 personnes, donne lieu à plusieurs discours favorables à la création de la One Big Union<sup>105</sup>.

Le 10 mai 1919, Boltuck écrit une lettre de six pages au Comité exécutif central de l'OBU pour manifester son appui à la nouvelle organisation. Sa lettre porte l'en-tête du premier numéro de *Labor*. Il propose de mettre son journal au service du syndicat, dont il partage les objectifs et les orientations, mentionnant au passage que le tirage de *Labor* est de 6000 copies, distribuées à Montréal et dans l'Est du pays<sup>106</sup>. Boltuck réagit au rejet massif de l'OBU par le mouvement ouvrier au Québec. Il accuse la plupart des leaders du CMTM, dont l'éditeur du *Monde ouvrier*, Gustave Francq, de mener une campagne de désinformation contre l'OBU. Le ton de la lettre est tranchant : il faut s'attaquer à la domination des unions internationales, tout particulièrement parmi les travailleurs francophones, en menant une campagne de recrutement active et la diffusion à grande échelle de tracts, de brochures et de journaux<sup>107</sup>. Boltuck souhaite notamment lancer avec des camarades un journal mensuel de langue française destiné à présenter l'OBU et les principes du syndicalisme industriel aux ouvriers canadien-français<sup>108</sup>.

À la fin de sa lettre, l'éditeur de *Labor* indique qu'il est le secrétaire-trésorier du comité provincial de la Worker's Cooperative Press : « We have begun a campaign for a Worker's Co-operative Press to which a plant valued over \$3000,00 has been subscribed

---

<sup>104</sup> « Un journal distribué aux manifestants », *L'Action catholique*, 2 mai 1919, p. 2.

<sup>105</sup> « La parade socialiste d'hier après-midi », *La Patrie*, 2 mai 1919, p. 11.

<sup>106</sup> MG10 A3, One Big Union, Isidore Boltuck à Central Executive Committee of the OBU, 10 mai 1919, p. 4.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 4.

with the rank and file support »<sup>109</sup>. Grâce à cette presse, Boltuck précise qu'il sera en mesure d'imprimer des milliers de tracts en faveur de l'OBU à Montréal<sup>110</sup>. Est-ce une façon d'obtenir des fonds de la One Big Union? Nous ne sommes pas en mesure de déterminer si Boltuck mettra ses plans à exécution, ni si l'OBU répondra à sa lettre. Toutefois, des rapports policiers rédigés quelques semaines plus tard semblent indiquer que Boltuck poursuit sa démarche et milite désormais pour l'OBU : « Things are getting hot, it seems the One Big Union is gaining ground rapidly. *Labour* [sic] (the publication) is being turned over for the sole propaganda of the One Big Union Principil [sic] »<sup>111</sup>. On perd toutefois la trace du journal *Labor* après le mois de mai 1919.

### 1.1.3 Une autre stratégie d'implantation

Dans une lettre adressée à R.J. Johns le 17 mai 1919, Richard Kerrigan trace le portrait suivant de la situation à Montréal. Il esquisse une stratégie pour amener des pans entiers du mouvement ouvrier vers la One Big Union : « In the East outside of the AFL at the present time exist large bodies of organized labor who have been patiently waiting for some manifestation of revolutionary sentiment with sufficient audacity to which they could link up. (...) Among those outside the AFL are the Jews »<sup>112</sup>.

À Montréal, les travailleurs juifs ont formé des syndicats combattifs dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, particulièrement dans l'industrie du vêtement. On compte aussi parmi eux plusieurs tendances politiques organisées. Anarchistes, bundistes, travaillistes-sionistes, socialistes et sociaux-démocrates débattent à l'occasion des nombreuses conférences et assemblées publiques qui ponctuent la vie de la communauté. Quelques librairies et bibliothèques ouvrières complètent le portrait<sup>113</sup>.

---

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>111</sup> RG13 A2, 233, 1919-443-463, Chief Commissioner of Police à The Deputy Minister of Justice, 29 mai 1919.

<sup>112</sup> MG10 A3, One Big Union, R. Kerrigan à R.J. Johns, 17 mai 1919, p. 1.

<sup>113</sup> Voir Simon Belkin, *Le mouvement ouvrier juif au Canada, 1904-1920*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1999, 390 p.

Kerrigan précise que l'Amalgamated Clothing Workers Union, dirigée par Sidney Hillman, et la Snow Hat and Cap Makers Union, dirigée par Max Zaritsky devraient être approchées par l'OBU. Kerrigan indique que plusieurs organisateurs de ces syndicats sont ses amis : A. Marcovitch<sup>114</sup>, Jack Margolese<sup>115</sup> et J.-A. Duquette<sup>116</sup>. Kerrigan a également de nombreux contacts au sein des syndicats de la métallurgie, et pense que l'OBU peut compter sur l'appui de certains responsables de l'IAM et de l'ASE à Montréal, dont McNamee et Cowan. Il mentionne au passage que plusieurs autres syndicats indépendants à travers la province détestent la FAT pour une raison ou une autre, et pourraient être amenés à se joindre à l'OBU : « This would constitute quite a start but the discontented Red element in the AFL is the best field. We have the cloakmakers 10 to 12 000 strong attached to the AFL. They are all red and are on the job. Shubert, their local ex-board member will have news for us in a day or two »<sup>117</sup>.

La stratégie proposée par Kerrigan pourrait donc se résumer ainsi : identifier les syndicats les plus à gauche, tout particulièrement ceux où militent des socialistes, puis les convaincre de faire scission en les invitant à participer au congrès de fondation de l'OBU. Les travailleurs juifs, moins réfractaires que leurs collègues anglophones ou francophones aux idées socialistes, constituent selon Kerrigan une base sur laquelle on peut compter.

Dans la foulée des propositions de Kerrigan, Johns suggère à l'exécutif de l'OBU de reporter le congrès de fondation quelque peu, un mois tout au plus, le temps de donner aux partisans de l'OBU présents dans l'Est la possibilité de mieux s'organiser. « This Eastern

---

<sup>114</sup> A. Marcovitch est le président de la section des Pants Maker de l'Amalgamated Clothing Workers Union à Montréal. Voir : Ministère du Travail du Canada, *Dixième rapport annuel sur l'organisation ouvrière au Canada (1920)*, Ottawa, F.A. Acland, 1921, p. 172.

<sup>115</sup> Jack Margolese est le secrétaire de l'Amalgamated Clothing Workers Union à Montréal. Voir : Ministère du Travail du Canada, *Neuvième rapport annuel sur l'organisation ouvrière au Canada (1919)*, Ottawa, F.A. Acland, 1920, p. 127.

<sup>116</sup> J.-A. Duquette est l'agent d'affaire de l'Union locale 115 des travailleurs en vêtements canadiens-français. À ce sujet, voir : « Chronique Ouvrière », *La Patrie*, 17 juillet 1919, p. 7.

<sup>117</sup> MG10 A3, One Big Union, R. Kerrigan à R.J. Johns, 17 mai 1919, p. 3. Joseph Schubert (1889-1952) est un militant socialiste et syndical juif. Né en Roumanie, il immigré à Montréal en 1903. Schubert participe à la mise sur pied des premiers syndicats de l'industrie du vêtement et à l'Arbeiter Ring, une organisation ouvrière juive. Lors des élections municipales de 1916, Schubert se présente comme candidat pour le Parti social-démocrate. Il sera finalement élu comme échevin dans le quartier Saint-Louis en 1924, poste qu'il occupe pendant 16 ans.

movement must not be ignored », insiste-t-il<sup>118</sup>. D'après Johns, le CMTM garde ses membres dans l'ignorance. Lorsqu'il prend la parole devant des assemblées, Johns remarque parmi les travailleurs beaucoup de curiosité à l'endroit de la nouvelle organisation. L'objectif qu'il poursuit est clair :

what we are attempting to accomplish is to organize a Central Body of the OBU. All the locals that are favorable to our policy are going to send delegates, some of the most active men here have estimated up to date that they can get over 80 delegates to attend. (...) My opinion is at present that we must organize this Eastern movement and I think it can be successfully done if you send out a general invitation to the workers here (...) <sup>119</sup>.

Toutefois, contrairement aux vœux exprimés par Johns, le comité exécutif de l'OBU choisit de ne pas modifier ses plans et décide de maintenir la date du 5 juin pour tenir son congrès de fondation à Calgary : « Executive have no objection to seating delegates from East, but considered it useless to send call to Trades Councils there. If you can organize OBU Central Body and get them to send representatives we shall be delighted. Will send invitation to Hillman and Zaritsky (...). Our desire is to send men trough the East right after the conference »<sup>120</sup>. Au final, aucun délégué à l'Est de Port Arthur ne participe au congrès de Calgary. Cela a un effet important sur le développement subséquent de l'OBU dans le reste du Canada, notamment en ce qui concerne son implantation dans l'Est du pays.

## 1.2 L'impact de la grève générale de Winnipeg

Avant même que le congrès de fondation de l'OBU n'ait lieu, une importante grève éclate à Winnipeg le 15 mai 1919. Elle embrase la ville et suscite de vives réactions à travers tout le pays. Ses effets se font sentir jusqu'au Québec.

---

<sup>118</sup> MG10 A3, One Big Union, R.J. Johns à V.R. Midgley, 17 mai 1919, p. 1.

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>120</sup> MG10 A3, One Big Union, V.R. Midgley à R.J. Johns, 22 mai 1919, p. 1.



Le 27 mai, une assemblée publique est organisée conjointement par l'ASE et l'IAM au Marché Maisonneuve à Montréal en présence de R. J. Johns. 2000 personnes y assistent pour discuter d'une grève générale de solidarité avec les travailleurs de Winnipeg<sup>121</sup>. L'IAM et l'ASE, représentée respectivement par R. Kerrigan et A.H. McNamee, appuient l'idée. Outre Kerrigan dont le discours est fait en français, McNamee et deux de leurs confrères – William Turnbull de l'IAM et L. Wornell de l'ASE – , on remarque la présence sur la tribune de cinq autres militants socialistes qui font la promotion de l'OBU. Il s'agit d'Ulric Binette, Rose Henderson<sup>122</sup>, Mme R.P. Mendelssohn<sup>123</sup>, Rebecca Buhay et Albert Saint-Martin<sup>124</sup>.

Figure de proue du socialisme au Québec, Albert Saint-Martin (1865-1947) est sans aucun doute le plus connu d'entre eux. Candidat du Parti ouvrier en 1905 contre le premier ministre Lomer Gouin, Saint-Martin est expulsé de ce parti en 1907 parce qu'il est membre d'une autre organisation politique, le Parti socialiste du Canada. Il participe activement à la plupart des manifestations du 1<sup>er</sup> mai à Montréal. Organisateur infatigable, ses nombreuses initiatives politiques et prises de parole font de lui une personnalité publique très connue dans la métropole.

Avec quelques autres militants ouvriers, Saint-Martin fait bientôt partie du noyau dur des partisans de la One Big Union à Montréal. Pourquoi choisissent-ils de se joindre à l'OBU? Pour les militants socialistes, la mise sur pied de la nouvelle centrale syndicale permet enfin des possibilités concrètes d'organisation en rupture avec le réformisme qui caractérise le mouvement trade-unioniste, incarné à Montréal par le CMTM. Depuis 1918, plusieurs organisations socialistes dont le Parti social-démocrate et l'IWW, sont interdites en vertu de décrets gouvernementaux qui restreignent les droits et libertés. L'OBU apparaît donc comme un nouveau véhicule qui permet de réunir l'ensemble des forces de gauche sous un même chapeau. Toutefois, la première bataille menée par ces militants ne se

---

<sup>121</sup> « L'assemblée d'hier soir, à Maisonneuve », *La Patrie*, 28 mai 1919, p. 3.

<sup>122</sup> Secrétaire de l'Assemblée de Montréal du Parti ouvrier, Rose Henderson travaille également comme officier de surveillance à la Cour juvénile de Montréal. À son sujet, voir : Peter Campbell, *Rose Henderson, A Woman for the People*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's Press, 2010, 394 p.

<sup>123</sup> Membre du Parti social-démocrate et secrétaire du comité organisateur de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1919.

<sup>124</sup> « Radicals Back Winnipeg Strike », *The Gazette*, 28 mai 1919, p. 4.

déroule pas dans les usines ou les chantiers de la métropole, mais bien à une assemblée du Parti ouvrier.

Fondé en 1899, le Parti ouvrier est le théâtre d'affrontements réguliers entre les réformistes et les révolutionnaires actifs sur le terrain électoral. Le 1<sup>er</sup> juin 1919, la section de Montréal du Parti ouvrier se prononce par un vote de 30 contre 21 « en faveur du principe de la “One Big Union” comme étant sa forme de politique industrielle (...) »<sup>125</sup>. Le 7 juin, *Le Monde ouvrier* dénonce l'action des « délégués socialistes » et leur influence sur le Parti à Montréal : « Ceux qui ont le droit de se prononcer sur cette question de la “One Big Union” sont les membres des unions ouvrières qui sont directement intéressés et ils se sont prononcés d'une manière non équivoque au Conseil des Métiers et du Travail »<sup>126</sup>. Encore minoritaires au CMTM, les socialistes prennent le contrôle de la section locale du Parti ouvrier. La faction socialiste, représentée par Albert Saint-Martin, Michael Buhay, Richard Kerrigan et Ulric Binette, prend sa revanche sur Gustave Francq et les dirigeants trade-unionistes<sup>127</sup>.

### 1.2.1 La révolte ouvrière

Pendant ce temps, les travailleurs s'organisent, déclenchant des grèves un peu partout, principalement pour obtenir des gains sur le plan de leurs conditions de travail. De Amherst en Nouvelle-Écosse jusqu'à Victoria en Colombie-Britannique, un vent de révolte secoue le pays<sup>128</sup>. Des grèves de solidarité avec les ouvriers de Winnipeg éclatent dans les provinces de l'Ouest, entre autres à Calgary, Edmonton, Prince Albert, Régina, Saskatoon, Vancouver, etc.. Elles inquiètent les membres de la classe dirigeante canadienne.

Le mouvement de grève touche également le Québec. Le 3 juin, les chantiers montréalais de la Canadian Vickers sont paralysés. Ces 1 800 travailleurs sont bientôt suivis par 500 barbiers, 40 ouvriers du verre et les 2 300 travailleurs de l'entreprise

---

<sup>125</sup> « La “One Big Union” », *Le Monde ouvrier*, 7 juin 1919, p. 1.

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> Leroux, *Gustave Francq*, p. 113, 134-135, 157.

<sup>128</sup> Voir notamment : Ministère du Travail du Canada, *La Gazette du Travail*, Ottawa, 19, 7 (juillet 1919).

Consolidated Rubber. La revendication qui unit le mouvement de grève générale est l'obtention de la journée de huit heures. Les grévistes se donnent rapidement des structures pour mener la lutte : ainsi, « OBU supporter William Baugh, president of the Marine Trades Federation in Montreal, assumed the presidency of a general strike committee that was formed to coordinate action among striking workers at Vickers »<sup>129</sup>. Le comité publie notamment son propre bulletin de grève pendant près de six semaines<sup>130</sup>, dont certains extraits sont publiés dans *Le Monde ouvrier*<sup>131</sup>. Les travailleurs qui participent à son fonctionnement prennent leur distance des dirigeants des syndicats internationaux « by stating that the strike was ‘the affair of the men on the job and the union officers have nothing to do with it’ »<sup>132</sup>.

Avec les ouvriers provenant d'autres secteurs industriels – métiers de la confection, électriciens, bouchers, etc. – , on compte à la mi-juin plus de 12 000 grévistes à Montréal et des milliers d'autres s'apprêtent à les rejoindre<sup>133</sup>. Toutefois, à partir du 18 juin, les directions syndicales gagnent des votes importants qui réduisent la portée du mouvement de grève générale. La possibilité d'une grève de solidarité avec les travailleurs de Winnipeg, demandée par les ouvriers de la Canadian Vickers, est ainsi rejetée par le CMTM le 19 juin, sans pour autant mettre fin au mouvement<sup>134</sup>.

Au cours de l'été, des conflits continuent d'éclater ailleurs dans la province. À Trois-Rivières, 1 200 employés des chantiers maritimes débraient le 17 juin et parviennent à obtenir la reconnaissance de leur syndicat<sup>135</sup>. Dans la région de Québec, 1 100 ouvriers de la Dominion Textile de Saint-Grégoire-de-Montmorency et 900 travailleurs des chantiers maritimes de la Davie à Lauzon entrent simultanément en grève le 28 juillet<sup>136</sup>. *L'Action catholique* ne manque pas de faire un parallèle entre ces conflits de travail et les événements qui se déroulent à Winnipeg :

---

<sup>129</sup> Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity », p. 111.

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> « Pourquoi les ouvriers de la Canadian Vickers sont en grève », *Le Monde ouvrier*, 21 juin 1919, p. 2.

<sup>132</sup> Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity », p. 111.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>135</sup> Ministère du Travail du Canada, *La Gazette du Travail*, Ottawa, 19, 7 (juillet 1919), p. 856.

<sup>136</sup> Ministère du Travail du Canada, *La Gazette du Travail*, Ottawa, 20, 3 (mars 1920), p. 308 et 313.

Il y avait bien, — depuis un certain temps, — des rumeurs inquiétantes. On entendait parler de grèves séditeuses, voire politiques, comme à Winnipeg. Les journaux faisaient grand tapage autour de la One Big Union ; mais tout cela était qualifié de bolchévisme, et les patrons de chez nous se disaient que les ouvriers de Québec ont encore trop de conscience pour donner dans les folies russes. Ils oubliaient que le feu prend vite dans la poudre et que tout cela, c'est purement et simplement l'esprit soi-disant neutre des unions internationales qui l'a rendu possible<sup>137</sup>.

L'OBU sert alors de « spectre »<sup>138</sup> aux partisans du syndicalisme catholique pour éloigner les ouvriers des syndicats affiliés à la FAT. Pour *l'Action catholique*, « la révolution s'en vient ici comme partout. Les syndicats internationaux, c'est la révolution en germe; la One Big Union, c'est la révolution rendue à maturité. Il reste à opposer à cette marée montante la digue des unions catholiques »<sup>139</sup>. Une telle campagne de peur n'aide en rien les chances de l'OBU de percer au Québec.

Pendant ce temps, à Winnipeg, la répression est féroce. Une manifestation se solde par la mort d'un gréviste. Le 26 juin, après six semaines de conflit, les ouvriers rentrent au travail. Plusieurs responsables syndicaux sont arrêtés. Dans les jours qui suivent, des mandats de perquisition sont émis contre vingt-cinq militants socialistes et anarchistes de Montréal, pour la plupart membres ou sympathisants de l'OBU. Divers locaux sont également visés, dont ceux du Parti social-démocrate, de la Progressive Library, de la Cooperative Press et du journal russe *Novy Mir*. L'opération, menée par la Police municipale de Montréal à la demande de la Police Montée du Nord-Ouest, mobilise 25 détectives et 125 constables. Elle se déroule dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet. Le gouvernement du Manitoba cherche des preuves pour incriminer certaines figures de proue

---

<sup>137</sup> *Deux grèves de l'Internationale : aux chantiers Davie et à la Dominion Textile*, Québec, Éditions de L'Action Sociale Catholique, 1919.

<sup>138</sup> Sur le concept de « spectre » dans le contexte québécois, voir : Mathieu Houle-Courcelles, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 15.

<sup>139</sup> « Les leçons des deux grèves », *L'Action catholique*, 23 août 1919, p. 1. Sur les représentations de la grève générale de Winnipeg dans les journaux québécois, voir : Maxime Caron, « Du construit au vécu : la presse québécoise face à la grève générale de Winnipeg, 1919-1920 », Mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2013, 135 p.

de la grève à Winnipeg. Les policiers saisissent de la littérature socialiste et anarchiste, de même que de la correspondance<sup>140</sup>.

Malgré la répression, la grève de Winnipeg suscite un vent de sympathie pour la One Big Union à Montréal. Le 17 juillet a lieu la première rencontre du tout nouveau Conseil industriel de l'OBU : « The split is taking shape in an attempt to organize an opposition council. The new organization is known as the "Industrial Council" and last Thursday night it held a meeting in the same building in which the Montreal Trades and Labor Council was being held »<sup>141</sup>. Selon *The Gazette*, si un vote sur l'affiliation à l'OBU devait être pris au CMTM, le résultat serait plus serré qu'au mois de mai, même si les partisans de la FAT demeurent majoritaires. La liste des participants à la rencontre du 17 juillet donne une idée des appuis de l'OBU dans la métropole :

Many locals of various trades in the city have been asked to send delegates to the new Council, and a few have done so. Up to date, however, the membership consists largely of self-appointed delegates of the more radical inclinations. Among those active in recruiting for the Industrial Council is a young man named Flanagan, who first became known in Montreal labor circles some time ago as organizer for the OBU, Mrs. Mendelsshon [sic] and other Socialists. Among other men who have become attached to the new organization are J.R. Blais<sup>142</sup>, business agent of the plumbers union, and a member of the executive of the Building Trades Council, and Richard Kerrigan delegate to the Trades and Labor Council from a machinists' local. The Amalgamated Society of Engineers also had representatives at the meeting<sup>143</sup>.

L'article poursuit en indiquant que ces rencontres servent surtout à des fins d'éducation pour promouvoir le syndicalisme industriel. Le contexte social reste relativement favorable à l'expression d'idées radicales. Les activités du Conseil industriel se maintiennent pendant

---

<sup>140</sup> Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 5007-1919, P. Bélanger à M. E. R. Décary, 2 juillet 1919, 2 p.

<sup>141</sup> « New Body Bidding for Labor Control », *The Gazette*, 21 juillet 1919, p. 4.

<sup>142</sup> Le nom de son syndicat est la United Association of Journeymen, Plumbers, Gas Fitters and Steam Fitters Helpers of the United States and Canada. Dans le bulletin de l'IAM (*Machinists' Monthly Journal*, 33, 8 (août 1920), p. 698), on indique que Blais représente désormais les syndicats suivants : United Association of Plumbers and Steamfitters; Amalgamated Sheet Metal Workers ; International Alliance.

<sup>143</sup> « New Body Bidding for Labor Control », *The Gazette*, 21 juillet 1919, p. 4.

le mois d'août et de septembre, mais il n'arrive pas à obtenir la participation officielle de syndicats, hormis celle de deux locaux de l'IAM.

### 1.2.2 La riposte du CMTM

Signe de la polémique, le débat se déplace rapidement dans les pages du journal *Le Monde ouvrier*. Le militant anarchiste Paul Faure y défend le principe de la One Big Union, ce à quoi s'oppose le rédacteur en chef Gustave Francq<sup>144</sup>. Leur couverture des événements donne l'assise à l'expression de leur opposition mutuelle. Francq, d'ailleurs, donne le ton, signifiant ainsi la riposte du CMTM.

Le 18 juillet, le CMTM organise au parc Jeanne-Mance un rassemblement en présence de deux leaders ouvriers de Winnipeg, Abraham A. Heaps et Robert E. Bray, plutôt sympathiques à la One Big Union. Selon le journal *La Patrie*, environ 1 000 personnes assistent à l'assemblée, qui se déroule dans le calme<sup>145</sup>. On rapporte que Bray ramène la grève générale à des dimensions plus terre-à-terre : « D'abord, dit-il, on vous a dit que la grève de Winnipeg avait été organisée pour amener une révolution et le renversement de l'autorité constituée. C'est faux »<sup>146</sup>. Ce regard critique face aux enjeux du conflit, de la part d'un futur organisateur de l'OBU<sup>147</sup>, mérite d'être souligné.

Le lendemain, Gustave Francq s'attaque à l'OBU dans les pages du *Monde ouvrier*. Il renvoie dos à dos « les radicaux du mouvement ouvrier et les réactionnaires du groupe capitaliste ». Selon Francq :

Les radicaux dans le mouvement ouvrier – partisans de la dictature du prolétariat, promoteurs de la “One Big Union” et fervents apôtres des doctrines des “Industrial Workers of the World” – qui ne veulent d'aucun compromis, qui qualifient tous les dirigeants des unions ouvrières qui ne partagent pas leurs opinions de traîtres, de vendus, et

---

<sup>144</sup> Paul Faure, « La grève de Winnipeg », *Le Monde ouvrier*, 12 juillet 1919, p. 1.

<sup>145</sup> « Ce que fut la grève de Winnipeg », *La Patrie*, 19 juillet 1919, p. 5.

<sup>146</sup> *Ibid.*

<sup>147</sup> Voir à ce sujet : [http://www.mhs.mb.ca/docs/people/bray\\_re.shtml](http://www.mhs.mb.ca/docs/people/bray_re.shtml) (consulté le 20 juillet 2012).

pour qui les contrats de travail librement consentis sont de vulgaires chiffons de papier, qui ne voient le bien-être et l'émancipation de la classe ouvrière que dans une révolution sanglante et le remplacement du système social actuel par un autre dans lequel ils seraient les maîtres souverains, faisant plus de tort aux véritables principes démocratiques que tous les autocrates réunis empêchant le développement du mouvement trade-unioniste par leurs théories ridicules et impossibles<sup>148</sup>.

Pendant l'été, *Le Monde ouvrier* sonne la charge contre l'OBU en prévision du congrès du CMTC qui doit avoir lieu à Hamilton au mois de septembre. Les partisans du syndicalisme international disent craindre un noyautage du congrès par les partisans de l'OBU, ce que laisseraient entendre des échanges de lettres entre des responsables de la nouvelle organisation, dont les propos sont rapportés dans *Le Monde ouvrier*. Pour Francq, l'heure est à la mobilisation :

Que les ouvriers de Montréal fassent un effort pour les envoyer à Hamilton [leurs délégués] et là nous leur prouverons si nous sommes des moutons et qui présidera aux destinées du mouvement ouvrier au Canada : les vrais trade-unionistes qui ont toujours travaillé honnêtement et au grand jour ou les promoteurs de la "One Big Union" – Bolchevistes en herbe et autocrates assoiffés de pouvoir et de domination<sup>149</sup>.

Quelques mois plus tard, au lendemain du congrès de Hamilton qui confirme la mainmise du CMTC par les partisans de la FAT, *Le Monde ouvrier* annonce la mort de l'OBU : « La One Big Union a reçu son coup de mort à Hamilton, paix à ses cendres »<sup>150</sup>. D'après Gustave Francq, les partisans de l'OBU se sont fait donner « une magistrale volée »<sup>151</sup> par les dirigeants du CMTC. Francq ne recule devant aucun superlatif pour qualifier celles et ceux qui soutiennent l'OBU : « On dirait qu'un vent de folie souffle sur les partisans de la One Big Union chaque fois qu'on attaque ou qu'on diffère seulement d'opinion sur les mérites du système d'organisation qu'ils veulent implanter ici; ils sont comme des diables dans l'eau bénite et font l'effet d'hystériques sous l'influence d'une crise démoniaque »<sup>152</sup>.

---

<sup>148</sup> Gustave Francq, « Les extrémistes », *Le Monde ouvrier*, 19 juillet 1919, p. 1.

<sup>149</sup> « Capturons le congrès » et « Une bande docile », *Le Monde ouvrier*, 16 août 1919, p. 1.

<sup>150</sup> *Ibid.*

<sup>151</sup> *Ibid.*

<sup>152</sup> Gustave Francq, « La One Big Union reçoit un coup mortel », *Le Monde ouvrier*, 27 septembre 1919, p. 1.

La contre-attaque du CMTM se poursuit, cette fois au sein du Parti ouvrier. Le 15 et le 16 novembre 1919, 164 délégués sont présents à la convention de la Section de la Province de Québec du Parti ouvrier du Canada, qui a lieu à la salle des Métiers de la construction de Montréal. La question de la One Big Union est au cœur des débats. Les délégués Binette, Pilon, Simard<sup>153</sup>, Lanouette et le secrétaire du Parti, Joseph Shubert, défendent la position pro-OBU adoptée par la section montréalaise. Toutefois, cette fois-ci, l'opposition est plus forte et mieux organisée :

Le club ouvrier de Maisonneuve proposa que « l'assemblée de Montréal fut désavouée pour avoir adopté une résolution en faveur de la "One Big Union" ». Le comité des résolutions soutint le point de vue du club ouvrier de Maisonneuve, affirmant que le Parti Ouvrier de Montréal n'avait pas d'affaire à s'occuper de cette question, qui est du ressort du terrain économique, tandis que le Parti Ouvrier ne doit s'occuper que de politique. Après deux heures de discussion la plus animée et la plus tumultueuse qu'on put voir et au cours de laquelle plus de 20 délégués prirent la parole, on prit le vote par appel nominal. Par 78 voix contre 54, l'assemblée du Parti Ouvrier de Montréal fut blâmée pour avoir endossé et approuvé les doctrines de la « One Big Union »<sup>154</sup>.

Malgré cet autre revers, la One Big Union ne s'effondre pas complètement au Québec. Si l'affrontement attendu à Hamilton ne s'est pas produit, c'est entre autres parce que l'OBU a réussi à se structurer dans les provinces de l'Ouest. Toutefois, la scission de syndicats au Québec, souhaitée par Kerrigan et Johns, ne s'est pas concrétisée. Rien n'indique que l'OBU ait publié de journaux en français pour tenter de rejoindre les travailleurs francophones, comme le proposait Boltuck. Le mouvement de grève du mois de juin aurait pu permettre à l'OBU de faire des gains appréciables, notamment à cause du débordement par la gauche des structures syndicales traditionnelles. Ce débordement, se manifestant par la mise sur pied d'un comité de grève autonome qu'on décrit comme une « Federation of militants »<sup>155</sup>, est rapidement jugulé par le CMTM. Même au plus fort de la contestation, les directions syndicales ne coupent pas les ponts avec la frange la plus radicale, comme en

---

<sup>153</sup> Forgeron de métier, Edmond Simard sera candidat pour le Parti communiste lors de l'élection fédérale de 1930 dans la circonscription de Maisonneuve. Il fait partie du premier groupe de Canadiens français qui se joint au PCC en 1927.

<sup>154</sup> « La convention du Parti Ouvrier », *Le Monde ouvrier*, 22 novembre 1919, p. 2.

<sup>155</sup> Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity », p. 111.



témoigne la publication de lettres favorables à l'OBU dans les pages du *Monde ouvrier* ou encore l'adoption d'une résolution exigeant la libération des leaders syndicaux arrêtés à Winnipeg<sup>156</sup>. Cependant, cette « trêve » est bien temporaire : comme le souligne Éric Leroux, une fois la tempête passée, Gustave Francq se permettra de critiquer publiquement les grévistes de Winnipeg en remettant en question leurs motivations réelles<sup>157</sup>.

Ces manœuvres de la direction du CMTM expliquent sans doute en partie l'échec de la mise sur pied d'un Conseil industriel de l'OBU et de la stratégie mise de l'avant par Kerrigan et Johns. Il reste malgré tout à Montréal un noyau de militants qui maintiennent un contact avec le Conseil exécutif, sis à Vancouver. Ce sont eux qui vont tenter de remettre sur pied la One Big Union à Montréal au cours des mois à venir.

### 1.3 La réorganisation de l'OBU à Montréal

Dans son rapport soumis à la Première convention semi-annuelle de la One Big Union, tenue à Winnipeg au mois de janvier 1920, Joseph Knight fait un rapport de la situation qui prévaut à Montréal à l'automne 1919 :

Since being elected as one of the Provisional Executive of the OBU in June, 1919, most of my time has been spent in the East between Toronto and Montreal, completely separating me from the Western movement (...).

When I arrived in Montreal the industrial Council that had been formed earlier in the year was dead, throwing the fight on the shoulders of a few undaunted comrades. I addressed several unions and distributed much literature. At a meeting of the active OBU members we decided to form a Unit of the Organization and since then the movement has taken a new lease of life<sup>158</sup>.

---

<sup>156</sup> Éric Leroux, *Gustave Francq*, p. 174.

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 175.

<sup>158</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice V, *Report of Proceedings, First Semi-Annual Convention of the One Big Union*, 1920, p. 5.

On peut situer approximativement l'arrivée de Knight à Montréal au début du mois d'octobre 1919. Le 7 octobre, il prononce une conférence sur le thème de « La vérité sur la grève de Winnipeg » qui obtient une large couverture dans la presse montréalaise<sup>159</sup>. Le militant socialiste Ulric Binette prend également la parole et « accuse les dirigeants du CMTM de ne pas défendre les travailleurs »<sup>160</sup>. Deux semaines plus tard, Binette est expulsé du syndicat des charpentiers à cause de ses prises de position en faveur de l'OBU et contre les syndicats internationaux<sup>161</sup>.

À la suite de cette conférence, Knight fait le point avec les militants montréalais :

We had a little “get-together” among the Reds when Joe [Knight] took the occasion to ask us pointedly whether we were Socialists or not. “If you are Socialists, join the movement and help spread our propaganda; if not there is no earthly use calling yourself Socialists and being afraid to push the cause along”, said Joe, and his remarks were well received. A few nights later, Joe gave a public lecture in the Auditorium hall about the One Big Union, and the address delighted every Red in the hall. It was clear logic and sharp. A big collection was the result of his efforts<sup>162</sup>.

Le 29 octobre, *La Presse* et *La Patrie* annoncent la formation d'une section de l'OBU – le « Local numéro 1 » – à Montréal. Ulric Binette, son président, invite les « ouvriers salariés sans distinction de catégories »<sup>163</sup> à participer aux rencontres du groupe, qui se tiennent au Temple du travail. Les militants de l'OBU à Montréal mettent également sur pied un comité de défense, la Worker Defense League, qui organise des activités bénéfiques afin de ramasser des fonds pour soutenir les leaders ouvriers arrêtés à Winnipeg<sup>164</sup>. La militante socialiste Rebecca Buhay fait partie de l'exécutif de ce comité. Au mois de novembre, celle qu'on surnomme « Beckie » est élue comme organisatrice du « Montreal Local of the OBU »<sup>165</sup>.

---

<sup>159</sup> « Chronique ouvrière, Les effets de la grève de Winnipeg », *La Patrie*, 8 octobre 1919, p. 7.

<sup>160</sup> Bernard Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 149.

<sup>161</sup> « Montreal », *OBU Bulletin*, 25 octobre 1919.

<sup>162</sup> « Montreal », *OBU Bulletin*, 1<sup>er</sup> novembre 1919, p. 5.

<sup>163</sup> « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 29 octobre 1919, p. 7 ; Bernard Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 151.

<sup>164</sup> Le 6 mars 1920, le *One Big Union Bulletin* rapporte que le groupe montréalais a versé une somme de 1000\$ au Fonds de défense légal.

<sup>165</sup> RG146, 92-A-00012, Albert J. Cawdron à A.A. McLean, Ottawa, 17 novembre 1919.

Malgré son jeune âge, Buhay n'en est pas à ses premières armes en matière politique et syndicale. L'historienne Anne Frances Toews nous fournit des indications précises sur son parcours militant<sup>166</sup>. D'origine juive, Rebecca Buhay est née en 1896 à Londres au Royaume-Uni. Dès son plus jeune âge, elle est plongée dans la culture politique socialiste. À son arrivée à Montréal avec sa famille en 1913, elle se joint d'abord au Parti socialiste, puis au Parti social-démocrate en compagnie de son frère Michael qui sera candidat pour ce parti dans le comté de Saint-Louis à l'élection fédérale de 1918<sup>167</sup>. Pendant la guerre, Rebecca Buhay travaille pour l'Amalgamated Clothing Workers Union à New-York avant de revenir à Montréal en 1919 où elle décide de s'impliquer dans la One Big Union.

À partir du mois de novembre 1919, l'OBU adopte une nouvelle stratégie d'implantation à Montréal. Au lieu de tenter de former un Conseil industriel formé de syndicats en rupture avec le CMTC, l'OBU cherchera d'abord à regrouper les militants de gauche<sup>168</sup>, puis à recruter des travailleurs sur une base individuelle au sein d'une General Workers Unit (GWU). Dans la structure de l'OBU, les GWU réunissent des travailleurs de divers domaines industriels. C'est une étape préalable à la formation de sections par secteurs industriels, lorsque le nombre de membres s'avère insuffisant. À Winnipeg, où l'OBU peut compter sur plusieurs sections très solides, la GWU regroupe des travailleurs de secteurs plus difficiles à organiser.

La formation de la GWU à Montréal marque une étape importante. Elle permet aux membres de l'OBU d'envoyer un délégué à la Première convention semi-annuelle de l'OBU à Winnipeg. Il s'agit de William E. Long, un machiniste qui travaille aux ateliers du Canadien National. Selon Joseph Knight, « Comrade W.E. Long has done splendid work among C.N.R. shopmen, a large percentage of whom being silent members of the

---

<sup>166</sup> Anne Frances Toews, « For Liberty, Bread, and Love : Annie Buller, Beckie Buhay, and the Forging of Communist Militant Femininity in Canada 1918-1939 », Mémoire de maîtrise (histoire), Burnaby, Simon Fraser University, 2009, 112 p.

<sup>167</sup> Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity », p. 129.

<sup>168</sup> Voir à ce sujet : RG24, 4472, Lt. Colonel G.E. Burns à Lt. Colonel F.E. Davis, Bolshevism and OBU, Montreal, 18 mars 1920, p. 2.

OBU »<sup>169</sup>. Les défis qui attendent l'OBU à Montréal sont nombreux. D'après Knight, les possibilités de percées dans l'industrie du vêtement, où prédominent les travailleurs d'origine juive, sont contrecarrées par le faible nombre d'ouvriers francophones et anglophones dans les rangs de l'OBU à Montréal : « One ignorant of conditions in Montreal might think this is the usual "You First" of the timid, but it must be borne in mind that the needle trades workers are mostly Jews of many nationalities and as they point out, if they take the initiative the cry of alien organization will be raised immediately »<sup>170</sup>.

Afin de surmonter cet obstacle, Knight insiste sur trois éléments. En premier lieu, la diffusion massive de propagande. Puis, l'embauche de deux organisateurs à temps plein à Montréal. Ensuite, tenir compte du fait que, selon lui, 75% des travailleurs de la métropole parlent le français<sup>171</sup>. Knight conclut son intervention en indiquant qu'il approchera sous peu les membres de l'ASE afin d'amener ce syndicat indépendant à fusionner avec l'OBU.

À la suite du rapport présenté par Knight, les délégués présents votent à l'unanimité de produire de la littérature en plusieurs langues, dont un journal bilingue français-anglais pour l'Est du Canada. La décision d'embaucher un organisateur francophone pour la province de Québec, suggérée par Knight, demeure en suspens.

### 1.3.1 Une année de transition

Dès le début du printemps 1920, l'OBU se lance dans une vaste campagne d'organisation auprès des ouvriers de la métallurgie et de l'industrie du vêtement à Montréal. Ce regain d'activité n'échappe pas aux autorités, qui vont redoubler de vigilance.

---

<sup>169</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice V, *Report of Proceedings, First Semi-Annual Convention of the One Big Union*, 1920, p. 3.

<sup>170</sup> *Ibid.* Notons que cette attitude des représentants du mouvement ouvrier juif était observable avant la Première Guerre mondiale, comme le montrent les débats entourant l'organisation de la première manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Montréal en 1906.

<sup>171</sup> Ce chiffre se situe plutôt aux alentours de 63%, si l'on se fie aux statistiques du recensement de 1921. Ministère du Commerce, *Sixième recensement du Canada, 1921*, Volume II, Ottawa, F.A. Acland, 1924, p. 564-565. Voir également : Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Les éditions du Boréal, 1992, p. 317.

Plusieurs agents de renseignement seront ainsi affectés à la surveillance des militants du syndicat.

Les assemblées se succèdent à un rythme soutenu et les résultats ne tardent pas. Entre le 18 mars et le 1<sup>er</sup> mai 1920, les sources policières et militaires rapportent la tenue d'au moins quatorze rencontres publiques, soit plus de deux par semaine. Le nombre de participants à ces réunions varie beaucoup, soit de 100 à 1 000 personnes, de même que la composition ethnique et linguistique de ces assemblées.

Toujours selon ces sources, la vaste majorité des rencontres se tiennent au Temple du travail, une ancienne église luthérienne allemande située sur la rue Saint-Dominique au centre-ville de Montréal. On compte aussi une assemblée dans le quartier Rosemont, destinée aux travailleurs des ateliers Angus, qui attire un public majoritairement anglophone ; une autre dans Saint-Henri, à laquelle participent des ouvriers des ateliers du Grand Tronc, majoritairement des francophones. Une seule assemblée semble destinée à des travailleurs originaires d'Europe de l'Est. Elle a lieu dans un local situé sur la rue Frontenac qui est fréquenté par des immigrants russes. Fait à noter, on compte une majorité de Canadiens français dans huit des treize rencontres publiques organisées pendant cette période<sup>172</sup>. Dans la plupart des cas, les militants de l'OBU – William E. Long, Rebecca et Michael Buhay, Ulric Binette, Albert Saint-Martin, Joseph Knight, Walter Cowan – s'adressent aux travailleurs en français et en anglais. À l'occasion, des orateurs s'expriment dans une autre langue, comme le russe ou le yiddish.

Cette série d'assemblées publiques permet de recruter plusieurs centaines de nouveaux membres. Au mois de mars 1920, les informateurs des services de renseignement rapportent que l'OBU compte environ 240 membres à Montréal<sup>173</sup>. Un mois plus tard, ce

---

<sup>172</sup> Selon les rapports des services de renseignement militaire du district de Montréal, huit réunions comptaient majoritairement des ouvriers canadiens-français, deux comptaient majoritairement des ouvriers anglophones, une comptait majoritairement des ouvriers d'origine russe et trois pour lesquelles l'information est manquante. Toutefois, comme deux d'entre elles étaient destinées à des ouvriers du textile, on peut faire l'hypothèse que les travailleurs d'origine juive devaient y être majoritaires.

<sup>173</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 21 mars 1920, p. 2

nombre serait passé à un peu plus de 600, à la suite de l'adhésion d'un groupe de 272 ouvriers russes<sup>174</sup>.

Si le recrutement sur une assise individuelle progresse rondement, il en va autrement de l'adhésion de groupes de syndiqués. Au début du mois d'avril 1920, l'OBU tente de rallier des ouvriers du vêtement et des employés des chemins de fer en organisant deux assemblées publiques.

Le dimanche 4 avril, 800 mécaniciens, tous membres de l'ASE, se réunissent au Temple du travail. La majorité des personnes présentes est en faveur de se joindre à l'OBU. Toutefois, la décision finale est reportée à une prochaine rencontre qui doit se tenir moins d'une semaine plus tard, afin d'obtenir une meilleure représentativité des membres<sup>175</sup>. Selon Knight, « (...) the difficulty is not in putting it over the A.F. of L. officials, but in removing the fear that they will lose their precious jobs if they take a card in the OBU »<sup>176</sup>. Cette démarche se solde finalement par un échec. Trois jours plus tard, 1 000 travailleurs de l'industrie du vêtement s'entassent dans une salle du Prince Arthur St. Hall. La rencontre est présidée par un dénommé Barsky. Deux militants de l'OBU, Long et Cowan, prennent la parole. Les résultats sont très mitigés :

There was a divided opinion as to whether it would be advisable to join up with the OBU as a great majority of the members of the garment workers were Hebrews and it was thought that so many Hebrews coming into the OBU at one time might prevent French Canadians from joining up. Great sympathy was expressed by all the speakers with the objects of the OBU and it was agreed to give them every assistance possible, but on taking a vote there was a majority of about 300 against joining up at present. It stood about 350 to 650<sup>177</sup>.

Malgré ces deux revers, l'OBU poursuit ses efforts et se tourne vers les travailleurs forestiers et les ouvriers métallurgistes employés par les compagnies ferroviaires. Le syndicat suit deux recommandations formulées par Joseph Knight lors de la première

---

<sup>174</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 9 avril 1920, p. 3 et 30 avril 1920, p. 3.

<sup>175</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 8 avril 1920, p. 1.

<sup>176</sup> « J.R. Knight's Report », *OBU Bulletin*, 1<sup>er</sup> mai 1920, p. 1.

<sup>177</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 8 avril 1920, p. 1.

convention semi-annuelle de l'OBU. Dans un premier temps, l'OBU embauche, à la fin du mois d'avril, Ulric Binette comme organisateur francophone pour l'Est du Canada. Il est employé par l'Union industrielle des campeurs et producteurs de bois de la Grande Union, mieux connue sous l'appellation Lumber and Camp Workers Industrial Union ou LCWIU. Affilié à l'OBU, ce syndicat de bûcherons est surtout présent en Colombie-Britannique et dans le nord de l'Ontario. Ses membres se comptent par milliers et le syndicat jouit d'une large autonomie au plan financier. C'est sans doute ce qui lui permet d'ouvrir un local sur la rue Craig, dans le Vieux-Montréal : « Agent also had conversation with Michael Mahoney from Vancouver and also a French Canadian named Lavallee who comes from Western Canada somewhere. They have opened an office at No. 3 Craig St. and are collecting dues from the Lumber-Jacks. These men go alternately to the bush, one remaining in charge of the office »<sup>178</sup>.

### 1.3.2 *Le Travailleur - The Worker*

Pour rejoindre, informer et mobiliser ses membres, la LCWIU lance simultanément un journal bimensuel bilingue de quatre pages intitulé *Le Travailleur – The Worker* :

It was also announced that the OBU newspaper would publish its first number tomorrow, May 1st, to be printed in both languages and distributed for free for the first number. It is to be called "The Worker" and "Le Travailler" [sic]. It was also announced that there were 20 000 Lumber Jacks organized in the East and that a French Canadian organizer named Binet had been appointed. This man is a Brother of Binet previously mentioned in reports. A large number of stickers were distributed for circulation, samples enclosed<sup>179</sup>.

Vendu 5 cents, le journal se présente comme « l'organe des travailleurs en général et des hommes de chantier en particulier ». Le contenu anglophone et francophone de la publication est rigoureusement le même. Les articles de propagande invitent les travailleurs

---

<sup>178</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 17 avril 1920, p. 2.

<sup>179</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 30 avril 1920, p. 2. Le chiffre de 20 000 bûcherons affiliés à l'OBU dans l'est du Canada apparaît largement exagéré, puisque l'OBU dans son entier compte moins de 50 000 membres à cette époque.

à adhérer à l'OBU y côtoient les rapports provenant des camps de bûcherons ou de mineurs, les comptes rendus des différentes instances du syndicat, les nouvelles internationales, les caricatures et les articles de fond sur divers concepts politiques : action directe, grève générale, lutte de classe, révolution sociale, etc.

Si le journal est produit à Montréal, la plupart des nouvelles concernent le nord de l'Ontario où la LCWIU est bien implantée, tout particulièrement dans la région de Sudbury. Dans le numéro 2 paru le 15 mai 1920, on apprend que le syndicat a ouvert un bureau de district à Mont-Laurier dont le secrétaire est J.-M. Thibault. Difficile de savoir si cette « unité de bûcherons » a duré dans le temps, puisqu'on perd sa trace dans le journal à peine un mois plus tard. C'est malgré tout dans cette région que le syndicat a un conseiller juridique<sup>180</sup>. L'une des rares lettres d'un ouvrier québécois publiées dans les pages du *Travailleur* provient également d'un petit village des Laurentides :

Votre journal "Le Travailleur" m'est parvenu, et je l'ai trouvé très intéressant et je suis très content de savoir enfin qu'il y a enfin une organisation ouvrière qui s'occupe des bûcherons. Je vous écris d'un des camps de la compagnie McLaren, de Mont-Laurier, laquelle fait travailler les hommes pour rien et les logent comme des animaux. On engage [sic] les ouvriers sous un salaire et on les paie [sic] sous un autre. Je serais très content si vous vouliez bien avertir le bureau de santé et aussi d'envoyer ici un organisateur, afin que nous puissions établir des conditions meilleures. Nous vivons actuellement dans un camp comme le campe [sic] de galeux représenté dans le journal. Venez!

O.P., Lac des Iles, Qué<sup>181</sup>.

La réponse de la rédaction ne se fait pas attendre et rappelle à ses lecteurs la nécessité de s'organiser dans le syndicat :

(...) pour ceux qui pensent toujours que les ouvriers dans la province de Québec sont très bien traités, il est évident que cette lettre leur donne un démenti formel (...) Les ouvriers de cette partie du pays doivent réaliser qu'il n'y a qu'un moyen de sortir de la situation dans laquelle ils se

---

<sup>180</sup> Il s'agit d'Achile Delâge (1876-1948), avocat à Nominigüe. À son sujet, voir : <http://gw3.geneanet.org/monartque?lang=fr&p=achile&n=delage&oc=0> (consulté le 11 juillet 2012).

<sup>181</sup> « Correspondances », *Le Travailleur – The Worker*, 8 (15 août 1920), p. 2.



trouvent, et ce moyen est de s'organiser comme l'ont fait les camarades de l'Ouest. (...) Ouvriers du Québec, préparez le terrain et causé [sic] de votre position avec vos compagnons de travail, car bientôt un organisateur passera dans votre arrondissement et vous délivrera de votre esclavage. En attendant, ne cessez de parler de votre situation avec vos compagnons<sup>182</sup>.

### 1.3.3 La manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1920

Ce n'est pas un hasard si l'OBU décide de lancer son nouveau journal le 1<sup>er</sup> mai. La journée internationale des travailleurs est un moment important, hautement symbolique, pour les militants révolutionnaires actifs au sein du mouvement ouvrier. Dès la fin du mois de mars, on rapporte que tout est mis en œuvre pour que le syndicat soit en « good fighting shape »<sup>183</sup> pour cette grande manifestation. Pendant que Rebecca Buhay mobilise les membres de l'OBU et les enjoint à résister aux provocations policières<sup>184</sup>, tous ne sont pas convaincus de la nécessité de former un cortège spécifique avec des drapeaux et des bannières aux couleurs du syndicat<sup>185</sup>. La majorité décide finalement d'aller de l'avant et l'OBU participe à l'organisation de la manifestation en compagnie de divers groupes socialistes<sup>186</sup>.

Le « Comité de la démonstration du jour de mai » décide que le contingent de l'OBU marchera deuxième, entre les « French Socialists » et les « Other Socialists », puis des autres syndicats, dont l'Amalgamated Clothing Workers Union<sup>187</sup>. Le comité diffuse un manifeste bilingue, aux forts accents anticapitalistes et antimilitaristes, appelant les « ouvriers et ouvrières » à participer à une assemblée publique à l'Aréna Mont-Royal<sup>188</sup> avant de marcher dans les rues de Montréal. La Workers Defense League, animée par Mme R.P. Mendelsohn, lance pour sa part un appel « demandant que tous les ouvriers qui ont été

---

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> RG24 Vol. 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 27 mars 1920, p. 1

<sup>184</sup> RG24 Vol. 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 23 avril 1920, p. 1.

<sup>185</sup> RG24 Vol. 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 8 avril 1920, p. 3.

<sup>186</sup> RG24 Vol. 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 17 avril 1920, p. 2.

<sup>187</sup> RG24 Vol. 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 30 avril 1920, p. 3.

<sup>188</sup> Située au coin de l'avenue du Mont-Royal et de la rue Saint-Urbain, l'aréna sert de domicile au Club de hockey Canadien. Sa capacité est de 6 000 places.

condamnés à Winnipeg récemment pour sédition soient libérés »<sup>189</sup>. Cette solidarité s'exprime également sur bannière visible lors du rassemblement où l'on peut lire : « Vive Russell, Pritchard, Jones, Armstrong, Bray, Queen, Ivens, les sept prisonniers de Winnipeg »<sup>190</sup>. À divers moments de la journée, plusieurs militants et sympathisants de l'OBU – Albert Saint-Martin, Rebecca Buhay, Michael Buhay, Gaston Pilon, Torso Bosqui (ou Boschi)<sup>191</sup>, Kopchoff, Joseph Schubert, Ulric Binette, W.E. Long, A. Heaps – prennent la parole à l'Aréna Mont-Royal et au Champ de Mars, où se termine la manifestation<sup>192</sup>. Le journal *Le Canada* rapporte des extraits du discours prononcé par Rebecca Buhay : « Mlle Buhay a déclaré que l'unionisme internationale [sic] avait fait faillite, et que les ouvriers devaient se trouver une nouvelle organe [sic] pour les guider. Elle recommanda la 'One Big Union'. Elle ajouta que la léthargie des ouvriers de l'est était la cause de l'emprisonnement actuel de Russell et de ses compagnons à Winnipeg »<sup>193</sup>

Un agent rapporte qu'environ 300 socialistes dont une centaine de membres de l'OBU, marchent ensemble sur une foule estimée à environ 4 000 personnes – 1 000 selon le journal *La Patrie*<sup>194</sup>. On est loin des 30 000 manifestants espérés par le comité organisateur. Selon les services de renseignements militaires, « There is no doubt that the action of the Trade and Labour Council in repudiating the agitation had a great deal to do with the failure of the demonstration »<sup>195</sup>.

La manifestation du 1<sup>er</sup> mai, si elle peut décevoir par le nombre de participants, semble néanmoins avoir un effet très positif sur l'OBU. Du 1<sup>er</sup> mai au 15 septembre 1920, au moins dix-neuf réunions publiques sont organisées, la grande majorité d'entre elles attirant plusieurs centaines de personnes. Selon les services de renseignement, le nombre de

---

<sup>189</sup> « Les socialistes défilèrent ici à 3 hrs. P.M. », *La Patrie*, 1<sup>er</sup> mai 1920, p. 5. Voir annexe 1, figure 3 et 4.

<sup>190</sup> « Les socialistes fêtent la journée du 1<sup>er</sup> mai », *Le Canada*, 3 mai 1920, p. 4.

<sup>191</sup> « This man is the organizer at Angus shops and is apparently becoming very active there as evidenced by the number present ». L'agent fournit une description de l'homme. Âgé d'une quarantaine d'années, on le dit proche des cercles sociaux-démocrates et wobblies (IWW). À son sujet, voir : RG 24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 21 juin 1920, p. 1.

<sup>192</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 3 mai 1920, p. 1-3. Voir également : « Les socialistes fêtent la journée du 1<sup>er</sup> mai », *Le Canada*, 3 mai 1920, p. 4.

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> « Le défilé socialiste à Montréal », *La Patrie*, 3 mai 1920, p. 7.

<sup>195</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 3 mai 1920, p. 3.

membres de l'organisation double pratiquement en l'espace de 10 jours, passant de 600 à environ 1000 personnes<sup>196</sup>.

Ces succès s'expliquent en partie par la mise sur pied, le 8 mai, d'une section de métallurgistes, les « Metal Workers », composée de 225 membres ayant quitté la FAT<sup>197</sup>. Le 20 mai, ses membres organisent une assemblée au Temple du travail. Environ 350 travailleurs sont présents dont une centaine de Canadiens français, provenant de différentes « shops » soit celles de la Vickers, du CPR, du Grand Tronc et du Canadian Government Railways. Les membres vont procéder à l'élection de Jack Kane des ateliers Angus comme président, Dave Rogers, des mêmes ateliers comme vice-président, A. Binette du Grand Tronc comme secrétaire francophone<sup>198</sup> et J. Muller ou Miller des ateliers Angus comme secrétaire anglophone.

Après les métallurgistes, c'est au tour de travailleuses du vêtement à se joindre au syndicat : « It was reported that the raincoat makers were organizing a branch of the OBU. Fifty Young ladies, mostly Jewish, were present from the organization, and it was stated that the names of 300 had already been secured to join up »<sup>199</sup>. D'après les agents, il y aurait maintenant près de 1500 membres de l'OBU à Montréal et l'organisation grossit rapidement<sup>200</sup>. Poursuivant sur cette lancée, les membres de l'OBU à Montréal demandent au secrétariat de l'organisation à Vancouver de leur envoyer des fonds afin de tenir une série d'assemblées publiques en plein air<sup>201</sup>.

Cette poussée de l'OBU n'est pas sans causer un certain émoi dans les rangs des syndicats affiliés à la FAT. Lors d'une assemblée des Raincoat Makers au Prince Arthur St. Hall, l'opposition à l'OBU se manifeste avec vigueur : « A number of speakers attacked the OBU characterizing the order as anarchistic and strongly advocating remaining with the

---

<sup>196</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 8 mai 1920, p. 2.

<sup>197</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>198</sup> Il s'agirait d'Anselme Binette. D'après le recensement de 1911, il serait né au mois de mars 1878 et travaillerait comme garde-moteur. Selon les services de renseignement militaire, Anselme Binette serait le frère d'Ulric Binette, qui est charpentier.

<sup>199</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 14 mai 1920, p. 1.

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 1.

American Federation of Labour »<sup>202</sup>. Un agent rapporte que la Waist and Dressmakers Union de Montréal organise une assemblée dans le cadre d'une campagne de la FAT contre les efforts de l'OBU dans l'industrie de la confection<sup>203</sup>.

Les autorités de l'État se mettent également de la partie et leur action oblige l'OBU à déménager de local à deux reprises en l'espace d'un mois. Cette pression accrue semble avoir un effet sur la capacité à recruter de nouveaux membres parmi les travailleurs de l'industrie du vêtement, majoritairement des immigrants d'origine juive. Selon un agent, « (...) the idea got abroad that the Government was very much down on the order and the majority of the Garment Workers did not appear anxious to get into trouble »<sup>204</sup>.

#### 1.3.4 *The Montreal Shopman*

Du 7 au 21 juin 1920, 600 délégués de la Fédération américaine du travail se réunissent en congrès à Montréal au théâtre Saint-Denis<sup>205</sup>. Ce premier congrès de la FAT au Québec –le deuxième seulement à se dérouler hors des Etats-Unis en 40 ans– reçoit une attention considérable dans la presse. Divers responsables syndicaux profitent de cette tribune pour attaquer publiquement la One Big Union.

Le 23 juin, l'OBU frappe un grand coup en imprimant 15 000 copies d'une toute nouvelle publication de six pages, le *Montreal Shopman*. Présenté comme « the Official Organ of The Montreal Metal Trades and Transportation Units of the One Big Union », le journal est entièrement rédigé en anglais. Si le « business manager » de cette publication est officiellement William E. Long, la coordination du travail d'édition revient à un organisateur de l'OBU envoyé à Montréal pour l'occasion, Benjamin J. Legere.

Legere (1887-1972) a un parcours pour le moins singulier. Né à Taunton au

---

<sup>202</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 20 mai 1920, p. 1.

<sup>203</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 4 juin 1920, p. 1.

<sup>204</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 20 mai 1920, p. 1.

<sup>205</sup> « Ouverture, ce matin, des assises du 40<sup>ème</sup> grand congrès international des travailleurs », *La Patrie*, 7 juin 1920, p. 1.

Massachusetts le 30 mai 1887, Legere fait carrière comme acteur au cinéma et au théâtre. Dans ses temps libres, il se consacre entièrement à l'organisation syndicale, d'abord au sein de l'IWW, puis de l'OBU qui a développé une section de son organisation aux États-Unis. Des rapports militaires rapportent sa présence le 17 juin lors d'une réunion de l'OBU qui se tient au Temple du travail, à laquelle assistent environ 500 membres, majoritairement des ouvriers des ateliers Angus : « A man named Algier [sic] also spoke. He is an IWW organizer but is now employed by the OBU at Lawrence Mass. »<sup>206</sup>.

Dans les pages du *Montreal Shopman*, l'OBU propose une autre lecture du congrès de la FAT, que Legere compare à un « cirque », à un « corps mort » servant les intérêts des bureaucrates syndicaux avant ceux des travailleurs. Le journal s'adresse directement à la base de la FAT, à ce qu'on appelle communément le « Rank and File » :

The language of our report may not sound pleasant to those of you who carry cards in the A.F. of L. and who have come to think of yourselves as being the A.F. of L. Before we go any further, that point must be cleared up. WE want YOU of the great rank and file of the labor movement in America to understand that OUR criticism and condemnation of the A.F. of L. does not include YOU. The ONE BIG UNION meets the declaration of a 'holy war against the O.B.U.' so loudly announced by your Officials at Montreal by gladly accepting the challenge. We take up the fight against the thing we have seen in session for the past two weeks in this city as fearlessly as we enter the combat against the exploiters of labor. We recognize, in fact, that it is the same fight. BUT we want it clearly understood by every one of you men and women of the rank and file that we are not fighting you. Whenever you undertake a fight against the BOSS you will find us with you. BUT YOU WILL NOT ALWAYS FIND THE A.F. of L. WITH YOU. (...) We of the O.B.U. have finished with the A.F. of L. and gone forward to a new form of unionism that is of our own making. The O.B.U. is OUR UNION and we of the Rank and File are the O.B.U.<sup>207</sup>.

Toutefois, au delà des attaques soutenues contre la hiérarchie syndicale, plusieurs articles –dont un signé par Rebecca Buhay– s'attardent à faire connaître les principes de la One Big Union et du syndicalisme industriel. L'éditorial trace des parallèles entre l'OBU et

---

<sup>206</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 21 juin 1920, p. 1.

<sup>207</sup> « To the Rank and File of Labor », *The Montreal Shopman*, 1, 1 (juin 1920), p. 1.

le Shop Steward Movement, une tendance syndicale autonome et combative apparue pendant la Première Guerre mondiale en Écosse. À demi-mot, les militants de l'OBU en profitent également pour prendre leurs distances avec les Industrial Workers of the World, l'autre grand syndicat révolutionnaire nord-américain :

The One Big Union is not the brain child of any group of theorists. Unlike any labor organization that has ever been launched in North America it springs directly from the need of the rank and file of the labor movement. In this respect its history is similar to that of that great Shop Steward movement in Great Britain. The workers themselves seeking a better form of unionism laid the foundations within the existing organizations (...) The mistake usually made by insurgent labor movement of constructing a complete theoretic organization of the workers and then trying to impose the new form upon the rank and file was not made in this case<sup>208</sup>.

Afin de montrer que les membres fondateurs de l'OBU ne sont pas complètement isolés dans leur critique du syndicalisme d'affaire, le *Montreal Shopman* décrit les démarches entreprises par d'autres groupes de travailleurs ayant fait scission ou ayant été expulsés de la FAT ailleurs en Amérique du Nord. D'autres textes abordent la situation politique internationale, notamment le conflit en Irlande, où l'OBU prend clairement parti pour le camp républicain. Au passage, le *Montreal Shopman* nous apprend que l'OBU revendique, au mois de juin 1920, la présence de trois unités actives à Montréal : la Metal and Transportation Unit, la General Workers Unit et la Lumber and Camp Workers Union dont les bureaux sont situés au 38, boul. Saint-Laurent<sup>209</sup>.

Rien n'indique que d'autres numéros du *Montreal Shopman* aient été publiés malgré la volonté affichée d'en faire un bi-hebdomadaire. D'après un informateur policier, l'OBU a beaucoup de difficultés à distribuer les copies imprimées vendues 5 cents. Un mois après sa sortie, à peine 1 000 d'entre elles auraient trouvé preneur<sup>210</sup>. Les coûts d'impression, qui s'élèvent à 350\$, seront remboursés à William Long par l'OBU<sup>211</sup>. De prime abord, le *Montreal Shopman* semble avoir été diffusé pour faire contrepoids à la publicité générée

---

<sup>208</sup> « Editorials », *The Montreal Shopman*, 1, 1 (juin 1920), p. 2.

<sup>209</sup> « OBU Meetings ». *The Montreal Shopman*, 1, 1 (juin 1920), p. 3.

<sup>210</sup> RG 146, 92-A-00012, OBU at Montreal, 31 juillet 1920, p. 2.

<sup>211</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice VI, *Report of the Second Convention of the One Big Union*, 1920 p. 11.

par le congrès de la FAT en sol canadien, un évènement hautement symbolique pour le mouvement ouvrier. Le journal lui sert également à affirmer que l'OBU est belle et bien vivante à Montréal, l'un des bastions de la FAT au Canada.

## 1.4 L'été 1920

Au cours de l'été 1920, la One Big Union poursuit sa réorganisation. Le 24 juin, lors d'une assemblée de l'OBU tenue dans ses locaux du boulevard Saint-Laurent, William E. Long rapporte la présence de 1500 membres dans la section des Metal Workers, dont il prend les commandes, laissant le secrétariat de la General Workers Unit à O. Charette. Il indique que le nombre de membres de sa section augmente au rythme de 300 par semaine. Deux moyens sont évoqués pour donner plus de visibilité à l'OBU à Montréal : le déclenchement de grèves et la publication de propagande en « langue juive », probablement le yiddish<sup>212</sup>.

À la fin du mois de juillet, la General Workers Unit se donne un premier comité exécutif, majoritairement composé de francophones : Guérin comme président ; Annie Buller, vice-présidente ; O. Charette, secrétaire aux finances ; Rebecca Buhay, secrétaire anglophone et Ziner, secrétaire francophone, sont élus. Le wattman Rosaire Verville, qui demeure dans le quartier Saint-Henri, est nommé « doorkeeper » de la GWU<sup>213</sup>.

La présence de deux femmes, anglophones et juives, au sein de l'exécutif montréalais mérite d'être soulignée. Si l'on connaît un peu mieux Rebecca Buhay, la vice-présidente Annie Buller (1895-1973) est également une figure importante du mouvement ouvrier. Née en Ukraine d'une famille juive, Buller arrive avec ses parents à Montréal alors qu'elle est encore enfant. Dès l'âge de 13 ans, elle commence à travailler dans une usine de tabac. Adolescente, elle s'intéresse aux idées socialistes et se joint au Parti social-démocrate. En 1914, elle fait la connaissance de Rebecca Buhay avec qui elle se lie

---

<sup>212</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 26 juin 1920, p. 1.

<sup>213</sup> RG146, 92-A-00012, OBU at Montreal, 31 juillet 1920, p. 1.

d'amitié. En 1919, Buller se rend à New-York pour étudier le marxisme à la Rand School of Social Science.

Cette expérience marque profondément Buller. De retour à Montréal, elle propose le 29 juillet 1920 à la GWU la formation d'un « Labor College », dont l'objectif est d'organiser des activités de formation politique pour les ouvriers. D'entrée de jeu, la proposition rencontre un accueil plutôt tiède. Mais au cours du mois d'août, le projet prend finalement forme : « Miss Buller reported that the Labor College is progressing splendidly, what they lack now, is the workers to take an interest in this institution, finances are coming fast enough and in about a month or so, classes will commence »<sup>214</sup>. Selon l'agent de la GRC, l'OBU n'a rien à voir avec le financement du « College »: les fonds proviendraient du « Soviet Bureau of New York ». Des locaux sont loués au mois d'octobre au St. Joseph Hall, situé au 182, Sainte-Catherine Est. Le « College » débute ses activités le 6 novembre en offrant une série de conférences sur l'histoire, l'économie et la politique, de même que des cours de français et d'anglais<sup>215</sup>.

À la même adresse, on retrouve la librairie de l'Educational Press Association (EPA), mise sur pied par Isidore Boltuck —« one of the most influential men in the radical movement in Montreal »<sup>216</sup> d'après la GRC— et quelques autres militants socialistes. L'EPA distribue à Montréal des publications révolutionnaires anarchistes, communistes et syndicalistes importées de France telles que *Le Libertaire*, *Le Soviet*, *La Vague* et *La Vie ouvrière*<sup>217</sup>, en plus d'éditer des brochures sur la révolution russe et le mouvement communiste<sup>218</sup>.

---

<sup>214</sup> RG146, 92-A-00012, One Big Union General Workers Unit, Montreal, 16 août 1920, p. 1.

<sup>215</sup> « Montreal Labor College », *Le Travailleur – The Worker*, 14 (15 novembre 1920), p. 1.

<sup>216</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 160.

<sup>217</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 3 juillet 1920, p. 1. D'après la GRC, « French Canadians are remarkably fond of reading good French, the principal qualification for a journalist in Quebec being the possession of a pure and elegant French style rather than activity in collection of news; it may be surmised that the local radicals have felt their inferiority in this and have recourse to France with this in mind ». Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 81.

<sup>218</sup> Nous avons retrouvé deux brochures éditées par l'EPA à Montréal : *Information respecting the Russian Soviet system and its alleged propaganda in North America* (L. Martens) et *The Manifesto of the Moscow International* (Lenin, Trotzky, Platten, Zinoviev and Rakovsky), toutes deux publiées vers 1920.



Voici comment la police décrit les activités du groupe : « A Mrs. Carmen Gonzoles [sic] takes charge of the book-store during the day and poses as a public stenographer. During the evening Boltuck and his associates sell literature at the various radical and labour meetings held in Montreal. Quantities of radical newspaper and pamphlets are imported from France, England and the United States by Boltuck and resold at the book-store »<sup>219</sup>. D'après la GRC, ces activités engendrent peu de revenus et Boltuck doit sortir de l'argent de ses poches pour maintenir la librairie ouverte.

Les agents de renseignement sont de plus en plus inquiets des liens présumés entre les militants socialistes montréalais et des émissaires du gouvernement soviétique<sup>220</sup>. Ils soupçonnent que des fonds transitent par Montréal, qui serait l'une des plaques tournantes de l'influence « bolchévique » dans le Dominion. Toutefois, quelque peu paradoxalement, les services de renseignement font surtout état de levées de fonds dans la métropole pour acheminer de l'aide technique ou humanitaire en Russie. Des militants de l'OBU sont au cœur de ces activités de solidarité internationale. Ainsi, Ulric Binette coordonne la venue à Montréal d'Isaac McBride, que les services de renseignement décrivent comme un représentant du gouvernement soviétique à New-York. Pour y parvenir, Binette travaille conjointement avec un comité formé de plusieurs organisations montréalaises. En plus de l'OBU et du Labor College, deux nouveaux partis politiques, le Parti socialiste indépendant –PSI ou Independent Socialist Party– et le Parti socialiste-communiste –PS-C ou French Socialist Communist Party–, sont également de la partie<sup>221</sup>. Dans ces deux organisations, l'OBU compte des membres comme Albert Saint-Martin au PS-C, et des sympathisants tels que l'éditeur du journal *Revolt*, F.W. Gerrish, et Hyman Edelstein au PSI. Ces rapprochements entre les diverses composantes de la gauche révolutionnaire montréalaise dissimulent des conflits latents qui vont bientôt éclater.

---

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 160. Quelques années plus tard, Carmen Gonzalès jouera le même rôle au sein de l'Université ouvrière, où elle est en charge de la bibliothèque-librairie. Voir à ce sujet : Larivière, *Albert Saint-Martin*, p. 138.

<sup>220</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 29 juin 1920, p. 1.

<sup>221</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 75.

#### 1.4.1 Des débats déchirants

À partir du mois de juillet, des débats agitent la One Big Union à Montréal. Le *membership*, qui semblait en pleine progression quelques mois plus tôt, commence à fléchir. À la GWU, on commence à douter du véritable nombre de membres de la Metal Trade Unit<sup>222</sup>. Les réunions publiques sont de moins en moins fréquentées et les finances sont maintenant déficitaires. Selon Ulric Binette, les travailleurs sont trop sollicités à faire des dons lors des réunions et c'est l'une des raisons expliquant la perte de nombreux membres<sup>223</sup>. On assiste en effet à une hausse importante du taux de chômage qui occasionne une détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière. C'est ce qui explique peut-être également que le journal *Le Travailleur - The Worker* connaît des difficultés à être distribué et vendu en kiosque<sup>224</sup>.

Des pistes de solutions pour le recrutement sont avancées : « The ways and means by which to increase the OBU membership in Montreal was discussed at this meeting and it was finally decided to start the OBU meetings on the street, around Market Square<sup>225</sup>, which is the method adopted by the French Communist Party which seems the only way to get people to enter the Labor Temple and listen to OBU speakers »<sup>226</sup>. Toutefois, même si ce genre d'évènement est important du point de vue de la propagande, certains militants estiment que l'OBU n'a pas actuellement les reins assez solides pour organiser des rassemblements en plein air sans l'autorisation des autorités, au risque que ses militants n'aboutissent en prison<sup>227</sup>.

En parallèle, de plus en plus de militants de la GWU souhaitent la fusion des différentes unités de l'OBU à Montréal. La question ne fait toutefois pas l'unanimité : Ulric Binette est en faveur, alors que Rebecca Buhay s'y oppose vigoureusement<sup>228</sup>. En arrière-

---

<sup>222</sup> RG146, 92-A-00012, One Big Union General Workers Unit, Montreal, 16 août 1920, p. 1.

<sup>223</sup> *Ibid.*

<sup>224</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 48.

<sup>225</sup> Il s'agit de l'ancienne Place du Marché, devenue la Place Jacques-Cartier dans ce qui est aujourd'hui le Vieux-Montréal.

<sup>226</sup> RG146, 92-A-00012, OBU at Montreal, 31 juillet 1920, p. 2.

<sup>227</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 96.

<sup>228</sup> RG146, 92-A-00012, OBU at Montreal, 31 juillet 1920, p. 1.

plan, ce débat fait écho à celui qui fait rage au sein de l'OBU ailleurs au Canada. Trois factions s'affrontent quant à la forme organisationnelle que devrait prendre le syndicat. Ces divergences vont éclater au grand jour à l'occasion du congrès de l'OBU qui se tient à Port Arthur en Ontario du 20 au 24 septembre 1920.

Le 26 août, lors de la rencontre conjointe de la GWU et de la Metal Trade Unit, W.E. Long est délégué pour représenter les membres de Montréal à la convention de Port Arthur. Rebecca Buhay est choisie comme déléguée substitut. Celle-ci parvient à faire adopter une résolution laissant toute la latitude au délégué concernant le vote à prendre sur la forme d'organisation. Alors que Binette est partisan de la forme industrielle tout comme Ernest Winch, principal dirigeant de la LCWIU, Buhay favorise l'organisation de classe comme Joseph Knight, organisateur pour l'est du Canada, tandis que Long préfère la forme géographique à l'instar de Victor Midgley, secrétaire de l'OBU<sup>229</sup>. Puisque Long ne peut se rendre à la convention, c'est donc Buhay qui se déplace à Port Arthur pour représenter les 261 membres en règle de l'OBU à Montréal, toutes unités confondues.

Alors que la convention de l'OBU bat son plein, le débat se poursuit parmi les militants montréalais. Un agent de renseignement rapporte les échanges houleux entre W.E. Long et U. Binette au sujet des structures syndicales. Pour faciliter l'adhésion de l'ASE de Maisonneuve à l'OBU, Long rejette la proposition de Binette visant à fusionner la GWU avec la Metal Trade Unit. D'après Long, les membres de l'ASE pourraient être indisposés du fait que la GWU est composée de travailleurs non-spécialisés. Soulevant les contradictions inhérentes à cette position par rapport au discours tenu par l'OBU depuis sa fondation, Binette menace de faire implorer l'organisation si les militants présents refusent d'adopter un mode d'organisation de type « industriel ». Cette sortie fracassante provoque l'ire de M. Buhay, A. Saint-Martin, W. E. Long, O. Charette et Miller<sup>230</sup>.

Le fossé entre les militants de l'OBU continue de se creuser. Le 9 octobre, Rebecca Buhay rapporte aux autres membres les débats houleux qui ont eu lieu à la convention de

---

<sup>229</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 94.

<sup>230</sup> RG146, 92-A-00012, OBU – Montreal- Metal Trades Unit, 22 septembre 1920.

Port Arthur. La semaine précédente, un agent indique que Saint-Martin et Binette sont presque venus aux coups lors d'une réunion. Selon lui, « There seems to be a great deal of dissatisfaction among the French Canadians and agent reports that very little progress in being made in organisation »<sup>231</sup>.

C'est dans ce climat tendu que Rebecca Buhay tente de remobiliser les membres de l'OBU à travers le bulletin de liaison de l'organisation :

Now that our Convention is over and new policies have been formulated in our organization, it behooves us as members of the OBU to start a strenuous campaign in this city.

There is no doubt that a great unemployment crisis is upon us and unless we as a working class organize and band all our energies towards getting all the workers as soon as possible into an effective organization the boss will do his utmost to crash the whole labor movement and thus bring down living conditions to the lowest possible level<sup>232</sup>.

Des changements surviennent dans l'exécutif de la General Workers Unit. Le 14 octobre, le président Guérin démissionne; il est remplacé par Albert Saint-Martin. Le conflit entre ce dernier et Ulric Binette semble encore très vif. Saint-Martin l'accuse d'avoir une attitude défaitiste qui éloigne les membres de l'organisation. Alors que la LCWIU ferme son bureau montréalais faute de ressources financières, on demande à Binette de continuer à travailler bénévolement, mais celui-ci refuse et retourne à son métier de charpentier<sup>233</sup>. Il est finalement remplacé par Walter Cowan, un militant de Vancouver qui travaille comme organisateur pour le syndicat en Ontario. Ce dernier prend également en charge l'édition du journal *Le Travailleur - The Worker*<sup>234</sup>. À la suite de la démission de Binette, le Parti socialiste-communiste fait une proposition à Cowan afin de produire la portion francophone du journal<sup>235</sup>. Cette entente permet à la publication de se poursuivre quelques mois avec un

---

<sup>231</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 8 octobre 1920, p 1.

<sup>232</sup> RG146, 92-A-00012, R. Buhay, One Big Union General Workers Unit, Montreal, 12 octobre 1920.

<sup>233</sup> Binette réintègrera finalement le CMTM deux ans plus tard, en se joignant à son « comité de propagande ». Voir à ce sujet : « Au Conseil des métiers et du travail », *Le Peuple*, 14 octobre 1922, p. 2.

<sup>234</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 213. RG146, 92-A-00012, RCMP. Additional Personal History File to Rebecca Buhay, p. 4.

<sup>235</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 223.

comité de rédaction formé de délégués des différentes unités de l'OBU et du PS-C. Il est convenu de ne pas aborder dans le journal les débats qui déchirent l'OBU.

Alors que la LCWIU s'apprête à rompre avec l'OBU pour s'affilier directement au Profintern, *Le Travailleur - The Worker* lance un appel à la solidarité entre tous les membres de l'organisation :

Jamais plus grande n'a été la nécessité d'une action commune entre les districts à l'est de Winnipeg. (...) Si nous devons avoir une One Big Union de fait et non pas seulement de nom, il est temps que nous faisons un effort pour en solidifier toutes les activités. (...) Soyons unis, oublions nos différends (après tout, la querelle n'est qu'entre officiers), et constituons une organisation qui soit en harmonie avec nos aspirations. Remettons-nous à l'œuvre, assurons-nous que les cartes ont été changées, et il n'y a aucun doute que les membres auront l'organisation qu'ils désirent avoir. Que notre motto soit le pouvoir aux membres et à bas les officiers dictateurs<sup>236</sup>.

À la fin du mois de décembre, *Le Travailleur - The Worker* cesse définitivement ses activités, après 16 numéros.

#### 1.4.2 Aux côtés des sans-emplois

Au début de l'année 1921, la récession frappe durement les travailleurs du Québec. La prospérité artificielle créée par la guerre s'est effondrée, notamment à cause des difficultés engendrées par la reconversion de l'industrie de guerre :

Durant ces années difficiles, le chômage, les diminutions de salaires, la réduction du nombre d'heures de travail hebdomadaires affectent douloureusement l'ouvrier québécois. Comme au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est la ronde infernale de la misère, de l'endettement, du recours à l'usurier ou au prêteur sur gages... et à l'émigration. À la ville comme à la campagne, les signes extérieurs de la crise sont partout<sup>237</sup>.

---

<sup>236</sup> « Solidarité », *Le Travailleur - The Worker*, 16 (15 décembre 1920), p. 1.

<sup>237</sup> Serge Courville, dir. *Atlas historique du Québec : Population et territoire*, Québec, Presse de l'Université Laval, p. 130.

Le 29 janvier, un article dans le *One Big Union Bulletin* décrit la situation à Montréal : chômage massif dans l'industrie manufacturière et la métallurgie, pressions patronales aux ateliers Angus, qui reste l'un des rares bastions du syndicat. La One Big Union tente de mobiliser les travailleurs dans ce contexte plutôt difficile par l'entremise du Labor College, dans lequel ses membres sont impliqués. Le syndicat annonce également une vaste campagne d'organisation pour le printemps :

(...) we are arranging to have either Pritchard, or Russell, come and address a series of meetings, and spend a week aiding us in the big SPRING ORGANIZATION DRIVE which we are getting ready to launch. In the meantime we are still signing up new members, in spite of the unemployment that prevails, while the A.F. of L. is losing members by the hundreds. KEEP YOUR EYE ON MONTREAL<sup>238</sup>.

Dans un autre article, publié la semaine suivante, l'OBU déplore la détérioration des conditions de travail : « The situation is at it's worst now, and its parallel has not been seen before in the history of the Montreal labor movement. Rents have gone up from 25 to 70 per cent. Agreements are being violated and A.F. of L. is helpless to do anything to meet the crisis »<sup>239</sup>. Le *One Big Union Bulletin* fait écho aux luttes menées par les sans-emplois : « This week the situation is more acute. The unemployed, mostly returned soldiers, have made raids on the bosses' grub pile, leaving the administrators of private property rudely shaken »<sup>240</sup>. L'article fait référence à deux actions directes dirigées dans des restaurants du centre-ville de Montréal par environ 200 chômeurs. À la suite du refus de la municipalité de leur fournir un emploi suffisamment rémunéré pour nourrir leurs familles, les sans-emplois se présentent le 20 janvier chez Child's au 234, rue McGill, puis le lendemain chez Walton au 480, rue Sainte-Catherine ouest. Ils exigent de se faire servir à manger. Leur plan fonctionne et les restaurateurs plient à leurs demandes. Toutefois, après la deuxième action, la police procède à des arrestations et menace les chômeurs de déportation vers le Royaume-Uni. Ses principaux porte-parole, Patrick J. Reid et Charles

---

<sup>238</sup> « Montreal OBU », *OBU Bulletin*, 29 janvier 1921, p. 3.

<sup>239</sup> « Montreal OBU », *OBU Bulletin*, 5 février 1921, p. 4.

<sup>240</sup> « Montreal OBU », *OBU Bulletin*, 5 février 1921, p. 4.

Hobby, sont respectivement originaires d'Irlande et d'Afrique du Sud. Ces manifestations obtiennent une large couverture dans la presse, y compris aux États-Unis<sup>241</sup>.

La campagne, qui vise à organiser les chômeurs, débute au mois de février. Les militants de l'OBU sont en terrain connu. En 1914 et en 1918, des mouvements de sans-emplois conduits par des socialistes avaient connus un certain écho à Montréal. En tant que « Class Union »<sup>242</sup>, il apparaît logique à l'OBU de s'intéresser aux mouvements sociaux hors des milieux de travail : « being a class organization, it takes a lively interest in the activities of its class ».

Dans l'un de ses rapports, l'agent F.W. Zaneth commente les premiers pas de la campagne : « The OBU Central Executives of Montreal, have finally been able to get the leaders of the hungry crowd to address a meeting under the auspices of the OBU with the view to get some of these unemployed to take out the OBU membership cards »<sup>243</sup>. Le *One Big Union Bulletin* trace lui aussi un bilan de l'assemblée de sans-emplois organisée au Temple du travail la semaine précédente, à laquelle participe une majorité d'ex-soldats. Le *Bulletin* rapporte des extraits du discours que prononce P.J. Reid : « He declared that the time for delegations and talk was ended, and that the only way in which the unemployed could get a square deal was by relying upon themselves and not upon some Moses to lead them out of the wilderness »<sup>244</sup>. Bella Hall<sup>245</sup>, William Long, Rebecca Buhay et Charles T.

---

<sup>241</sup> Voir notamment : « Nouveau raid des chômeurs », *La Patrie*, 21 janvier 1921, p. 1 ; « Des chômeurs affamés prennent d'assaut, un restaurant, rue McGill », *La Patrie*, 21 janvier 1921, p. 14 ; « Près de deux cent soldats exigent le diner chez Child's », *Le Canada*, 21 janvier 1921, p. 8 ; « Nous ne permettrons aucun désordre », *La Patrie*, 22 janvier 1921, p. 8 ; « Trois meneurs des soldats sont arrêtés et seront déportés », *Le Canada*, 22 janvier 1921, p. 7 ; « Montreal's Jobless Goes on a Strike », *Lewiston Daily Sun*, 22 janvier 1921, p. 1.

<sup>242</sup> « Developments in Montreal », *OBU Bulletin*, 26 février 1921, p. 1.

<sup>243</sup> RG146, 92-A-00012, F.W. Zaneth to RCMP, Montreal, OBU – Montreal General Conditions, 1<sup>er</sup> février 1921, p. 1.

<sup>244</sup> « Montreal OBU Hold Mass Meeting for Unemployed », *OBU Bulletin*, 12 février 1921, p. 1.

<sup>245</sup> Bella Hall (1878-1961) est une militante socialiste originaire de l'Ontario, établie à Montréal en 1914. Après avoir étudié à la Rand School of Social Science (New-York), elle rentre à Montréal en 1920 et participe à la mise sur pied du Labor College dont elle est la première secrétaire. Son conjoint, Alex Gauld, est également un militant socialiste impliqué dans le mouvement syndical. Tous deux se joindront au Parti communiste du Canada.

Anstey<sup>246</sup> prennent également la parole, « with appeals to the returned men to join the OBU, which resulted in 40 new members being signed up »<sup>247</sup>.

Dans le même numéro du journal, un autre article donne un aperçu du travail accompli par le Conseil central ouvrier de l'OBU à Montréal. Il mentionne notamment qu'un manifeste sur la question du chômage est en préparation. Le message qu'on veut transmettre est très clair : l'OBU n'est pas morte dans la métropole<sup>248</sup>. Pour s'en convaincre, le *Bulletin* donne un aperçu des assemblées organisées au cours des dernières semaines dans la ville : rencontre de la General Workers Unit le jeudi, rencontre de la Metal Trade Unit le vendredi, réunion des sans-travail le lundi après-midi. Un comité, The Unemployed Association of Montreal, est formé avec comme revendications un revenu pour les chômeurs comparable à celui des travailleurs syndiqués, la reconnaissance de la Russie soviétique et l'ouverture de relations commerciales avec ce pays.

Le samedi 12 février, une assemblée publique est organisée au Temple du travail par le Conseil central ouvrier : « Why are there over 25 000 People in Montreal out of Work? What can we as a class do to end this state of affairs »<sup>249</sup> demande l'affiche produite pour l'occasion. Les réactions ne se font pas attendre. Selon le journal *La Patrie*, qui plaide pour une aide rapide de l'État aux sans-emplois,

Il existe en ce moment un malaise industriel dont les conséquences pourraient amener une révolution. On a entendu parler depuis quelques jours que de bolchévisme et de socialisme. Samedi dernier et hier, après-midi, des assemblées monstres de sans-travail ont été tenues au Temple du Travail. Les orateurs ont protesté contre le système actuellement établi. Le système a-t-on dit, ne peut pas résoudre le problème du chômage. Dans un langage qui dépassait les bornes, on a encouragé les nombreux chômeurs à s'emparer de tous les produits qui regorgent dans les

---

<sup>246</sup> Il pourrait s'agir de Charles T. Anstey (1873-1943). Originaire de Grande-Bretagne, Anstey est professeur à la Selwyn House School de Westmount. À ce sujet, voir : [http://www.archive.org/stream/selwynhouseschool1943selw/selwynhouseschool1943selw\\_djvu.txt](http://www.archive.org/stream/selwynhouseschool1943selw/selwynhouseschool1943selw_djvu.txt). (consulté le 10 juillet 2012).

<sup>247</sup> « Montreal OBU Hold Mass Meeting for Unemployed », *OBU Bulletin*, 12 février 1921, p. 1.

<sup>248</sup> « Montreal News », *OBU Bulletin*, 12 février 1921, p. 1. Voir également le numéro du 26 février.

<sup>249</sup> Voir annexe 1, figure 7.



entrepôts et qui sont mangés par les rats, tandis que le peuple crève de faim<sup>250</sup>.

Cette rencontre provoque également des réactions vives de la part des associations de vétérans. Le *Montreal Star*, connu pour ses positions pro-impérialistes, se fait leur porte-parole :

It is simply an attempt to exploit the out-of-work returned man for the purposes of the OBU and their whole object is red-hot Bolshevism. (...) Reid and Hoby [sic] – who from their resemblance to two famous characters are known generally as Mutt and Jeff – have no following amongst decent returned man, but congregate with perhaps four or five hundred of the riff-raff and foreign element in the city. If allowed to get out of hand they are enough to raise real trouble, for these foreigners will incite others to action, though they have not the pluck to do anything themselves<sup>251</sup>.

Les activités du comité se poursuivent tout au long du mois de mars à un rythme soutenu. Mais la répression s'accroît sur les chômeurs. Le 19 mars, le *One Big Union Bulletin* rapporte que Patrick J. Reid sera bientôt déporté vers l'Irlande. Un appel à la solidarité est lancé : « Action, not words, are needed! We call upon the organized workers to come to Reid's defense, We need your moral, Financial and active support against the iron heel of the present regime! »<sup>252</sup>. Reid est finalement expulsé du Canada deux mois plus tard<sup>253</sup>.

Malgré une importante couverture de presse, il semble que la campagne organisée par l'OBU soit un échec sur le plan du recrutement. C'est du moins le constat posé par l'agent de renseignement F.W. Zaneth :

(...) there are reasons to believe that the OBU leaders have wasted their time and energy in a fruitless cause. Not a single member has been gained by calling these meetings, although several hundreds membership cards were given to these unemployed, free of charge. The number attending

---

<sup>250</sup> « Chronique ouvrière, Donnons au sans-travail les moyens de vivre », *La Patrie*, 14 février 1921, p. 7.

<sup>251</sup> « Would dishonor ex-service men », *Montreal Star*, 13 février 1921, p. ?

<sup>252</sup> « Railroaded », *OBU Bulletin*, 19 mars 1921, p. 1.

<sup>253</sup> « Workers Urged to Protest », *OBU Bulletin*, 21 mai 1921, p. 1.

these meetings is on the decreasing side, and it won't be long before there will be no one left, but the very few who started the OBU in Montreal<sup>254</sup>.

### 1.4.3 Dissolution de l'OBU à Montréal

Dans les mois qui ont suivi la grève générale de Winnipeg, l'OBU est devenue le centre d'attention des militants ouvriers les plus radicaux à Montréal. Cependant, deux ans plus tard, on peut constater que ce n'est plus le cas. À partir de l'automne 1920, on assiste à une multiplication des initiatives politiques révolutionnaires. Le 29 octobre 1920, quatre partisans de l'OBU –Albert Saint-Martin, Joseph Schubert, Michael Buhay et Isidore Boltuck– participent à une rencontre organisée par le Jewish Socialist Party visant à former un Parti communiste affilié à la 3<sup>e</sup> internationale. Saint-Martin fait partie du comité d'organisation du futur parti<sup>255</sup>. Un processus similaire de formation de groupes communistes locaux, d'adhésion à des partis communistes situés aux États-Unis et de tentatives de regroupement, est à l'œuvre partout au Canada.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1921, les 21 conditions d'adhésions au Comintern sont publiées en première page du *Western Clarion*, le journal du Parti socialiste du Canada édité à Vancouver<sup>256</sup>. Au sein de ce parti, le débat fait rage depuis le début de l'automne sur l'opportunité d'adhérer ou non à l'Internationale communiste. Le mois suivant, le texte de Lénine, « Le gauchisme, maladie infantile du communisme », est diffusé dans le journal de la British Columbia Federation of Labor, le *B.C. Federationist*<sup>257</sup>. Ici comme ailleurs, le prestige de la révolution russe est très important auprès des militants socialistes, y compris dans les rangs de la One Big Union.

Au printemps 1921, un tournant décisif est pris par les militants qui désirent adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale :

---

<sup>254</sup> RG146, 92-A-00012, F.W. Zaneth to The Officer Commanding, RCM Police, Montreal, 9 avril 1921.

<sup>255</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 293-294

<sup>256</sup> Avakumovik, *The Communist Party in Canada*, p. 18.

<sup>257</sup> *Ibid.*

There was little or no communication or coordination between the various Communist groups in Canada until March 1921, when the International's Pan American Agency sent a representative to Canada with instructions to merge the groups into a single party. Caleb Harrison, who used the pseudonym Atwood, visited Winnipeg, Montreal and Toronto, establishing the first links between the Canadian groups. The result was the secret Unity Convention that founded the Communist Party of Canada in Guelph, Ontario, on May 23, 1921<sup>258</sup>.

Au moins trois syndicalistes montréalais –Michael Buhay, Alex Gauld et Jack Margolese<sup>259</sup>– sont présents à Guelph, mais aucun francophone ne participe à la rencontre clandestine. Pendant ce temps, l'organisateur en chef de l'OBU pour l'est du Canada, Joseph Knight, assiste au 3<sup>e</sup> congrès du Comintern et au congrès de fondation du Profintern, mieux connu comme l'Internationale des syndicats rouges ou ISR, qui ont lieu à Moscou. Les positions défendues par Knight, lui-même partisan de l'adhésion au Comintern, vont accentuer les divisions au sein de l'OBU :

The International's leadership had proposed to the congress that Communists should seek to take part in major established trade unions, even if their leadership was in the hands of pro-capitalist officials. During the congress debate on this point, a number of delegates, including the renowned U.S. Communist Bill Haywood, questioned this view, counterposing an orientation to smaller unions such as the U.S.-based Industrial Workers of the World (IWW) that attempted to present a revolutionary trade union alternative.

Knight's speech to the congress took place on July 7, 1921, the day after Haywood's remarks. After criticizing Haywood for giving a false picture of the IWW, Knight argued that the Winnipeg general strike experience confirmed the correctness of the Communist International leadership's proposals for trade union work<sup>260</sup>.

Les directives du Comintern sont très claires : les militants communistes nord-américains doivent prendre la direction des syndicats affiliés à la FAT par la stratégie du « boring from within ». Toutefois, avant que ces consignes soient connues de tous,

---

<sup>258</sup> Ian Angus, « A Party of a New Type – The Socialist Party of Canada and the Birth of Canadian Communism », <http://www.socialisthistory.ca/Docs/History/Party-New-Type.htm> (consulté le 8 juillet 2012).

<sup>259</sup> Margolese serait également le secrétaire de la section montréalaise des Friends of the Soviet Union. À ce sujet, voir : *Russian Famine Relief Bulletin*, 1, 1 (15 novembre 1921), p. 3, sur le site <http://www.marxisthistory.org> (consulté le 21 février 2012).

<sup>260</sup> [http://www.socialisthistory.ca/Docs/Leninist/Knight\\_21.htm](http://www.socialisthistory.ca/Docs/Leninist/Knight_21.htm) (consulté le 10 juillet 2012).

plusieurs mois s'écoulaient pendant lesquels la One Big Union se déchire. À Montréal, ses activités sont au point mort. Le 9 octobre, Joseph Knight prend la parole devant un groupe de militants socialistes réunis au Labor College. Il fait part à ses camarades de son analyse de la conjoncture politique :

There is one living force in the world to-day that is directing all the revolutionary activity of the world. That is the *Third Internationale*. To-day we cannot be neutral, one must be either with the Third Internationale or against it. Unfortunately many good comrades of the past were falling down because they could not realize this. To direct all our work from this angle –that was the task which is before us to-day. To become part and parcel of the Third Internationale. And certainly many comrades here realize this truth and are working with might and main along these lines<sup>261</sup>.

Les militants juifs et anglophones les plus actifs –Michael et Rebecca Buhay, W.E. Long, Annie Buller– se consacrent à cette tâche et utilisent le Labor College pour y arriver<sup>262</sup>. Selon le journal *The Workers' Guard*, « The Labor College has certainly become the centre of all revolutionary workers activity [in Montreal] »<sup>263</sup>. On y rapporte l'adhésion de plusieurs centaines de personnes en l'espace de quelques semaines. Si la plupart des activités se déroulent en anglais, des militants francophones comme Albert Saint-Martin y animent des cours sur l'économie, de même que des débats publics. Rien n'indique que ces militants maintiennent leur adhésion à l'OBU, ni qu'ils adhèrent au nouveau Parti communiste. Tout porte à croire que ce groupe de francophones poursuit ses efforts séparément<sup>264</sup>.

Le 16 octobre 1921, Michael Buhay prononce une conférence au Labor College sur le thème de la stratégie syndicale. Il y fait la promotion de la ligne de conduite adoptée par

---

<sup>261</sup> Enid Lawrence, « Reception for Comrade Knight », *The Workers' Guard*, 29 octobre 1921, p. 4.

<sup>262</sup> RG 146, 92-A-00012, RCMP, Jewish Communist Party, Montréal, 6 décembre 1921, p. 1-3.

<sup>263</sup> *The Workers' Guard*, 12 novembre 1921, p. 3.

<sup>264</sup> Dans un article du journal *The Workers' Guard* daté du 17 décembre 1921 (p.4), Michael Buhay admet que les efforts pour amener les militants francophones à s'impliquer dans le nouveau parti ont échoué : « Our difficulty is French-Canadians who are Reds, we cannot get them to work, they think that all we need do is to sing the Internationale three times every Sunday ». Il faudra attendre 1927 avant qu'un nombre significatif de militants canadien-français ne se joigne au Parti communiste. Par ailleurs, le journal *Le Peuple* rapporte que Saint-Martin et un groupe de militants francophones organisent des activités publiques hebdomadaires tout au long de l'automne 1922 à Montréal. Sous différents chapeaux, ils poursuivront sur cette voie jusqu'au milieu des années 1930.

l'ISR : « He showed that the splitting of unions had only weakened the radical and militant sections within the reactionary unions. He said that Gomerism and trade union bureaucracy could only be fought and overcome by the militant workers organizing their force within the trade unions »<sup>265</sup>.

Trois semaines plus tard, Buhay annonce sa candidature aux élections fédérales pour une toute nouvelle organisation politique pré-parti, la Workers' League, qui regroupe 70 à 80 membres<sup>266</sup>. Il se présente dans la circonscription de George-Étienne-Cartier où il termine troisième avec un peu plus de 1 500 voix.

Au mois de février 1922, le Parti communiste se donne une vitrine publique avec la mise sur pied du Workers' Party of Canada (WPC). Plusieurs militants et ex-militants de l'OBU, dont quelques Montréalais, sont présents lors du congrès de fondation qui se déroule à Toronto<sup>267</sup>. Des débats acerbes ont lieu sur l'appui que doit donner le nouveau parti à la One Big Union. Le secrétaire de l'OBU, R.B. Russell, tente de convaincre les délégués de rejeter la stratégie du « boring from within » et de se ranger derrière son organisation. Michael Buhay, qui fait partie du Provisional Organisational Committee du WPC, est l'un de ceux qui attaque avec virulence cette position<sup>268</sup>. Il faut dire que depuis quelques mois, Buhay s'est mis au service de l'Amalgamated Clothing Workers Union en compagnie de sa sœur Rebecca<sup>269</sup>.

La rupture entre l'OBU et le Workers' Party est consommée. Au mois d'avril 1922, la section canadienne de la Trade Union Educational League (TUEL) est officiellement lancée avec comme objectif la radicalisation du CMTC par la stratégie du « boring from within ». La TUEL applique les mots d'ordre lancés depuis Moscou par l'ISR visant la

---

<sup>265</sup> Enid Lawrence, « Montreal Labor College Forum », *The Workers' Guard*, 5 novembre 1921, p. 4.

<sup>266</sup> Cette organisation deviendra la section locale du Workers' Party dès le mois de janvier 1922. Voir à ce sujet : « News of the W.P. of C. », *The Workers' Guard*, 7 janvier 1922, p. 1.

<sup>267</sup> Louise Watson, *She never was afraid*, Toronto, Progress Books, 1975, p. 13.

<sup>268</sup> Bercuson, *Fools and Wise Men*, p. 231.

<sup>269</sup> RG146, 92-A-00012, F.W. Zaneth to RCMP, Amalgamated Clothing Workers, Montreal, Que., 18 novembre 1921, p. 1.

« conquête » des syndicats réformistes<sup>270</sup>. De façon paradoxale, ceux qui s'employaient à convaincre les ouvriers de quitter les unions internationales pour se joindre à l'OBU tentent maintenant de les persuader du contraire.

## 1.5 Retour sur la période étudiée (1919-1921)

Comme nous venons de le voir, la One Big Union a utilisé diverses stratégies afin de réaliser son objectif de s'implanter au Québec entre 1919 et 1921.

Du mois d'avril au mois de septembre 1919, la One Big Union a tenté d'amener des syndicats locaux à faire scission avec la FAT et d'adhérer à ses structures. Pour y arriver, elle a lancé un référendum pancanadien et profité de la présence à Montréal de l'un de ses leaders, R.J. Johns, et de quelques contacts privilégiés dans les structures syndicales afin d'organiser des assemblées publiques. La formation d'un Conseil industriel au cours de l'été 1919 n'arrive pas à capter le fort mouvement de contestation ouvrière qui se manifeste au mois de mai et juin parallèlement à la grève générale de Winnipeg. Cette première stratégie donne peu de résultats concrets : six mois plus tard, l'OBU est de retour à la case départ.

Au mois d'octobre 1919, la One Big Union change de stratégie. Son organisateur pour l'est du Canada, Joseph Knight, réunit un noyau de militants socialistes montréalais au sein de la General Workers Unit. Ses membres multiplient les activités publiques afin de recruter d'autres travailleurs sur une base individuelle. Leurs efforts se concentrent dans deux secteurs précis : les ateliers des chemins de fer et l'industrie de la confection. Parallèlement, la LCWIU se donne une assise dans la province. Les moyens utilisés pour arriver à recruter de nouveaux membres sont diversifiés. Outre les assemblées publiques, l'OBU publie deux journaux de fort tirage à Montréal<sup>271</sup>, de même que des affiches et des autocollants. Cette propagande est soit bilingue, soit anglophone. Le syndicat participe

---

<sup>270</sup> A. Losovsky, *Programme d'Action de l'Internationale Syndicale Rouge*, Éditions Drapeau Rouge, Montréal, 1977 (1921), p. 71-76.

<sup>271</sup> *Le Travailleur - The Worker* : 7000 copies ; *Montreal Shopman* : 15 000 copies.

également à l'organisation de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, ce qui lui donne une grande visibilité. Après de premiers résultats encourageants, le nombre d'adhérents décroît au fur et à mesure que la crise économique prend de l'ampleur. L'OBU doit fermer ses locaux et mettre à pied ses organisateurs, faute de moyens financiers.

Après le congrès de l'OBU tenu à Port Arthur en septembre 1920, les sections montréalaises se restructurent. C'est une période d'instabilité pour l'organisation, marquée des divisions importantes au sein du *membership*. La One Big Union tente de mobiliser les travailleurs dans ce contexte plutôt difficile par l'entremise du Labor College, dans lequel ses membres sont impliqués. Pragmatique, l'OBU se range aux côtés des sans-emplois qui luttent contre la précarité. Les moyens privilégiés sont sensiblement les mêmes, mais l'absence de journaux produits localement amène le Conseil central ouvrier de Montréal à utiliser davantage le *One Big Union Bulletin*, dont le contenu est exclusivement anglophone.

Plusieurs autres phénomènes extérieurs ont façonné l'organisation : la réponse immédiate du CMTM et du CMTC à la mise sur pied de l'OBU, la « peur du rouge » alimentée par la révolution russe et la grève de Winnipeg, la mise sur pied du Parti communiste du Canada en 1921, puis du Workers' Party en 1922. L'OBU ne compte plus de section active à Montréal au début de l'année 1922<sup>272</sup>. Il faudra attendre quelques années pour qu'une nouvelle section se forme à Montréal, le temps que des dissidents quittent le WPC et que la crise économique commence à se résorber.

---

<sup>272</sup> La dernière mention que nous avons retrouvée d'une section de l'OBU à Montréal est datée du 12 novembre 1921 dans le journal torontois *The Workers' Guard* (p. 3). On y fait état de l'appui de la Metal Trade Unit au Labor College.





## Chapitre 2 - La deuxième phase d'implantation

### 2.1 La remise sur pied de l'OBU au Québec (1923-1926)

#### 2.1.1 Des contacts aux États-Unis

Au mois d'août 1923, l'OBU organise à Winnipeg sa quatrième convention. Dix-neuf délégués, représentant 1 755 membres, sont présents pour l'occasion. Depuis près de deux ans, l'organisation ne compte plus de section active au Québec. Ailleurs au Canada, la situation n'est guère plus reluisante. Avec la récession, le syndicat voit le nombre de ses membres diminuer et manque rapidement de fonds pour embaucher des organisateurs à plein temps.

Les rares lueurs d'espoir proviennent de l'autre côté de la frontière, de Nouvelle-Angleterre plus précisément. Depuis 1920, l'OBU compte une section aux États-Unis qui jouit d'une large autonomie politique et financière. L'organisation a plusieurs centaines de membres à Lawrence, une ville industrielle de l'état du Massachusetts où l'on trouve une tradition syndicale très combative. En 1912, l'IWW y a mené l'une des plus importantes grèves de son histoire dans l'industrie textile, dite « du pain et des roses »<sup>273</sup>.

Le représentant des syndiqués de Lawrence, Ben Legere, s'adresse aux délégués réunis à Winnipeg et tente d'obtenir l'affiliation des membres de son unité à l'OBU canadienne. Il invoque diverses raisons d'ordre stratégique pour justifier sa demande. Selon Legere, « (...) if we can firmly establish the OBU in New England and spread it out from Lawrence, we will be able to affect Eastern Canada. (...) it would be possible to do a great deal of work North and South through the Eastern part of Canada and through the U.S. The nearness of those points to each other makes it necessary to function both sides of the line

---

<sup>273</sup> Voir Bruce Watson, *Bread and Roses: Migrants, and the Struggle for the American Dream*. New York, Penguin Books, 2005, 337 p.

and keep them in close contact than could be through different Executives in each country »<sup>274</sup>.

D'après Legere, le syndicat de Lawrence aura bientôt les reins assez solides pour effectuer du recrutement jusqu'au Québec :

(...) with the co-operation of the organisation a campaign can soon be launched which will bring considerable results in that territory and reach back to Montreal and Quebec. We are reaching in Lawrence a considerable number of French Canadian Workers, in fact, our Lawrence organisation is composed of at least 50% of French Canadians, and during last year or two they have been getting much education along the line of the OBU and a development has started among which could easily be used to advantage in developing a movement amongst French Canadians in Quebec<sup>275</sup>.

Legere conclut son intervention en indiquant que les travailleurs canadiens-français ne constituent pas « the most hopeless section of the working class »<sup>276</sup> comme il le croyait avant d'arriver à Lawrence : « (...) in New England, we have discovered that with the right sort of propaganda and tactics, and with OBU structure, that is not such an impossible problem after all »<sup>277</sup>.

À la suite de ces explications, les délégués présents à Winnipeg décident unanimement d'acquiescer à la demande du syndicat de Lawrence en permettant à ses membres de se joindre à la structure canadienne. Comme l'explique un article publié dans le *One Big Union Bulletin* peu de temps après, « the convention acceded in their request and without a doubt the OBU is scheduled to make great progress both in the New England States and in Eastern Canada in the near future »<sup>278</sup>.

---

<sup>274</sup> MG10 A142, GEB Convention Records, 1923, n.p.

<sup>275</sup> *Ibid.*

<sup>276</sup> *Ibid.*

<sup>277</sup> *Ibid.*

<sup>278</sup> « OBU Holds Third Annual Convention in Winnipeg », *OBU Bulletin*, 9 août 1923, p. 5

Malgré l'enthousiasme engendré par Legere, cette stratégie ne conduit pas à des résultats tangibles au Canada<sup>279</sup>. Au cours de l'année qui suit, aucun progrès significatif n'est enregistré au Québec. Le *One Big Union Bulletin* se contente de publier des dépêches reprises du journal *Industrial Worker*<sup>280</sup> faisant état de luttes ouvrières dans la province, de même que quelques articles théoriques signés par Richard Kerrigan<sup>281</sup>. Tout au plus, on sait que le *One Big Union Bulletin* est diffusé en librairie à Montréal<sup>282</sup> et qu'un petit nombre de militants isolés maintiennent un contact avec l'organisation<sup>283</sup>.

### 2.1.2 Une unité chez les métallurgistes

Au printemps 1924, l'OBU commence à montrer des signes encourageants dans la métropole du Québec. Un groupe de syndicalistes dissidents commence à s'organiser au sein de la Loge de district 82 de l'IAM, une structure regroupant les quatre unités – les loges – de machinistes de Montréal et de Pointe Saint-Charles. Des sympathisants de l'OBU, comme Richard Kerrigan ou William Baugh, y occupent des postes importants depuis plusieurs années<sup>284</sup>. Leur influence se fait particulièrement sentir dans les loges 111 – celle de Pointe Saint-Charles – et 631 – celles des ateliers Angus du CPR à Rosemont –, réputées pour être très critiques à l'endroit des directions syndicales<sup>285</sup>. Ceux qu'on surnomme « les Rouges » y sont plus nombreux qu'ailleurs. Pour montrer leur influence dans les affaires syndicales, un éditorial du *Bulletin* de l'OBU raconte qu'en 1917, peu après la révolution d'octobre, les membres de la loge 111 ont envoyé un télégramme de

---

<sup>279</sup> Plusieurs indices nous amènent toutefois à penser que l'OBU a effectivement recruté plusieurs militants canadiens-français dans d'autres villes de Nouvelle-Angleterre, comme à Dover au New Hampshire où le secrétaire de la section s'appelle Louis Saint-Jean.

<sup>280</sup> Le journal *Industrial Worker* est publié par l'IWW à Seattle (Washington).

<sup>281</sup> « Proletarians and Workers », *OBU Bulletin*, 22 février 1923, p. 5. ; « Lumberjacks up against it », *OBU Bulletin*, 17 janvier 1924, p. 6. ; « General News », *OBU Bulletin*, 28 février 1924, p. 6.

<sup>282</sup> Le *One Big Union Bulletin* est vendu à Montréal chez S.A. Feigleman, Popular Bookstore, 16 rue Sainte-Catherine Ouest (« Bulletin Agents », *OBU Bulletin*, 3 janvier 1924, p. 1.). Cette librairie est voisine du restaurant Northeastern, l'un des lieux de rassemblement de la gauche radicale et anti-autoritaire montréalaise avant la Deuxième Guerre mondiale. À ce sujet, voir : Henri Gagnon, *Les militants socialistes du Québec d'une époque à l'autre*, Saint-Lambert, Héritage, 1978, p. 90.

<sup>283</sup> « Montreal », *OBU Bulletin*, 21 décembre 1922, p. 3. ; « General News », *OBU Bulletin*, 28 février 1924, p. 6.

<sup>284</sup> On peut également ajouter à ces noms celui du premier éditeur du *One Big Union Bulletin*, John D. Houston.

<sup>285</sup> Clansman, « The Delegates Arrive », *OBU Bulletin*, 10 avril 1924, p. 7.

solidarité aux travailleurs russes avec le message suivant : « Hold what you have ; take more »<sup>286</sup>.

Le 7 août 1924, le *One Big Union Bulletin* annonce la formation d'une unité de l'OBU dans les ateliers des chemins de fer montréalais. « The East Is Awakening » proclame fièrement le journal du syndicat, mentionnant au passage comment l'OBU s'y est pris pour assurer son développement :

In Montreal are signs of a good movement developing and some very effective organizing work has been done there, and not done by a fluent speaker who in a wave of enthusiasm got a number of men to get busy for a time, That's not the way they have done there; they have got together a fine bunch of the militants who have steadily built up a solid organization of men who understand what they are about and of men who are anxious to get into the struggle, men who are an influence among the rank and file.

This is as it should be, for is not the Eastern part of Canada the industrial area – the part most developed and where exploitation is the most obvious, and the exploited gathered into large industrial centres where organization should be the easiest?<sup>287</sup>

La semaine suivante, la Montreal Metal Trades Unit apparaît dans le répertoire du *OBU Bulletin*. Son secrétaire est Richard A. Hassel, domicilié au 5629 de la 4<sup>e</sup> avenue à Rosemont<sup>288</sup>. Selon le journal, l'influence de l'unité se développe rapidement aux ateliers Angus. Toutefois, l'OBU fait face à un défi particulier :

We have a difficulty here also that is found to a lesser extent all over Canada, but here is of supreme importance – the language difficulty. Montreal is largely a French-speaking city and any effort to organize the workers here that has not a good nucleus of capable French speakers actively helping, is doomed. That is why we are attempting to influence some French comrades and we have had some success, with promise of a still larger group in the near future. Both English and French have been subject to the propaganda of the bosses re the OBU, but we are getting

---

<sup>286</sup> « Editorial », *OBU Bulletin*, 27 novembre 1927, p. 1.

<sup>287</sup> « The East Is Awakening », *OBU Bulletin*, 7 août 1924, p. 1.

<sup>288</sup> « OBU Directory », *OBU Bulletin*, 14 août 1924, p. 7. L'adresse qui apparaît dans le « répertoire » – *directory* – semble inexacte. Nous pensons qu'il s'agit plutôt de celle qui figure dans l'annuaire Lovell, 1924-1925, p. 917.

some influential French members who are ready to really work to build up a strong local movement<sup>289</sup>.

L'article poursuit en indiquant que la présence syndicale reste largement minoritaire dans la ville. De grosses usines n'ont aucun syndicat. A cela s'ajoutent des dizaines de milliers de sans-emplois, conséquence de la récession économique qui perdure.

L'un des membres les plus influents de l'OBU à Montréal, Thomas E. Moore, élabore un plan pour développer l'organisation dans la métropole. Moore est un militant syndical aguerri qui, depuis 1919, a occupé diverses fonctions sur l'exécutif de la Loge de district 82 de l'IAM et dans la loge 111. C'est un proche de Richard Kerrigan, avec qui il a participé à de nombreuses délégations syndicales.

À la fin du mois d'août 1924, Moore écrit au Joint Executive Board (JEB) de l'OBU afin d'obtenir le soutien nécessaire. Selon Moore, « it would need the expenditure of about two thousand dollars to cover a period of six months which the Comrade feels sure would place the organization in Montreal on a sound basis and at the end of that period on a paying basis »<sup>290</sup>.

Après discussion, les membres du JEB décident de rendre ce plan conditionnel à la bonne marche de la campagne d'organisation que mène l'OBU auprès des mineurs de charbon de Nouvelle-Écosse, dans laquelle le syndicat concentre ses maigres ressources financières et organisationnelles. Si cette campagne s'avère concluante, répond le JEB,

(...) it would mean that with our forces augmented anywhere between fifteen to eighteen thousand men, we could very easily be in a position to pay the necessary finances in order to extend our efforts in Montreal, as suggested by Comrade Moore, and not only that, but we would be able with the assistance of some of our capable comrades, now helping the organization in Nova Scotia, to be able to concentrate our efforts on Montreal for a big drive<sup>291</sup>.

---

<sup>289</sup> « Conditions in Eastern Canada », *OBU Bulletin*, 14 août 1924, p. 1.

<sup>290</sup> MG10 A142, JEB, 26 août 1924, p. 1.

<sup>291</sup> *Ibid.*

Le plan de Moore ne verra pas le jour. La campagne de l'OBU en Nouvelle-Écosse s'avère plus longue et difficile que prévue. L'organisation y engloutit des sommes considérables. Moore revient plusieurs fois à la charge, mais le JEB lui demande d'être patient : « (...) continue the good work until such times as the executive board could take up the Montreal end of it »<sup>292</sup>. Pourtant, soutient Moore, « (...) it will be no joy ride to organize the workers in Montreal »<sup>293</sup>. Il faut amener des hommes compétents et beaucoup de propagande, indique-t-il. Le JEB lui répond que R.B. Russell devrait être en mesure de s'arrêter en ville, d'y organiser une assemblée et d'évaluer ensuite la situation.

### 2.1.3 Les « French Communists » et la section de langue française

Entre-temps, l'OBU développe peu à peu des contacts privilégiés avec un groupe de militants communistes francophones<sup>294</sup>, dont certains ont déjà fait partie de l'organisation entre 1919 et 1921. Après s'être rapproché un temps du Workers' Party, ce groupe a rapidement pris ses distances des partisans de la 3<sup>e</sup> Internationale, au plus grand plaisir des militants de l'OBU à Montréal. Outre Albert Saint-Martin, on compte parmi eux des membres fondateurs de l'Université ouvrière<sup>295</sup> et de l'Association humanitaire<sup>296</sup> tel qu'Abel Godin<sup>297</sup> et Gaston Pilon<sup>298</sup>.

---

<sup>292</sup> MG10 A142, JEB, 11 octobre 1924, p. 1.

<sup>293</sup> MG10 A142, JEB, 11 novembre 1924, p. 1

<sup>294</sup> MG10 A142, JEB, 26 août 1924, p. 1.

<sup>295</sup> Selon Claude Larivière, l'Université ouvrière aurait ouvert ses portes au cours de l'été 1925 (Larivière, *Albert Saint-Martin*, p. 137), sans toutefois indiquer ses sources. La première mention dans l'annuaire Lovell date de l'édition 1926-1927.

<sup>296</sup> Créée en 1930, l'Association humanitaire est une organisation qui défend les droits des chômeurs et de leurs familles. Elle regroupe plusieurs milliers de membres au plus fort de la crise économique (Larivière, *Albert Saint-Martin*, p. 143).

<sup>297</sup> Larivière, *Albert Saint-Martin*, p. 138. Son frère, Émile Godin, agit comme secrétaire.

<sup>298</sup> Militant socialiste et libre-penseur, Gaston Pilon accompagnera Albert Saint-Martin dans la plupart de ses combats. Il effectue cependant une conversion remarquée à la religion catholique, à la suite d'une condamnation pour libelle diffamatoire en 1934. À ce sujet, voir : Houle-Courcelles, *Sur les traces*, p. 167-172.

Le 9 octobre, le *One Big Union Bulletin* fait un compte-rendu de l'une de leurs activités en des termes élogieux. L'article nous permet également d'en savoir plus sur les idées politiques de ce groupe de militants révolutionnaires :

The French Communists in Montreal have been conducting meetings every Sunday for a number of years. Their meetings are well attended and one understanding the language is assured of an intellectual treat. These comrades are not affiliated with the now moribund Workers' Party, and on entering their hall one sees a prominent sign that reads, "Members of the Workers' Party are not welcome." Last Sunday the hall was packed to the door with workers listening to a rousing address by Comrade Pilon. His analysis of the capitalist system of production was a masterly one. In handling his subject he made it very clear that the capitalist system has one outstanding earmark, namely, the wages system exists, whether it be Canada or Russia, the US or Germany, that there flourished capitalism in full flower and fruit. Communism, declared he, is only possible when the material basis for it is well established. Needless to say that these comrades do not get their inspiration from either Moscow or Rome. A strong sentiment for the OBU prevails among them and OBU speakers are always welcome<sup>299</sup>.

L'OBU peut également compter sur un accueil favorable au sein du Labor College, où Richard Kerrigan est toujours actif. Ce dernier prend la parole lors de la réouverture du « College » le 18 octobre 1924. Là aussi, l'influence du Workers' Party semble s'être estompée : « There appears to be a healthier spirit existing around the "College" this year and apparently a determined effort is being made to rid the college of the number of professional Communists who have during these last two years taken possession »<sup>300</sup>. Des forums publics y sont organisés chaque dimanche après-midi. Ben Legere et R.B. Russell sont invités à y prendre la parole au cours des mois qui suivent. À n'en pas douter, le conflit entre l'OBU et le Workers' Party – devenu officiellement le Parti communiste du Canada (PCC) au mois d'avril 1924 – reste vif à Montréal comme ailleurs au Canada. Le *OBU Bulletin* ne manque jamais une occasion d'écorcher au passage les partisans de la 3<sup>e</sup> Internationale, tournant en dérision les positions de ces « election day revolutionists » : « In between elections they are craft unionists and urge the workers to join the boss-controlled

---

<sup>299</sup> « Notes from the East », *OBU Bulletin*, 9 octobre 1924, p. 3.

<sup>300</sup> « Montreal Notes », *OBU Bulletin*, 30 octobre 1924, p. 1.

unions in order that they may cooperate with boss »<sup>301</sup>. Ce conflit larvé a toutefois des conséquences fâcheuses. Il freine la progression de l'OBU et oblige le syndicat à redoubler d'efforts auprès des travailleurs immigrants, notamment ceux de la communauté juive dont les éléments les plus radicaux ont majoritairement rejoint les rangs du PCC, y compris au Québec, tout en maintenant leur adhésion aux syndicats internationaux.

Au mois de mai 1925, T.E. Moore montre des signes d'impatience. Il veut savoir si l'OBU compte faire quelque chose ce printemps à Montréal, alors que commence à se structurer la section de langue française<sup>302</sup>. Pour toute réponse, le JEB offre à Moore le poste d'éditeur du *OBU Bulletin*. Celui-ci accepte la proposition et quitte bientôt Montréal pour Winnipeg<sup>303</sup>.

L'influence grandissante de Moore au sein de l'OBU aura des répercussions positives au Québec. Trois semaines après son embauche, il recommande au JEB de lancer un journal en français dès que le nombre de membres de la section francophone aura atteint 250 personnes. Selon lui, c'est une absolue nécessité à Montréal<sup>304</sup>. Sa proposition est acceptée par le JEB, qui garantit un montant de 50\$ par numéro dès que les conditions seront réunies. Moore recommande également « that a sum of money be placed in the hands of Comrade Kerrigan to be used judiciously to carry on organizing work. He also outlined in detail the scheme which they had on hand of organizing among the casual workers »<sup>305</sup>. Là également, le JEB va de l'avant et confie un montant de 250\$ à Kerrigan « for organizing purposes »<sup>306</sup>.

---

<sup>301</sup> « Safety First Revolutionists », *OBU Bulletin*, 15 mai 1924, p. 4.

<sup>302</sup> MG10 A142, JEB, 12 mai 1925, p. 2.

<sup>303</sup> MG10 A142, JEB, 18 mai 1925, p. 1. Par ailleurs, un document de l'IAM (« Minutes of Meeting of the Executive Council from July 1st to July 12th, 1925 ») rapporte l'arrivée de Moore à Winnipeg. Ce dernier se serait présenté au local de la loge 122 afin d'adhérer au syndicat. Bien qu'il soit membre de l'IAM et à jour de cotisations payées à la loge 111 de Montréal, on lui aurait refusé l'adhésion à la loge 122 parce qu'il est également membre de l'OBU, ce qui est interdit dans les statuts du syndicat (p. 13). Sa suspension est confirmée par l'exécutif de l'IAM à Washington.

<sup>304</sup> MG10 A142, JEB, 11 juin 1925, p. 1.

<sup>305</sup> *Ibid.*

<sup>306</sup> *Ibid.*



Ces mesures donnent rapidement des résultats. Le 14 juillet 1925, le JEB rapporte qu'un meeting a eu lieu à Montréal en présence de Jack Clancy et R.B. Russell, meeting pour lequel une dépense de 106\$ est consacrée. Ces frais sont remboursés à Kerrigan<sup>307</sup>. Le 20 août, la « French Section » apparaît dans le répertoire du *OBU Bulletin* avec comme secrétaire J.-A. Langlois<sup>308</sup>. Tout indique que cette unité regroupe des travailleurs de diverses industries à la manière d'une GWU, mais sur une assise linguistique, ce qui est assez inusité puisque l'OBU ne compte aucune autre section du même genre ailleurs au Canada, y compris dans les milieux où les travailleurs immigrants sont majoritaires. Des précédents existent toutefois dans d'autres syndicats, comme à l'ACWU où une section regroupe à Montréal les travailleurs canadiens-français. La formation d'une « section francophone » au sein de l'OBU semble toutefois être calquée sur le modèle d'organisation semi-autonome développé par des militants socialistes canadiens-français comme Albert Saint-Martin. Au Parti socialiste du Canada, ce dernier anime une « section de langue française » très active<sup>309</sup>.

Quelques semaines plus tard, J.-A. Saint-André est officiellement engagé comme organisateur par le JEB au salaire hebdomadaire de 15\$<sup>310</sup>. Ce dernier n'a pas le même profil que la plupart des autres militants de l'OBU à Montréal. Dans un livre publié par Saint-André en 1933<sup>311</sup>, son éditeur donne quelques détails sur son parcours. Né à Saint-Ambroise en 1898, Saint-André a grandi sur une ferme et travaillé comme apprenti-forgeron jusqu'à l'âge de 18 ans. Il s'enrôle ensuite comme volontaire dans l'armée canadienne et participe à la Première Guerre mondiale. Après la guerre, il se marie et travaille comme journalier avant de se joindre à l'OBU. On mentionne au passage que Saint-André « s'intéresse aux questions sociales depuis l'âge de treize ans, alors qu'il avait obtenu comme prix, l'Encyclique RERUM NOVARUM, version française »<sup>312</sup>.

---

<sup>307</sup> MG10 A142, JEB, 14 juillet 1925, p. 1.

<sup>308</sup> Il pourrait s'agir de Joseph-Arthur Langlois, journaliste, demeurant au 2468, rue Esplanade.

<sup>309</sup> Il est possible que cette section soit par la suite devenue le « French Socialist Communist Party » ou Parti socialiste-communiste.

<sup>310</sup> MG10 A142, JEB, 29 septembre 1925, p. 1.

<sup>311</sup> J.-A. Saint-André, *La technocratie par la démocratie industrielle*, Montréal, A. Lévesque, 1933, 201 p.

<sup>312</sup> *Ibid.*, « Notes biographiques ».

Ce regain d'activité n'échappe pas à la GRC, qui recommence à enquêter sur les activités de l'OBU à Montréal au mois d'août 1925<sup>313</sup>. La campagne amorcée par l'OBU se poursuit tout au long de l'automne. Le syndicat cherche notamment à organiser les travailleurs dans les abattoirs, où l'embauche d'un interprète s'avère nécessaire<sup>314</sup>. Le 26 janvier, le JEB lance officiellement le processus devant mener à la publication du journal de langue française : « (...) it was moved and seconded that a 200\$ be forwarded to Comrade Kerrigan so that he could get the first edition printed. (150\$ of this to be used to cover the printing expenses and 50\$ for the expenses of the editorial work) »<sup>315</sup>. On peut donc estimer que, en l'espace de huit mois, la section de langue française a franchi le cap des 250 membres.

Alors que l'OBU semble avoir le vent dans les voiles, J.-A. Saint-André est envoyé au mois de janvier 1926 à Minto au Nouveau-Brunswick, où l'OBU mène une campagne d'organisation parmi les mineurs de charbon<sup>316</sup>. Le manque d'organiseurs à temps plein incite l'OBU à concentrer toutes ses forces dans un même secteur lorsque les perspectives y sont bonnes. Saint-André passe au moins trois mois là-bas, pendant lesquels il anime notamment des assemblées publiques en français<sup>317</sup>. En son absence, la situation se détériore à Montréal. La publication du journal est considérablement retardée. À la fin du mois de mars, l'exécutif de l'OBU s'impatiente : Saint-André, encore au Nouveau-Brunswick, n'est pas en mesure de fournir des réponses aux questions qui lui sont posées sur les retards de production. L'exécutif s'adresse donc à Kerrigan pour savoir ce qui se passe à Montréal<sup>318</sup>. Un autre organisateur, Jack Clancy, indique que le journal devrait être publié sous peu<sup>319</sup>, ce qui est effectivement le cas.

---

<sup>313</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 630.

<sup>314</sup> MG10 A142, JEB, 10 octobre 1925, p. 2.

<sup>315</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 26 janvier 1926, p. 2.

<sup>316</sup> Au sujet de l'OBU et du rôle joué par J.-A. Saint-André, voir : Allen Seager, « Minto, New Brunswick : A Study in Canadian Class Relations Between the Wars », *Labour-Le Travailleur*, 5 (printemps 1980), p. 81-132. Seager mentionne que Saint-André est bilingue, ce qui contredit certaines affirmations reproduites dans les procès-verbaux des instances de l'OBU.

<sup>317</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 26 janvier 1926, p. 1 ; Winnipeg CLC, 16 février 1926, p. 1 ; Winnipeg CLC, 16 mars 1926, p. 1. ; Winnipeg CLC, 20 mars 1926, p. 1 ; *OBU Bulletin*, 11 mars 1926, p. 1.

<sup>318</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 20 mars 1926, p. 1.

<sup>319</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 30 mars 1926, p. 2.

Le 30 mars 1926, *l'Action catholique* annonce la publication du journal *Travailleur*. Il s'agit sans aucun doute du journal francophone de l'OBU. Sous la plume de Thomas Poulin<sup>320</sup>, *l'Action catholique* cite de larges extraits du journal et se livre à une critique virulente de l'OBU, laissant place à quelques attaques à caractère antisémite :

Samedi dernier paraissait à Montréal un nouveau journal ouvrier, qui sauf votre respect, porte le nom de "*Travailleur*", et veut être le messenger de la "One Big Union" parmi les Canadiens de langue française. Nous voulons vous présenter le nouveau venu à nos lecteurs pour que chacun le reconnaisse.

Le fils de nos gens de Winnipeg veut enrôler dans une même union tous les travailleurs, qu'ils soient dans les usines ou sur la terre, contre le capitaliste parce [sic] sans doute comme il le dit dans ce premier numro [sic], "les hommes les plus riches du pays sont cependant des hommes qui jamais n'ont fait un jour de travail utile". Et il conseille à l'ouvrier, dans une autre page s'il veut obtenir le salaire qui lui convient "de s'organiser dans le mouvement de la lutte de classe". Dans une autre page encore, nous apprendrons ainsi à quoi cela va aboutir : "Nous voulons, dit-on, une grande union capable de lutter contre la horde des exploiters coalisés. Nous supprimerons les bureaux de placement, à base d'exploitation, nous créerons la maison ouvrière pour toute [un ou deux mots manquent], où employeurs et ouvriers se rencontreront d'égal à égal, ils régleront les conditions de vie plus humainement."

Ça sent le "pedit gommerce", n'est-ce pas?

Ce n'est pas le seul tour de force que pourra faire la "OBU", lisons une réclame du même numéro :

"Spartakus 5.

"Les capitalistes s'efforcent toujours de faire croire aux travailleurs que toute lutte est impossible; qu'ils sont nos maitres et que nous n'avons pas à nous soumettre à leur domination.

"Cependant une simple poignée de travailleurs n'étant organisée pour [un ou deux mots manquent], au bout de quelques mois, ils peuvent lancer le fier défi suivant : "Jusqu'à aujourd'hui la classe capitaliste à [sic] exercé une dictature absolue, la classe ouvrière, guidée par vous, commence à exercer le pouvoir, [un ou deux mots manquent] ainsi que nous "ordonnons aux épiciers, de vendre à tels prix, dictés par nous, et s'ils n'obéissent pas, c'est nous qui vendrons. Tout pouvoir aux travailleurs ". Et les capitalistes prétendus si puissants sont obligés de se soumettre, [un mot manque] doivent vendre à meilleur marché, car le public accourt en foule au [un ou deux mots manquent] ravin."

---

<sup>320</sup> Thomas Poulin (ca 1888-1934) est un syndicaliste catholique actif à Ottawa et à Hull, puis à Québec (CTCC, UCC). Il écrit pour divers journaux, dont *Le Droit* et *l'Action catholique*. Notons au passage que *Le Travailleur* fut également le nom d'un journal publié par les syndicats catholiques de Québec entre 1922 et 1924 et inséré dans *l'Action catholique*.

Vous connaissez maintenant le nouveau venu qui nous paraît être un immigré assez fraîchement débarqué. Et vous voyez assez clairement que là où le prêtre ne peut pénétrer [un ou deux mots manquent] l'autre qui cherche à entrer. Et cet autre, quel est-il?<sup>321</sup>

La publication du *Travailleur* fait peu de vague. Ni les quotidiens francophones montréalais, ni le *Monde ouvrier* ne font mention de sa sortie. Le tirage semble pourtant avoir été assez important, puisqu'on mentionne dans les instances du syndicat que quelques milliers de copies supplémentaires pourraient être utilisées comme outil de propagande dans les autres « French Districts », sans toutefois mentionner lesquels.

#### 2.1.4 Des conflits internes

La sortie du journal ne met pas fin à la controverse qui l'entoure. Le 7 avril 1926, le Central Labor Council de Winnipeg discute de la situation qui prévaut à Montréal. Les organisateurs Jack Clancy et Thomas Wooler donnent leur point de vue sur les raisons qui expliquent les retards dans la production du journal. À leur avis, il y a eu plusieurs problèmes techniques et un manque de cohésion dans l'équipe de rédaction. Kerrigan aurait également été débordé, ce qui expliquerait son incapacité à accomplir le travail de coordination qu'on attendait de lui.

En arrière-plan, les organisateurs anglophones de l'OBU à Montréal expriment une certaine méfiance à l'égard des membres de la section francophone. Selon eux, « (...) it looked as though some of the members of the French Unit were more interested in getting jobs on the Paper than circulating Propaganda for the OBU »<sup>322</sup>. Dans les circonstances, poursuivent-ils, « (...) it was best to let the French Comrades make their own arrangements and propagate the ideas of the OBU, but that Comrade Kerrigan should be in control of the

---

<sup>321</sup> Thomas Poulin, « Nous vous présentons », *L'Action catholique*, 30 mars 1926, p. 7. Par ailleurs, la mention de Spartakus ne doit pas nous étonner. C'est en effet une référence qui sera mainte fois utilisée par le noyau communiste regroupé autour d'Albert Saint-Martin, de la fin des années 1920 jusqu'au début des années 1930. Vont ainsi se succéder le mouvement Spartakus (1928), la coopérative d'imprimerie Spartakus et le journal *Spartakus* (1932). Cette référence, datant de 1926, est toutefois la plus ancienne trouvée à ce jour.

<sup>322</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 7 avril 1926, p. 1.

paper »<sup>323</sup>. L'exécutif du CLC se range derrière cette position et informe Kerrigan et le secrétaire de la section francophone, J.-A. Langlois, de la décision<sup>324</sup>.

Alors que Kerrigan souhaite le retour de Saint-André à Montréal pour quelques semaines, Clancy et Wooler sont d'un autre avis : « (...) Comrade St-André did not have the confidence of the French Workers, on account of some previous experience with them »<sup>325</sup>. Ils recommandent plutôt son maintien à Minto, au Nouveau-Brunswick.

Malgré tout, les deux organisateurs restent confiants sur les chances d'effectuer une percée dans la métropole : « Comrade Wooler and Clancy believed in the possibilities of organizing amongst the workers in Montreal, although they pointed out that it would be slow work for some time. They also pointed out that the possibilities of the French Paper being used as propaganda amongst the French Workers, and this along the assistance of the French Comrades would be a good medium of doing work amongst the French in Montreal »<sup>326</sup>.

Alors que les préparatifs pour le deuxième numéro du journal vont bon train, le JEB est de nouveau saisi des problèmes internes de la section montréalaise. On parle de « frictions amongst the French Comrades »<sup>327</sup>. Le premier numéro a donné des résultats insatisfaisants de l'avis de certains membres de l'exécutif de l'OBU. Les ventes sont décevantes et ne permettent pas de rembourser les sommes investies. Saint-André propose de consacrer ces ressources financière à l'achat d'une machine miméographique.

De retour à Montréal au mois de mai 1926, Saint-André informe l'organisation qu'il a réussi à former un noyau de membres dans l'usine d'Imperial Tobacco dans le quartier Saint-Henri<sup>328</sup>. L'organisateur a espoir d'y développer « a good unit ». Saint-André est

---

<sup>323</sup> *Ibid.*

<sup>324</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>325</sup> *Ibid.*

<sup>326</sup> MG10 A142, JEB, 11 avril 1926, p. 1.

<sup>327</sup> MG10 A142, JEB, 27 avril 1926, p. 1.

<sup>328</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 18 mai 1926, p. 1.

néanmoins envoyé en Nouvelle-Écosse<sup>329</sup> pendant presque cinq mois, même si au sein des différentes instances de l'OBU, une minorité souhaite le voir plutôt à Montréal puisqu'il ne parle pas bien anglais<sup>330</sup>. Dans la bataille menée contre la British Empire Steel Corporation (Besco) et les United Mine Workers of America, Saint-André va rejoindre les quatre organisateurs de l'OBU présents sur le terrain.

Avant son départ, il participe à une importante assemblée antifasciste à Montréal. Dans la communauté italienne de Montréal, des groupes d'opposants à Mussolini commencent à s'organiser<sup>331</sup>. Des syndicats, comme l'Amalgamated Clothing Workers Union, adoptent dans leurs instances des positions antifascistes<sup>332</sup>. L'OBU se préoccupe également de la situation politique en Italie, publiant de nombreux articles sur le sujet dans son *Bulletin* dès 1922<sup>333</sup>. Le compte-rendu de la rencontre à laquelle prend part Saint-André nous donne une idée du genre de tribune qui s'offre aux organisateurs de l'OBU et des mouvements avec lesquels une alliance ponctuelle est encore possible :

A public meeting was held in the Auditorium Hall, Montréal, at which the Italian situation was discussed. The speakers were as follows: J.S. Woodsworth, MP; M. Colasurdo, Secretary of the Matteoti Club; J. Shubert, J. Salerno, general organizer of the ACW [Amalgamated Clothing Workers Union of America]; A. Giovanitti, Secretary of the Italian Socialist Party in America; A. St. Martin, representing the French Communist Party (Independent), and J.A. St. Andre, OBU organizer. A large audience listened attentively to the addresses, which were delivered in French, Italian, and English. Comrade St. Andre spoke of the work his organization was doing and stressed the necessity of the working class organizing on the industrial field if they hoped to rid themselves of all dictators and parasites<sup>334</sup>.

---

<sup>329</sup> MG10 A142, GEB, 3 mai 1926, p. 2; JEB, 29 mai 1926, p. 1.

<sup>330</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 12 octobre 1926, p. 1.

<sup>331</sup> Voir à ce sujet : Roberto Perin, « Conflits d'identité et d'allégeance: la propagande du consulat italien à Montréal dans les années 1930 », *Questions de culture*, 2 (1982), p. 81-102; Filippo Salvatore, *Le fascisme et les Italiens à Montréal*, Montréal, Les éditions Guernica, 1995, 302 p.

<sup>332</sup> « Clothing Workers Oppose Fascism », *The Montreal Star*, 13 mai 1926, p. 6. L'ACWU se réunit en congrès à Montréal dans la semaine du 9 mai 1926.

<sup>333</sup> L'OBU s'inquiète également de l'implantation du Ku Klux Klan dans plusieurs régions du Canada à la même époque.

<sup>334</sup> « Anti-Fascisti Meeting », *OBU Bulletin*, 20 mai 1926, p. 6.

Au passage, on remarque que l'assemblée regroupe un mélange hétéroclite d'élus travaillistes – Woodsworth, Shubert–, d'organisations socialistes et communistes non affiliées à la 3<sup>e</sup> internationale – Matteotti Club<sup>335</sup>, Italian Socialist Party, French Communist Party– et de syndicats indépendants – ACWU, OBU. Le Parti communiste du Canada est absent, tout comme les syndicats affiliés à la FAT. Au sein de la gauche, une division de plus en plus marquée se cristallise ; le poids relatif de l'OBU reste relativement faible.

Malgré une assemblée organisée en juin au Temple du travail qui porte notamment sur les rapports entre les travailleurs des différentes communautés ethnoculturelles<sup>336</sup>, les activités de la section francophone perdent peu à peu de leur vigueur. Le secrétaire, J.-A. Langlois, est remplacé par un mineur de Nouvelle-Écosse, Edward S. Tournay<sup>337</sup>. C'est une période de flottement pour l'organisation. À la fin du mois d'août, les actions de Kerrigan à Montréal sont remises en question par le JEB : « (...) it was moved and seconded that Kerrigan be dropped, in so far as having full power on behalf of our organization in Montreal, and that the power be placed in the hands of Comrade St-André, it being understood that we were quite prepared to receive any voluntary assistance that Comrade Kerrigan could render »<sup>338</sup>.

Après Kerrigan, c'est au tour de Saint-André d'encaisser des critiques. Selon un membre du CLC de Winnipeg, M. Tanner, son travail ne donne pas les résultats escomptés : « (...) this crowd in Montreal, about whom Comrade St. Andre has sent in such glowing reports, were not the kind of material with which to build up our organization, as he had met them and was convinced that they would not be useful to this organization »<sup>339</sup>.

---

<sup>335</sup> Le Matteotti Club est une organisation antifasciste active au sein de la communauté italienne au Canada. Formée vers 1924, son principal organisateur à Montréal s'appelle Antonio Spada, lequel est considéré comme un « anarchiste » par les autorités consulaires italiennes. Le Club, nommé à la mémoire du député socialiste italien et martyr antifasciste Giacomo Matteotti (1885-1924), est surtout présent à Ville-Émard, dans le sud-ouest de la métropole, où plusieurs dizaines d'ouvriers d'origine italienne travaillent à l'usine de la Montreal, Light, Heat and Power Company. À ce sujet, voir : Franca Iacovetta et Robert Ventresca, « Italian Radicals in Canada: A Note on Sources in Italy », *Labour/Le Travail*, 37 (printemps 1996), p. 205-220 ; Salvatore, *Le fascisme et les Italiens à Montréal*, p. 267-288.

<sup>336</sup> Voir annexe 1, figure 8.

<sup>337</sup> Ministère du Travail du Canada, *Seizième rapport annuel sur l'organisation ouvrière au Canada (1926)*, Ottawa, F.A. Acland, 1927, p. 255.

<sup>338</sup> MG10 A142, JEB, 11 mai 1926, p. 2.

<sup>339</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 12 octobre 1926, p. 1.

Tanner fait-il référence aux communistes francophones? Quoi qu'il en soit, Saint-André passe maintenant presque autant de temps sur la route qu'à Montréal. On le retrouve à Winnipeg au mois d'octobre 1926<sup>340</sup>, puis au Cap Breton en Nouvelle-Écosse à la fin de l'année<sup>341</sup>.

En décembre, Saint-André trace un bilan de la situation à Montréal et propose des pistes pour relancer l'organisation :

Comrade St-André outlined the possibilities of doing good work there, as Montreal, he pointed out was a city of about a million of a population and a great industrial centre, and there was no organization of any kind except the machinists and other skilled workmen. He pointed out that the only way of getting in touch with those workers would be through a publication in the French Language, and if this was done, in a very short time, such a paper would be self-supporting. (...) Comrade St-André outlined the reason why the first attempt to publish a French Paper was a failure. In his opinion a paper in French should be started on a very small scale and he thought a paper such as the OBU Bulletin could be made a success<sup>342</sup>.

Saint-André n'aura pas le temps de mettre en branle ces propositions. Le 14 février 1927, sa « démission » est acceptée par les instances de l'OBU<sup>343</sup>. De retour de Nouvelle-Écosse, Saint-André doit une somme d'argent importante à l'organisation à la suite d'un détournement de fonds dans la caisse d'une unité syndicale à Sidney. Il propose à l'OBU de travailler gratuitement jusqu'à ce que sa dette soit remboursée<sup>344</sup>, ce que l'organisation refuse<sup>345</sup>. C'est sous d'autres cieux qu'il poursuivra son implication sociale et politique, notamment au sein de la section de la province de Québec du Parti ouvrier du Canada dont il devient le secrétaire-général en 1929<sup>346</sup>.

---

<sup>340</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 5 octobre 1926, p. 1.

<sup>341</sup> Ministère du Travail du Canada, *Seizième rapport annuel sur l'organisation ouvrière au Canada (1926)*, Ottawa, F.A. Acland, 1927, p. 52.

<sup>342</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 21 décembre 1926.

<sup>343</sup> MG10 A142, JEB, 14 février 1927, p. 2.

<sup>344</sup> MG10 A142, Executive Board, 16 mars 1927, p. 3.

<sup>345</sup> MG10 A142, JEB, 21 mai 1927, p. 1.

<sup>346</sup> Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 304 ; J.-A. Saint-André, *La technocratie par la démocratie industrielle*, Montréal, A. Lévesque, 1933, 201 p. Saint-André est également l'auteur de *La Démocratie de demain : un exposé des principes, buts, programme, constitution, règlements du Parti démocratie canadien* (Montréal, ca1936, s.e., 98 p.).



## 2.2 L'OBU dans le sud-ouest de Montréal (1927-1928)

Alors que la section francophone bat de l'aile et que l'unité présente aux ateliers Angus semble avoir rendu l'âme, l'OBU démarre une vaste campagne d'organisation « amongst the railroad men in the East »<sup>347</sup> afin de lutter contre la mise en place de mesures de cogestion dans l'industrie ferroviaire<sup>348</sup>. En échange de leur reconnaissance et de leur participation accrue dans la gestion de la production, des syndicats comme l'IAM s'engagent à accroître la productivité des travailleurs au sein de l'entreprise<sup>349</sup>. Dénonçant la collaboration de classe entre les dirigeants des syndicats internationaux et le patronat, l'OBU décide de concentrer ses efforts sur les ateliers du CNR de Stratford en Ontario et de Pointe Saint-Charles, où deux organisateurs – Foster et Tanner – sont envoyés<sup>350</sup>.

Le 6 janvier 1927, la campagne est officiellement lancée dans les pages du *OBU Bulletin*. On annonce la publication de 15 000 tracts dénonçant les manigances des entreprises ferroviaires. Dans un appel à une mobilisation large, on incite les travailleurs à s'auto-organiser. Le ton est très militant :

NOW, fellow workers, IS THE TIME TO ACT! Let the progressive workers in each locality take upon themselves the responsibility of getting amongst their fellow workers calling upon them to arrange meeting and discuss the problems that confront them. The fear that has been holding the workers for the past seven years is disappearing; 1927 has every indication that the working class in Canada are ready to take a step forward, increasing their wages and gaining conditions which have been lost<sup>351</sup>.

---

<sup>347</sup> MG10 A142, JEB, 31 décembre 1926, p. 1.

<sup>348</sup> Mieux connu sous le nom de « B & O Plan » en référence à la compagnie de chemin de fer Baltimore & Ohio, la première à introduire ces mesures au cours des années 1920 aux États-Unis.

<sup>349</sup> Sur le processus menant à la signature de ces ententes, voir : John Manley, « Does the International Labour Movement Need Salvaging ? : Communism, Labourism, and the Canadian Trade Unions, 1921-1928 », *Labour /Le Travail*, 41 (Printemps 1998), p. 157-159.

<sup>350</sup> MG10 A142, JEB, 31 décembre 1926, p. 2.

<sup>351</sup> « Militant Campaign to be Waged », *OBU Bulletin*, 6 janvier 1927, p. 6.

Réalisant que la situation est bloquée à Stratford, le JEB demande à deux autres organisateurs – Clancy et Cowie– de se rendre à Montréal<sup>352</sup>, où l'OBU a ouvert un local au 523, rue Wellington pour faciliter ses efforts d'organisation et de propagande<sup>353</sup>.

Le 27 janvier, le *Bulletin* rapporte que sa campagne à Pointe-Saint-Charles reçoit un accueil favorable :

The shopmen in Montreal are restless, and no better proof of this can be given than the enthusiastic way they have received the OBU organizers and the genuine desire they have manifested to read our propaganda. The first of a series of mass meetings was held last Sunday in a large hall in Point St. Charles. It was filled to capacity and close attention was paid to what the OBU organizers had to say. They dealt with the history of the shop workers for the past few years, and threw considerable light on the B & O scheme of co-operation. The bonus increase (?) was also gone into, and keen interest was displayed by those present, in our analysis of the situation. That we had stated the facts that they every day experience in the shops, was made clear in the interesting period of questions and discussion that followed the address. When the meeting did adjourn, so many were reluctant to leave that it looked as though it had not ended. As a parting enjoinder, the organizers were requested to secure more leaflets and to hold further meetings. In accord with their desires another meeting will be held at White's Hall tomorrow (Thursday) night<sup>354</sup>.

À en croire ce rapport, les travailleurs rencontrés par le syndicat font preuve d'une combativité qui rappelle celle de la « révolte ouvrière » de 1919 :

Not since 1919 has there been so much enthusiasm displayed by the workers in the Point St. Charles Shops and if this desire for information and thirst for knowledge grows (and all indications point to it growing), then, by spring, there will be no question about duplicating the attendance of the 1919 open-air mass meetings, when Tallon and Dickie were advocating the OBU. It can be definitely stated that these workers are taking a whole-hearted interest in their own affairs, that augurs well for the future of the OBU in the East<sup>355</sup>.

---

<sup>352</sup> MG10 A142, JEB, 15 janvier 1927, p. 1.

<sup>353</sup> « Shopmen Rally to Hear OBU Speakers », *OBU Bulletin*, 27 janvier 1927, p.6.

<sup>354</sup> *Ibid.* Le White's Hall Cafe est situé au 563 Wellington, juste à côté des ateliers du CNR et du local de l'OBU.

<sup>355</sup> *Ibid.*

La campagne se poursuit tout au long du mois de février. L'OBU recrute près de 120 nouveaux membres et multiplie les assemblées publiques, lesquelles se déroulent en anglais et en français<sup>356</sup>. Le syndicat en profite pour traduire sa constitution et plusieurs de ses tracts afin de rejoindre les travailleurs francophones<sup>357</sup>. Une section syndicale, la Transportation Unit #4, est officiellement formée; elle fait son apparition dans le répertoire du *Bulletin* le 4 avril 1927. Simultanément, les deux autres sections montréalaises – les Metal Trades Unit et French Unit– disparaissent de la liste des unités actives, sans doute parce qu'elles n'ont pas payé leurs cotisations depuis plus de 12 mois<sup>358</sup>.

### 2.2.1 La Transportation Unit #4

Profitant de l'arrivée du printemps, les organisateurs de la One Big Union organisent, sur l'heure du diner, une série d'assemblées aux portes des ateliers. Le *Bulletin* poursuit sa couverture de la campagne d'organisation à Pointe Saint-Charles et décrit de quelle manière s'y prennent les militants de l'OBU pour rejoindre les ouvriers, évoquant au passage les embûches auxquelles ils font face :

Last Wednesday, in spite of the attempt to stop meetings, the OBU organizers appeared at the shop gate and held a meeting on a vacant lot just a short distance from the shop gates. Comrade Clancy started to speak at 12.25 and used the entire time until 12.55 in speaking and answering questions. Only one new face appeared from the opposition quarters; they are getting weaker all the time both in numbers and mentality (...). In the shops the same old intimidation tactics are being employed that have been used against OBU members all over the country. No doubt you boys in Winnipeg and other points in the West are familiar with them : "If you don't join the AF of L and if a lay-off takes place, the OBU men will be the first to go; we will soon the [sic] rid the shops of all OBU men by this method"<sup>359</sup>.

La réponse de l'OBU à ces critiques est à la fois cinglante et pleine d'assurance:

---

<sup>356</sup> « Railroaders' Section », *OBU Bulletin*, 3 février 1927, p. 1.

<sup>357</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 6 avril 1927, p. 1 ; JEB, 16 avril 1927, p. 3.

<sup>358</sup> MG10 A142, JEB, 2 avril 1927, p. 4.

<sup>359</sup> « Railroaders' Section », *OBU Bulletin*, 5 mai 1927, p. 6.

Just a word at this point as to the OBU men being laid off. The boss today demand efficiency; that is the first essential from a profit point of view; and that is the determining factor in the worker holding a job. Now, what we do find in Point St. Charles shops? The most efficient men are members of the OBU – and it is logical that this should be so, they have used “their brains” so far as organization is concerned; they are better developed mentally, and that developed mentality must reflect itself on the job; in other words : they are the best men on the job. This the boss knows full well, and let me say if a lay-off occurs it will be the “dumbbells” who will get it. (...) The work at hand at the moment, fellow workers, is to better understand our relation to the wages system, under which we now operate, and with that understanding build a class form of organization and march forward to our emancipation. Let’s not forget our slogan “Watch Us Grow!”<sup>360</sup>.

Confiant du succès remporté par la campagne, l’OBU transfère deux de ses organisateurs vers le nord de l’Ontario<sup>361</sup>. Ceux qui restent à Montréal, soit Thomas M. Dunn et Frank Cowie, poursuivent leur travail au cours de l’été. Ils se tournent du côté des abattoirs où une section réussit à se former. Elle est présidée par John Brammal, un boucher du quartier Victoriatown<sup>362</sup>.

À la fin du mois d’août, la Transportation Unit écrit à l’OBU pour demander l’envoi immédiat d’organisateur dans les ateliers, à défaut de quoi la section risque de perdre rapidement ses membres<sup>363</sup>. Les gains réalisés au printemps sont fragiles et l’OBU doit redoubler d’ardeur pour ne pas perdre de terrain.

### 2.2.2 Une croissance soutenue

Au cours de l’automne 1927, l’OBU voit ses efforts récompensés. L’organisation peut compter sur trois unités actives dans le sud-ouest de Montréal. En plus de la section formée aux ateliers du CNR, l’OBU parvient à recruter plusieurs centaines de travailleurs dans les abattoirs et l’industrie des salaisons. S’ajoute bientôt un groupe de salariés de la

---

<sup>360</sup> *Ibid.*

<sup>361</sup> MG10 A142, JEB, 21 mai 1927, p. 2-5 ; JEB, 9 août 1927, p. 2.

<sup>362</sup> MG10 A142, JEB, 12 juillet 1927, p. 1.

<sup>363</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 16 août 1927, p. 1.

Montreal, Light, Heat and Power Company (MLHP) qui décide de quitter la FAT pour rejoindre la centrale ouvrière canadienne. L'exécutif de cette Union des ouvriers gaziers, qui représente la majorité des 168 employés à l'usine de Lasalle et celle d'Hochelaga de la MLHP, est formé du président W.J. Jones, du vice-président Jos. Pelchat, du secrétaire Louis Beaudoin et du trésorier Albert Cadieux<sup>364</sup>. Les deux nouvelles sections – les Packing House Workers Unit et Gas Workers Unit– apparaissent dans le répertoire du *OBU Bulletin* au mois de septembre 1927.

Ces nouvelles adhésions ne passent pas inaperçues. Le *Bulletin* rend compte de leurs moindres faits et gestes. Dans le numéro du 1<sup>er</sup> septembre 1927, un travailleur décrit les activités de la Pt. St. Charles Transportation Unit. Sa section organise deux meetings par semaine aux portes de l'atelier. Les militants y présentent notamment les concepts importants à la base de l'OBU dans un discours empreint de radicalité et de pragmatisme :

The great truth about the OBU is that it is not an end in itself but a means to an end. This means that the men on the job will build up an organization with rank and file control, the construction of which must be flexible enough to adapt itself to the desires of the rank and file, meeting our problems as they arise, whether that problem be a demand on the job or the abolition of the existing order. It is an organization in which the workers can band themselves together with a common objective in view. It is the form of organization we are forced to adopt in the course of the class struggle. It is therefore the form of organization that will triumph when the final battle is fought<sup>365</sup>.

Dans le même numéro, un membre de la Packing House Workers Unit fait état des progrès rapides de sa section et annonce la syndicalisation prochaine de toute l'industrie, qui compte des milliers d'ouvriers à Montréal : « Many will ask : How do you do it? The answer is simple : the economic conditions are ripe for organization and each member has accepted the responsibility which the organization imposed upon him – to do his utmost to bring the question of organization to the attention of his fellow worker »<sup>366</sup>. Selon ce syndiqué, l'OBU est une forme d'organisation très simple. La majorité des travailleurs

---

<sup>364</sup> « OBU Directory », *OBU Bulletin*, 29 septembre 1927, p. 6 ; Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 304.

<sup>365</sup> A Pt. St. Charles Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 1<sup>er</sup> septembre 1927, p. 6.

<sup>366</sup> *Ibid.*

comprennent facilement son fonctionnement et ses objectifs, surtout si on les explique simplement, dans les mots utilisés par les ouvriers.

De tels rapports sont publiés sous forme de chronique hebdomadaire tout au long de l'automne 1927 et servent à des fins de recrutement et de propagande, y compris à l'extérieur de Montréal. Ils permettent de montrer que le syndicat est bien vivant et continue de se développer dans la métropole industrielle du Canada. C'est ainsi que le 8 septembre, des nouvelles encourageantes sont publiées sur la Gas Workers Unit. En trois semaines, le membership de la section est passé à 65 membres : « They also report that arrangements have been made to hold a meeting of the linemen employed by the same company »<sup>367</sup>. L'article se termine par des commentaires élogieux sur la capacité d'auto-organisation de ses membres, « unequaled by no other unit in the organization »<sup>368</sup>.

La semaine suivante, c'est au tour de la section dans les abattoirs à rapporter d'importants progrès :

The past week's activities started with a meeting on Sunday, Sept. 4th, when we were successful in enrolling 41 new members. A further meeting was held on Thursday, Sept. 8th, at which we signed up 9 members. At this meeting, it was decided to hold another meeting on Friday to cope with the enthusiasm of the members who had possibilities of signing up more new members. The meetings proved that the activities of the workers were certainly worthy of consideration, in view of the fact that 7 new members were signed up. This made a total of 57 for the week, a record indeed, this being the largest number of new members signed in any single week since the organizing of the unit. I may state that the last 7 included 2 lady members, which proves conclusively that the female section of the workers employed in the packing house industry have also realized the necessity of organization (...) <sup>369</sup>.

À côté de ces nouvelles encourageantes, le *Bulletin* se montre plus critique face à la situation prévalant du côté des ateliers du Canadien National. Un militant de la section dénonce l'attentisme et la docilité de ses compagnons de travail. Il tente de fouetter les

---

<sup>367</sup> « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 8 septembre 1927, p. 6.

<sup>368</sup> *Ibid.*

<sup>369</sup> A Packing House Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 15 septembre 1927, p. 6.

troupes : « Pt. St. Charles workers, now is your opportunity to show that you are men! Jump into the fight right now! Then we will continue to go forward and be able to bury the old fossilized A.F. of L. »<sup>370</sup>

Face à ce constat plutôt négatif, le *Bulletin* choisi de faire le point dans son numéro suivant : « The established units, no doubt, realize that today we are going through what they have experienced in the past, and at the moment we are in what could be correctly termed : our propaganda stage »<sup>371</sup>. Plusieurs ouvriers qui s'étaient ralliés au début de la campagne d'organisation ont quitté le bateau une fois les premières secousses rencontrées. L'auteur explique la cause de ces reculs : « At the moment, in the Pt. St. Charles shops, there is a perpetual struggle going on between the workers and the leaders of the A.F. of L. who are becoming desperate, due to the loss of a large number of dues paying members. Records are being hunted up at headquarters and the names of the delinquents are being handed to the parasites in the shops who pose as leaders. Here is where the dirty work begins »<sup>372</sup>. Parmi les tactiques employées, on laisse courir la rumeur que les ouvriers qui ne sont pas membres de l'AFL seront les premiers congédiés lors de la prochaine vague de licenciements.

L'article se termine sur une note militante, empreint d'une certaine virilité typique d'une culture ouvrière masculine<sup>373</sup> :

A corresponding number who have had the courage of their convictions have joined up, and let me say right now, these are the kind of men we want : men who had the courage to leave the A. F. of L. in the face of all their threats and bullying methods, and join up at a time when the real fight is in progress. Fighting men are the men we want in the building of a real labor movement<sup>374</sup>.

---

<sup>370</sup> *Ibid.*

<sup>371</sup> A Pt. St. Charles Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 22 septembre 1927, p. 7.

<sup>372</sup> *Ibid.*

<sup>373</sup> À ce sujet, voir notamment : McCallum, « *A Modern Weapon for Modern Man* », 146 p.

<sup>374</sup> *Ibid.*

### 2.2.3 La question linguistique

Le développement de l'OBU dans le sud-ouest de Montréal se fait dans un contexte où la capacité de ce syndicat à communiquer en français est de toute première importance. D'après les données du recensement de 1921, ce secteur compte environ 30% de résidents d'origine française<sup>375</sup>. Une fois de plus dans la courte histoire de l'OBU, la question linguistique est mise en relief comme l'un des aspects clé de tout travail d'organisation :

(...) in the early stages of organization, we had a great deal of difficulty owing to the fact that there are two languages in Montreal. French constitutions and propaganda literature had to be translated from the English, and a French speaker had to be obtained for the open meetings. Our French comrades have proved that the work done at that time was not in vain. We have today in our unit members who can present the policy of the OBU in a clear and efficient manner to any body of workers, in either English or French, and, fellow workers, wherever there is organizing work to be done, there is where you will find them<sup>376</sup>.

Le 20 septembre, l'exécutif du Central Labor Council de Winnipeg discute de la possibilité de traduire des nouvelles de Montréal en français en vue de leur publication hebdomadaire dans le *Bulletin*<sup>377</sup>. Une telle démarche laisse supposer que l'OBU ne compte pas de militants francophones en mesure d'écrire de tels articles, ou que l'exécutif en vient à considérer qu'aucun membre n'est capable de le faire directement en français. On peut aussi penser que l'exécutif, formé majoritairement d'anglophones unilingues, souhaite avoir un contrôle sur le contenu du journal. Des militants de Winnipeg, tels que Marshall Gauvin<sup>378</sup>, sont mentionnés comme traducteurs potentiels, sans que cela ne fasse l'unanimité dans l'équipe de rédaction : « Comrade Moore then pointed out that he thought it would be more satisfactory to have the translating done in Montreal »<sup>379</sup>.

---

<sup>375</sup> Ministère du Commerce, *Sixième recensement du Canada, 1921*, Volume 1, Ottawa, F.A. Acland, 1924, p. 367. Les données sont celles de la circonscription fédérale de Sainte-Anne.

<sup>376</sup> A Pt. St. Charles Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 8 septembre 1927, p. 6.

<sup>377</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 20 septembre 1927, p. 2.

<sup>378</sup> Marshall Jerome Gauvin (1881-1978) est un militant d'origine acadienne. Né dans la région de Moncton, il s'établit en 1926 à Winnipeg à l'invitation de la One Big Union. Gauvin anime pendant une quinzaine d'années des conférences publiques hebdomadaires sur la libre-pensée. À ce sujet, voir : <http://umanitoba.ca/libraries/units/archives/collections/rad/gauvin.html> (consulté le 1er janvier 2013).

<sup>379</sup> MG 10, A3, Winnipeg CLC, 20 septembre 1927, p. 2.



Le 29 septembre, pour la première fois, un texte en français est publié dans le *Bulletin*. Il est suivi d'un deuxième article au mois novembre. Il s'agit, dans les deux cas, de textes d'analyse portant sur les classes sociales. Le premier, intitulé « Manœuvre », offre une apologie du travail manuel et questionne la place qui lui est réservée dans la société capitaliste. La conclusion de l'article nous permet d'entrevoir plus clairement à qui l'OBU tente de s'adresser :

(...) le manœuvre est le premier producteur, le principal pourvoyeur de la société. Il est la base du monde économique, il est le fondement de la richesse, l'être indispensable. Notre société pourrait à la rigueur se passer des savants dont les inventions servent parfois à détruire la vie humaine plutôt qu'à l'entretenir; le monde pourrait vivre sans bijoutiers dont les devantures éblouissent par l'éclat de l'or et des pierres précieuses; nous pourrions nous passer des compagnies de prêt, des banques, des marchands d'immeubles, des agents de la finance, des courtiers, des spéculateurs en grain qui jouent avec ce qui a coûté tant de travail pénible dans les champs; les ouvriers pourraient à la rigueur vivre sans les assurances sur la vie qui enrichissent tant les capitalistes; mais le monde ne peut pas exister sans cet homme au visage basané, cet homme vêtu de la salopette, qu'il soit mineur, bûcheron, moissonneur, aide dans les abattoirs ou les ateliers de chemins de fer, c'est toujours le manœuvre, l'homme de peine, toujours à la peine et jamais à l'honneur<sup>380</sup>.

Sous le titre « Travailleurs », le deuxième article est également un vibrant plaidoyer anticapitaliste. Il se termine par un appel à l'organisation des travailleurs canadiens-français :

Votre salut est dans l'association unique, l'Union Générale de *tous les travailleurs*. Vous le savez, mais vous hésitez par une sorte de crainte ancestrale qui remonte au temps de l'esclavage et de la féodalité. Secouez le joug. Haut les cœurs. L'Union fait la force.

Maintenant plus de syndicats de métier, plus de petites coteries de boutique impuissantes et souvent contrôlées par le bourgeois. Il n'y a qu'une union qui compte pour vous sauver des rapacités du capitaliste, c'est la Grande Confrérie Générale, l'OBU, One Big Union.

Lorsque vous serez unis de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, lorsque, vous donnant la main, vous formerez une immense chaîne du

---

<sup>380</sup> M.N., « Manœuvre », *OBU Bulletin*, 29 septembre 1927, p. 7.

Soleil Levant au Soleil Couchant, à travers les Laurentides, la prairie et les Montagnes Rocheuses, lorsque vous serez tous dévoués aux intérêts généraux de la classe ouvrière, alors seulement vous pourrez dicter vos volontés à vos ennemis naturels qui sont les capitalistes comme les chats sont les ennemis naturels des souris.

Pour faire vite il faut non seulement que chacun de vous se joigne à la Grande Union, mais il faut que chacun de vous se fasse un devoir de se tripler en enrôlant deux autres membres.

Il faut que *chacun de vous* devienne un apôtre par sa parole persuasive et infatigable. En se multipliant ainsi par trois vous verrez à quelle vitesse la Grande Union se propagera parmi les travailleurs Canadiens-Français comme elle s'est propagée parmi vos frères de langue anglaise<sup>381</sup>.

Il n'y aura pas de suite à cette expérience de publication en français. Aucun bilan n'en sera tiré formellement dans les instances du syndicat. Toutefois, de plus en plus de textes en anglais sur les conditions de travail au Québec font leur apparition dans les pages du journal. Ces articles sont la plupart du temps signés par M.N., sans qu'il nous soit possible d'identifier clairement cet auteur.

#### 2.2.4 Des syndicats et leur communauté

Les articles traitant de la campagne de l'OBU dans le sud-ouest de Montréal nous permettent d'en savoir plus sur certaines de ses méthodes d'organisation et de mieux comprendre la place occupée par le syndicat dans la vie sociale de la communauté. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, le sud-ouest « s'articule autour du canal Lachine et comprend de petites villes fortement industrialisées, avec une population massivement ouvrière. La présence du canal et des voies ferrées y sont des facteurs d'agglomération déterminants, attirant plusieurs grandes entreprises dont les travailleurs s'installent à proximité »<sup>382</sup>. Un processus de fusion amène ces villes – Saint-Gabriel, Sainte-Cunégonde, Saint-Henri, Côte-Saint-Paul, Ville-Émard – dans le giron de Montréal. Au cours des années 1920, ces quartiers se stabilisent sur un plan démographique et gardent les caractéristiques héritées des périodes

---

<sup>381</sup> « Travailleurs », *OBU Bulletin*, 10 novembre 1927, p. 7.

<sup>382</sup> Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, p. 193-194.

antérieures. Le sud-ouest reste donc marqué par la présence de zones manufacturières côtoyant « des secteurs résidentiels où vit une population ouvrière assez pauvre »<sup>383</sup>.

Alors que les organisateurs de l'OBU s'efforcent, par leurs discours aux portes des ateliers du CNR, d'éduquer et de recruter les ouvriers, les deux autres sections actives dans le sud-ouest emploient d'autres moyens pour rejoindre les travailleurs. Ainsi, le *Bulletin* nous apprend que les ouvriers du gaz affiliés à l'OBU organisent, au mois d'octobre, ce qu'ils appellent un « smoker », qu'on pourrait traduire par « concert boucane »<sup>384</sup> ou « concert tabagie »<sup>385</sup>. Il s'agit d'une activité sociale où sont invités l'ensemble des travailleurs de l'usine, de même que les membres des autres unités de l'OBU à Montréal et leurs alliés. L'objectif est simple : regrouper les travailleurs à l'extérieur du cadre formel de l'usine.

Comme l'explique un membre du syndicat, « our Unit recognizes that man is a social creature and more differences can be cleared away over a pot of beer and a pipe of "Tabac Canadien" than in most any other way »<sup>386</sup>. C'est également l'occasion de rencontrer des collègues qui sont affectés à d'autres quarts de travail ou à d'autres tâches dans l'entreprise, comme les monteurs de ligne : « These men, like ourselves, have been organized in the A.F. of L. and know, by bitter experience, just what that means »<sup>387</sup>.

Le 27 octobre, le *Bulletin* rapporte que le « concert boucane » organisé par l'Union des gaziers a été un franc succès :

There was a bumper crowd, a crowd... well, you know what sort of a gang turns to a smoker. All good fellows, everyone of them, bent on an evening's enjoyment, amiable, fond of a joke, good-natured to an extreme and ready to assist with a song or join in the chorus. Right on time, the tobacco and pipes were passed around, followed by that cheery eye-opener which makes everyone feel at home. It was a typical workers' gathering : Men from the packing plants were there, and some were from

---

<sup>383</sup> *Ibid.*, p. 357.

<sup>384</sup> « Le coin des Unions locales », *Le Monde ouvrier*, 8 août 1925, p. 2.

<sup>385</sup> *Ibid.*

<sup>386</sup> Gas Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 29 septembre 1927, p. 7.

<sup>387</sup> A Gas Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 22 septembre 1927, p. 7.

the railroad shops; there were ‘trouble-shooters’, platform men, barnmen, line-men, gas plant workers, and even a few friendly policemen. There was a galaxy of talent, vocal, instrumental, and oratorical. (...) We secured sixteen new members that night, and this result alone, is worth all the efforts that were put forth<sup>388</sup>.

La Packing House Workers Unit utilise sensiblement les mêmes moyens pour arriver à des résultats similaires. Pour recruter un collègue de travail dans le syndicat, un membre offre ce conseil : « show him the social side of the unit, and the good times we have planned during the winter season, and I have no doubt you will make him eager to see for himself the good things that are in store for him »<sup>389</sup>.

Le 17 novembre, la section annonce dans le *Bulletin* son intention d’organiser une série d’activités sociales au cours de la saison morte. Le premier évènement, une soirée de cartes et de danse, doit avoir lieu à la Salle Auditorium le 19 novembre : « This event will undoubtedly show our friends, and incidently our enemies, that the OBU is well established in Montreal »<sup>390</sup>. Des billets sont vendus dans des usines à travers la ville et aux locaux du syndicat, situés au 537, rue Wellington.

Ces efforts ne sont pas sans rappeler l’importance accordée par l’OBU aux activités dans la communauté. À Winnipeg, où l’organisation est bien implantée, l’OBU est propriétaire d’un gymnase où sont enseignés les rudiments de la boxe et de la lutte, d’un camp à la campagne où les enfants des familles ouvrières peuvent passer leurs vacances d’été, d’une bibliothèque, d’une maison d’édition, d’un centre socioculturel où se tiennent des fêtes et des rencontres diverses, etc. Le syndicat est appelé à jouer un rôle important dans la vie quotidienne de ses membres et de leurs familles, rôle qui va bien plus loin que la défense de leurs intérêts économiques immédiats. Ces activités sont régulièrement publicisées dans les pages du *Bulletin*.

---

<sup>388</sup> A Gas Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 27 octobre 1927, p. 7.

<sup>389</sup> A Packing House Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 6 octobre 1927, p. 7.

<sup>390</sup> A Packing House Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 17 novembre 1927, p. 7.

### 2.2.5 Le déclin

À la fin du mois d'octobre 1927, Thomas Dunn informe les membres du Joint Executive Board que l'OBU compte à Montréal « 389 members in the Packing Plant Workers Unit, 98 in the Gas Workers, and 36 left in the Point St. Charles Unit »<sup>391</sup>. Pour la première fois depuis cinq ans, l'organisation compte plus de 500 membres dans la métropole. L'organisateur se montre optimiste quant aux chances d'effectuer une percée parmi les travailleurs du réseau de transport municipal, « many of them claiming their union was run by a clique »<sup>392</sup>. Pour l'OBU, ces résultats encourageants sont malheureusement de courte durée. Le syndicat fait bientôt face à une contre-offensive patronale et à des manœuvres de la FAT qui lui font perdre ses assises dans le sud-ouest.

Le 3 novembre 1927, un membre de la Packing House Workers Unit décrit les tactiques de l'employeur pour se débarrasser du syndicat : d'abord, la collecte d'information à l'aide de « stool pigeons »; ensuite, le congédiement des militants les plus actifs; enfin, l'augmentation des salaires de quelques travailleurs triés sur le volet. Un syndiqué rapporte que, heureusement, « (...) the worker arrives at the logical conclusion that if a 40 per cent organization is sufficient to make the boss sit up and take notice and give an increase of from three to five cents per hour to a minority of the workers, then 100 per cent organization would mean an increase for every man on the job »<sup>393</sup>.

Les conditions de travail dans les abattoirs et l'industrie des salaisons sont très dures. À l'automne, les ouvriers y travaillent 80 heures par semaine pour un salaire hebdomadaire d'environ 35\$. Une fois le « Fall Rush » terminé, la majorité d'entre eux sont mis à pied pendant les mois d'hiver. Le syndicat insiste sur l'importance de profiter de l'automne pour s'organiser :

Here we are once again working ourselves to a standpoint day after day and receiving just the bare daily rate. Can you not realize, fellow workers, that the time for organization is most appropriate? Can you not see for

---

<sup>391</sup> MG 10, A3, JEB, 27 octobre 1927, p. 1.

<sup>392</sup> *Ibid.*

<sup>393</sup> A Packing House Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 3 novembre 1927, p. 7.

yourselves the actual necessity of organization of our forces so that when the next rush comes along we shall be in the position to state our demands to the boss without fear of discrimination ?<sup>394</sup>

Le 29 novembre 1927, Cowie indique au JEB que les membres de la Packing House Workers Unit « expected a lay-off in the packing industry in the very near future »<sup>395</sup>. L'unité n'arrive pas à survivre jusqu'à l'automne suivant. Le 10 juillet 1928, Cowie informe l'OBU qu'il a reçu une lettre de l'ex-secrétaire de la section lui apprenant sa dissolution. Ce dernier s'apprête à diviser les fonds de l'unité avec un autre ex-membre, le camarade Smith<sup>396</sup>. L'OBU refuse cette demande : en attendant sa réorganisation, les cotisations restantes dans la caisse du syndicat doivent être retournées à Winnipeg<sup>397</sup>.

La situation est également difficile aux ateliers du CNR de Pointe Saint-Charles, où le travail des organisateurs de l'OBU devient de plus en plus ardu. Non seulement ces derniers craignent d'être arrêtés par la police lorsqu'ils prennent la parole aux portes des ateliers<sup>398</sup>, mais ils sont de plus en plus tributaires des conditions météorologiques pour faire leur travail d'agitation et de propagande. En décembre 1927, l'OBU met un terme à ces activités : « Owing the terrible weather which has prevailed in Montreal for the past month, noon-hour meetings, which have been held at the shop gates twice weekly, have become impossible »<sup>399</sup>. Selon Cowie, la FAT profite de la situation pour prétendre que l'OBU est disparue et propage de fausses rumeurs sur la probité des organisateurs, minant ainsi « the educationnal work done by the organizers in Montreal »<sup>400</sup> sur le syndicalisme de classe.

Un autre facteur leur complique la tâche : à Winnipeg, un ouvrier vient d'être congédié à cause de son affiliation à l'OBU. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans les ateliers du CNR à Montréal, causant un certain émoi. Devant ces nouvelles

---

<sup>394</sup> A Packing House Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 13 octobre 1927, p. 7.

<sup>395</sup> MG10 A142, JEB, 29 novembre 1927, p. 1.

<sup>396</sup> MG10 A142, JEB, 10 juillet 1928, p. 1.

<sup>397</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>398</sup> MG10 A142, JEB, 11 octobre 1927, p. 1. Des amendes de 50\$ peuvent leur être imposées.

<sup>399</sup> A Railroad Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 1<sup>er</sup> décembre 1927, p. 7.

<sup>400</sup> *Ibid.*

embuches, l'OBU n'est pas en mesure de reprendre le terrain perdu, malgré les efforts de Cowie pour rallier les anciens membres de l'unité<sup>401</sup>.

Selon toute vraisemblance, l'Union des gaziers met également fin à ses activités au cours de la même période. Selon Dansereau, « les dures négociations de 1927 avec la MLHP semble [sic] avoir eu raison de la section de l'OBU »<sup>402</sup>. Sa dissolution n'est toutefois rendue publique qu'un an plus tard dans les pages du *Bulletin*<sup>403</sup>.

Le 17 décembre 1927, le Joint Executive Board de l'OBU fait le constat suivant :

After the whole Montreal situation had been reviewed and the possibilities of doing further organizing work during the winter months had been gone into, it was moved and seconded that we withdraw our organizers from the Montreal field at the present time until a more suitable opportunity for organizing work presented itself<sup>404</sup>.

Dans les semaines qui suivent, le travail de Thomas Dunn comme organisateur à Montréal est durement critiqué<sup>405</sup>. Selon plusieurs membres du Joint Executive Board, il manque d'initiative et n'a pas l'étoffe d'un vrai organisateur. Le secrétaire de l'OBU, R.B. Russell, « showed the decline in membership which had been taken place when Comrade Dunn and the other organizers were working in that territory, and pointed out that while new members were being signed up, we were losing those who had previously joined up by allowing them to become lax in the payment of their monthly dues »<sup>406</sup>.

Au cours de l'automne, l'OBU a donc perdu à Montréal autant de membres qu'elle en a gagné, malgré le fait que certaines unités n'aient exigé que 0,50\$ comme frais d'initiation au syndicat<sup>407</sup>, au lieu de 2\$, comme le prévoit la constitution<sup>408</sup>. Les approches

---

<sup>401</sup> MG10 A142, JEB, 29 novembre 1927, p. 1.

<sup>402</sup> Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 304.

<sup>403</sup> La dernière mention de la Gas Workers Unit apparaît dans le répertoire du *Bulletin* le 27 décembre 1928.

<sup>404</sup> MG10 A142, JEB, 17 décembre 1927, p. 1.

<sup>405</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 20 décembre 1927, p. 2.

<sup>406</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>407</sup> A Packing House Worker, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 22 septembre 1927, p. 7.

<sup>408</sup> MG10 A142, JEB, 7 octobre 1927, p. 1.

faites quelques mois plus tard par un groupe de travailleurs n'y changeront rien<sup>409</sup> : l'OBU ne parvient pas à mettre sur pied de nouvelles unités à Montréal au cours de la période étudiée.

### 2.3 L'OBU en Abitibi et dans le Témiscamingue (1927-1928)

Avant que l'OBU n'amorce son déclin à Montréal, le syndicat décide d'envoyer dans le nord de l'Ontario l'un de ses organisateurs les plus chevronnés, Thomas « Tommy » B. Roberts. Le *Bulletin* ne tarit pas d'éloge à son égard : « He has worked in most of the metal mines on the North American Continent. Moreover, he is familiar with the theoretical side of mining as he is with the practical end of it »<sup>410</sup>. L'organisation voit un potentiel immense dans cette région, qui connaît un « boom » minier depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Roberts entrevoit rapidement la possibilité d'effectuer du recrutement du côté québécois, dans la région de Rouyn, où commence l'exploitation d'importantes mines d'or et de cuivre. Une entreprise formée par un groupe de capitalistes new-yorkais, la société Noranda Mines Limited, y établit la ville de Noranda sur les bords du lac Osisko en 1926 pour y regrouper les employés de sa mine. À environ 1 km, de l'autre côté du lac, se trouve la ville de Rouyn. Ces villes jumelles sont loin d'être identiques : alors que Noranda « est considérée à l'époque comme un modèle d'organisation pour une ville de compagnie nordique »<sup>411</sup>, Rouyn « (...) se développe sous le signe de la spéculation foncière et son aménagement arrive difficilement à suivre le rythme du peuplement »<sup>412</sup>. Au début des années 1930, elle devient « une grande ville commerciale à la vie nocturne animée »<sup>413</sup>.

Les travailleurs qui s'établissent dans la région viennent de différents horizons. Beaucoup partent des villes minières du nord de l'Ontario. D'autres sont des immigrants européens arrivés depuis peu au Canada. On compte aussi un certain nombre de Canadiens français, venus d'Ontario et des autres régions du Québec. Afin d'arriver à recruter de

---

<sup>409</sup> MG10 A142, JEB, 24 mars 1928, p. 1-2.

<sup>410</sup> « OBU Man to represent miners », *OBU Bulletin*, 1<sup>er</sup> mars 1928, p. 1.

<sup>411</sup> Benoît-Beaudry Gour, *L'Abitibi-Témiscamingue*, Université Laval, Les Éditions de l'IQRC, 2007, p. 126.

<sup>412</sup> *Ibid.*

<sup>413</sup> *Ibid.*



nouveaux membres, l'OBU a besoin d'un organisateur francophone qui comprenne le fonctionnement et les objectifs du syndicat. Le choix de l'OBU s'arrête sur A. Got, qui collabore au *Bulletin* depuis près de deux ans. Le Joint Executive Board pense qu'il peut permettre de combler plusieurs besoins : « (...) he understood the general movement and the OBU ideas fairly well and (...) he was capable of correctly translating articles and leaflets into the French Language »<sup>414</sup>.

Got est d'abord envoyé du côté ontarien dans la ville de Kirkland Lake. Il est encore en probation et reçoit un salaire de 25\$ par semaine<sup>415</sup>. Une semaine à peine après son embauche, il complète la traduction de plusieurs tracts en français. Plutôt que d'effectuer le tirage habituel de 10 000 copies, le JEB décide de faire des plaques pour en imprimer au besoin<sup>416</sup>.

Son travail de terrain dans le nord du Témiscamingue débute à la fin du mois de décembre. Dans les récits publiés par le syndicat, la région prend des allures de Far-West. Le *Bulletin* rapporte l'aventure rocambolesque de Roberts à travers la forêt boréale. Parti de Kirkland Lake avec une grande quantité de journaux et de tracts, il s'arrête à Rouyn pour y rencontrer des mineurs. Il visite ensuite Nipissing Mine, puis se rend à Metcalfe Mine. Sur son chemin, alors qu'il traverse un lac gelé, Roberts croise une meute de loups affamés. Il parvient à les repousser... grâce au faisceau de sa lampe de poche!<sup>417</sup> Citant en exemple le courage de Roberts, le secrétaire de l'OBU, R.B. Russell, profite de l'occasion pour encourager les membres à faire leur part pour l'organisation :

Well, such is the life of an organizer in the mining area, and many of those who work in the shops and in industrial plants who feel they are endangering themselves by talking class unionism to their workmates would do well to reflect upon the very real dangers that continually confront the organizers of the organization while carrying on the work they have been instructed to do by the rank and file. Talking to one's workmate or even to a group about the advisability of joining up in a rank

---

<sup>414</sup> MG10 A142, Winnipeg CLC, 15 novembre 1927, p. 2.

<sup>415</sup> *Ibid.*

<sup>416</sup> MG10 A142, JEB, 22 novembre 1927, p. 1.

<sup>417</sup> Secretary, « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 22 décembre 1927, p. 7.

and file organization is a Sunday school picnic compared to some of the tasks the organizers in the field are confronted with<sup>418</sup>.

À la fin du mois de janvier 1928, la campagne de l'OBU dans le nord de l'Ontario et l'Abitibi-Témiscamingue commence à porter fruit. Dans un article publié dans le *Bulletin*, Roberts mentionne que le syndicat a réussi à établir des sections à Kirkland Lake, Gowganda, Timmins et South Porcupine, « not to mention the extensive propaganda now being carried on in the Rouyn field »<sup>419</sup>. Les premiers résultats du côté québécois sont plutôt modestes, mais le *Bulletin* reste positif. C'est ainsi que le 12 avril 1928, un article rapporte qu'à Rouyn, 8 nouveaux membres ont adhéré au syndicat en une semaine<sup>420</sup>.

Le mois suivant, l'OBU organise une assemblée publique à Rouyn. Cette activité est une étape importante dans la formation d'une unité active dans la ville. Le *Bulletin* en publie un compte-rendu en première page de son édition du 17 mai 1928 :

An OBU organizer has been spreading propaganda here all winter. He went into every boarding house, every shack, bringing the good message of class organization for the protection and betterment of all workers, regardless of their craft, their creed or their nationality. (...) The sentiment towards the OBU is really good amongst the workers in Rouyn. We had a proof of it on that beautiful evening of the 9th of May, when T.B. Roberts, the general organizer for Northern Ontario and Quebec mining districts, held an open-air meeting in the central part of town<sup>421</sup>.

Il est accompagné de Got, l'organisateur local du syndicat, qui l'introduit aux badauds. Roberts, « the well-known labor champion »<sup>422</sup>, saute alors sur l'estrade de fortune, une roche qui se dresse en bordure de la rue. Une foule estimée à 500 personnes se dresse autour de lui. Son discours s'adapte à son auditoire, composé de travailleurs de plusieurs nationalités. Les sujets sont variés : la précarisation des conditions de vie, l'exploitation capitaliste, l'incapacité des syndicats de métiers à défendre adéquatement la classe ouvrière, la nécessité de se regrouper en une seule organisation, etc. Comme l'explique le *Bulletin*,

---

<sup>418</sup> *Ibid.*

<sup>419</sup> T.B.R., « The Metal Miners of Northern Ontario », *OBU Bulletin*, 26 janvier 1928, p. 3.

<sup>420</sup> « Very Much Alive ! », *OBU Bulletin*, 12 avril 1928, p. 1

<sup>421</sup> M.N., « Mass Meeting at Rouyn », *OBU Bulletin*, 17 mai 1928, p. 1.

<sup>422</sup> *Ibid.*

« It is hard to summarize all the speaker said, because this being the first open-air meeting in Rouyn, he wanted to condense in one speech all the fundamental knowledge he had convey to the minds of the workers. Later on, he will likely develop the different points that he only touched in his hour and a half speech »<sup>423</sup>.

La semaine suivante, le *Bulletin* publie un texte sur les conditions de travail dans les camps de mineurs du Québec. On y explique également le rôle d'un organisateur syndical : « The duty of an organizer is (...) to bring the workers to the same mind as closely as possible, so that they can combine their efforts to raise the level of their class »<sup>424</sup>. Un autre article sur le même sujet est publié le 16 août. Il porte sur les piètres conditions de vie des employés de la compagnie Noranda. Alors qu'elle accumule les profits et s'apprête à investir 1 million de dollars pour creuser un nouveau puits, l'entreprise maintient ses travailleurs dans la misère :

The bunk houses in the Noranda are overcrowded, double decker bunks being the custom and the slaves are so petrified mentally that they accept the vilest conditions without a murmur (...). Just soon as the organization is strong enough, a determined attempt is going to be made to obtain decent living conditions for all who work in the mines<sup>425</sup>.

Le mois suivant, l'OBU fait le point sur l'évolution de sa campagne. Le syndicat note des progrès, mais pas de résultats éclatants : « The mining field of Northern Ontario is healthy. Kirkland Lake, Timmins and Rouyn are without doubt striking features of the progress made by the OBU. A gradual building up is in the process among these hardened toilers »<sup>426</sup>.

Roberts retourne à Rouyn le 30 septembre pour y faire une deuxième apparition publique. À en croire le *Bulletin*, l'assemblée remporte de nouveau un grand succès :

---

<sup>423</sup> M.N., « Mass Meeting at Rouyn », *OBU Bulletin*, 17 mai 1928, p. 3.

<sup>424</sup> M.N. « A Short Story on "Decency" », *OBU Bulletin*, 24 mai 1928, p. 2.

<sup>425</sup> « The Miners in the Northern Fields », *OBU Bulletin*, 16 août 1928, p. 1.

<sup>426</sup> « With Our Organization », *OBU Bulletin*, 13 septembre 1928, p. 7.

From the box of a wagon left in a convenient place on a street corner in Rouyn, Organizer Tommy Roberts addressed a very interested gathering of workers in Sunday evening, September 30. (...) At the conclusion of Comrade Robert's talk, a French-speaking comrade, although not a member of the OBU, was so enthusiastic that he climbed into the wagon and did his best to tell the audience in the French language what Tommy told them in English<sup>427</sup>.

### 2.3.1 Parmi les bûcherons

Grâce à ses efforts, l'OBU parvient à former une unité de mineurs à Rouyn. Un rapport du ministère du Travail indique même qu'elle aurait été formée à la fin de l'année 1927<sup>428</sup>, ce qui semble contredire la chronologie que nous avons pu établir en croisant les procès-verbaux des instances syndicales et les articles publiés dans le *Bulletin*. En parallèle aux efforts du syndicat en direction des mineurs, l'OBU étend son action aux camps de bûcherons de l'Abitibi-Témiscamingue. Des organisateurs de l'OBU parcourent la région pour discuter avec les « hommes de chantier ».

Au printemps 1928, le *Bulletin* publie une série d'articles qui décrivent ces rencontres, de même que les conditions de vie déplorables des bûcherons. Malgré des millions de dollars de profits, les compagnies forestières continuent de traiter leurs travailleurs comme du bétail : « The bush in Quebec is precisely where you find the greatest misery, squalor and degradation imaginable »<sup>429</sup>. Les jambes enfoncées dans la neige, ces hommes travaillent 12 à 14 heures par jour, dorment empilés les uns sur les autres dans des dortoirs où règne une odeur pestilentielle. La nuit, ils sont rongés par la vermine. Les travailleurs doivent déduire de leur maigre salaire de 40\$ par mois, les achats faits sur place au double du prix des magasins au détail. Ce qui leur reste est rapidement dépensé chez le « bootlegger ». Comme le souligne le *Bulletin*, « This exploitation is the Great Shame of Canada. In the Congo, it would be called by the explorers and the

---

<sup>427</sup> « With Our Organization in the Mining Camp », *OBU Bulletin*, 11 octobre 1928, p. 1.

<sup>428</sup> Ministère du Travail du Canada, *Dix-septième rapport annuel sur les associations ouvrières au Canada (1927)*, Ottawa, F.A. Acland, 1928, p. 287.

<sup>429</sup> M.N., « The Great Shame of Canada », *OBU Bulletin*, 26 avril 1928, p. 2.

missionaries “ignominious slavery.” The League of Nations would intervene. In Canada it is called Prosperity »<sup>430</sup>.

L’OBU tente de secouer l’apathie apparente des bûcherons : « Your situation is so miserable, so debased, that you have nothing to risk, nothing to lose. Combine, stick together, then you will be able to dictate terms to your masters »<sup>431</sup>. Malgré ces appels à la mobilisation et à la solidarité, les progrès sont lents à venir :

Progress is being steadily made, and the work of organization, although being attended by many difficulties, is making headway. There is a welcome for the OBU organizer whenever he visits them, and there are indications of a desire everywhere for higher wages and better conditions, and what is still more pleasing, a determination to fight, in order that these may be obtained<sup>432</sup>.

Got est l’une des figures de proue de la campagne dans les camps. À plusieurs reprises, il propose la publication d’un tract en français sur les conditions de travail des bûcherons, qui pourrait être vendu 5 cents la copie<sup>433</sup>. Il cherche également à faire de la propagande sur la question de l’immigration. Les textes qu’il soumet sont toutefois refusés par l’exécutif de l’OBU, qui juge que son analyse est décalée par rapport à celle du syndicat.

Tout porte à croire que la campagne auprès des bûcherons se solde finalement par un échec, puisqu’aucune unité de l’OBU ne se forme au cours de l’année suivante. Cela ne veut pas dire que l’OBU n’a effectué aucun recrutement, mais celui-ci n’a pas débouché sur l’organisation d’une section à part entière. L’OBU n’est pas le seul syndicat à connaître des difficultés dans la région. Une autre organisation proche du Parti communiste, le Syndicat industriel des travailleurs de l’exploitation forestière de Rouyn, cesse également ses activités à la même période avant de réapparaître quelques années plus tard<sup>434</sup>.

---

<sup>430</sup> *Ibid.*

<sup>431</sup> M.N., « The Great Shame of Canada », *OBU Bulletin*, 26 avril 1928, p. 2.

<sup>432</sup> « Among the Lumber Workers of Quebec », *OBU Bulletin*, 13 décembre 1928, p. 1.

<sup>433</sup> MG10 A142, JEB, 25 février 1928, p. 1.

<sup>434</sup> Ministère du Travail du Canada, *Dix-huitième rapport annuel sur les associations ouvrières au Canada (1928)*, Ottawa, F.A. Acland, 1930, p. 232.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette volatilité dans l'organisation des travailleurs de la région. À cette époque, les grandes entreprises forestières comme la Canadian International Paper, généralisent le recours à la sous-traitance : « Les bûcherons sont dès lors rémunérés à la pièce par l'entrepreneur en fonction du nombre de billots de bois produits et non plus à salaire (...) »<sup>435</sup>. N'étant plus salariés d'une seule grande entreprise, les hommes de chantier vont et viennent sur le territoire, et occupent souvent leur emploi pendant quelques mois avant de retourner sur leur ferme ou tenter leur chance ailleurs, auprès d'un autre sous-traitant ou dans une autre région. On trouve également une forte mobilité chez les mineurs de Rouyn, comme le montre l'étude réalisée par Guy Gaudreau sur les parcours migratoires des salariés de la Noranda<sup>436</sup>.

Il faudra attendre le début des années 1930 pour qu'une activité syndicale militante fasse une percée significative dans cette région du Québec avec les grèves menées successivement par la Ligue d'unité ouvrière - la Workers' Unity League, proche du Parti communiste- parmi les bûcherons du Témiscamingue en 1933 et les mineurs de la Noranda à Rouyn en 1934.

## **2.4 La disparition de l'OBU au Québec (1929)**

Dès la fin de l'année 1928, la situation financière de l'OBU se fragilise. L'organisation a dépensé tout près de 30 000\$ en frais d'organisation depuis le mois de janvier, sans que le nombre de membres n'ait augmenté de façon significative<sup>437</sup>. Plus de 14 000\$ ont été engloutis dans une poursuite judiciaire contre le Canadien National, une démarche qui se solde par une défaite. Comme le résume l'un des membres du Joint

---

<sup>435</sup> Gourd, *L'Abitibi-Témiscamingue*, p. 50-51.

<sup>436</sup> Guy Gaudreau, *L'Histoire des mineurs du nord ontarien et québécois*, Sillery, Les éditions du Septentrion, 2003, p. 229-252.

<sup>437</sup> Les chiffres fournis par l'OBU au ministère du Travail font état de 20 029 membres à la fin de l'année 1928, contre 19 245 l'année précédente. Nous ne sommes pas en mesure de vérifier l'exactitude de ces données.

Executive Board, « (...) we could not carry on as we had done in the past »<sup>438</sup>. On sent également s'installer au sein de l'exécutif un certain désabusement face à l'apathie présumée des travailleurs dans plusieurs districts où d'importants efforts ont été déployés, notamment dans le nord de l'Ontario.

La dissolution des trois unités montréalaises de même que celle de Rouyn – le « Syndicat local des mineurs de mines métalliques » – est officialisée dans le Rapport sur les organisations ouvrières publié par le Ministère du travail pour l'année 1928<sup>439</sup>. Au mois de janvier 1929, plus aucune unité du Québec n'apparaît dans le répertoire du *Bulletin*, ni dans le rapport annuel publié par le ministère fédéral du Travail. Selon toute vraisemblance, le syndicat cesse tout simplement ses activités dans la province<sup>440</sup>.

Les contraintes budgétaires auxquelles doit faire face l'OBU ont un effet sur sa structure organisationnelle. Au mois d'avril 1929, le JEB divise le Canada en quatre districts. Le Québec n'en fait pas partie<sup>441</sup>. Pour l'OBU, l'Est se résume désormais aux villes minières du nord de l'Ontario. Il ne reste au total que sept organisateurs pour couvrir tout le pays, dont quatre sont affectés exclusivement à Calgary et Winnipeg. Le dernier organisateur francophone, A. Got, est mis à pied à la fin de l'année 1928, malgré une démarche du JEB visant à en faire le permanent salarié d'une unité locale ontarienne<sup>442</sup>.

Au mois de décembre 1929, le Joint Executive Board se rend à l'évidence : l'heure n'est plus au recrutement et à l'expansion du syndicat. Ses membres tracent un portrait plutôt sombre de la situation : « We had explored the country both East and West, and [we]

---

<sup>438</sup> MG10 A142, JEB, 27 août 1929, p. 2. Entre janvier 1923 et décembre 1926, l'OBU affirme avoir dépensé tout près de 70 000\$ en frais d'organisation pour ses campagnes de syndicalisation à travers le Canada, soit en moyenne 17 500\$ par année. À ce sujet, voir : MG10 A142, GEB, Convention Records, 1927, n.p.

<sup>439</sup> Ministère du Travail du Canada, *Dix-huitième rapport annuel sur les associations ouvrières au Canada (1928)*, Ottawa, F.A. Acland, 1930, p. 232-234.

<sup>440</sup> Toutefois, un organisateur de l'OBU du nom de Murray se trouvant à Kirkland Lake songe à retourner à Rouyn au printemps 1929. Voir : MG10 A142, JEB, 31 mai 1929, p. 1

<sup>441</sup> MG10 A142, JEB, 14 avril 1929, p. 1.

<sup>442</sup> L'OBU tente, en vain, de convaincre les membres de l'unité de Kirkland Lake de l'embaucher à titre de secrétaire-organisateur : MG10 A142, JEB, 11 novembre 1928, p. 2.

failed to see where any organizing work can be done (...) it was quite clear that nothing could be accomplished »<sup>443</sup>.

## **2.5 Retour sur la période étudiée (1923-1929)**

La période 1923-1929 est marquée par plusieurs changements importants dans les activités de l'OBU au Québec. Tout d'abord, le profil des militants a changé. Après 1923, on ne trouve plus de membres d'origine juive à l'avant-plan, comme c'était le cas à Montréal entre 1919 et 1921. La plupart d'entre eux se sont joints au Workers' Party, puis au Parti communiste, et sont revenus dans le giron du syndicalisme international. Les divisions au sein de la gauche révolutionnaire sont telles que les stratégies utilisées par le syndicat au cours de la période antérieure ne fonctionnent plus. La dernière tentative visant à s'appuyer sur un groupe de militants révolutionnaires pour construire l'organisation s'avère un échec. Les communistes francophones restent actifs pendant deux ans avant de prendre leurs distances, notamment par la mise sur pied de l'Université ouvrière en 1925-1926.

Après l'échec de la tentative d'implantation d'une unité dans le quartier Rosemont par un groupe de syndiqués dissidents de l'IAM regroupés autour des « shops » Angus, l'OBU amorce un travail d'organisation syndical « classique » de plus en plus centralisé, reposant d'abord et avant tout sur le travail effectué par un petit nombre d'organiseurs professionnels. Ceux-ci construisent patiemment des campagnes fondées sur l'agit-prop dans les communautés ouvrières, que ce soit dans le sud-ouest de Montréal ou dans le nord-ouest de la province. Dans les deux cas, le syndicat cible d'abord des milieux de travail, puis déborde ailleurs dans la communauté ou la région. Dans le sud-ouest de Montréal, l'OBU fait des gains dans d'autres secteurs industriels après avoir concentré ses forces dans les ateliers du Canadien National. En Abitibi-Témiscamingue, le syndicat développe une activité dans les camps de bûcherons après s'être implanté dans les communautés minières du nord de l'Ontario et du Québec.

---

<sup>443</sup> MG10 A142, JEB, 16 décembre 1929, p. 1.



Poussé par le désir de recruter rapidement de grands groupes de travailleurs afin de sortir le syndicat de la marginalité, l'exécutif de l'OBU a tendance à déplacer d'une région à l'autre ses organisateurs avant que les unités locales qu'ils sont parvenus à mettre sur pied n'arrivent pleinement à maturité. Ce faisant, il les laisse à la merci du moindre soubresaut.

Par ailleurs, la question linguistique reste un objet de préoccupation pour le syndicat, sans que des solutions à moyen et long terme ne soient trouvées pour produire des tracts et des bulletins en langue française sur une assise régulière ou pour développer le mouvement à l'extérieur de Montréal. L'expérience du *Travailleur* met également en lumière le manque de confiance de l'exécutif de l'OBU vis-à-vis des membres de la section francophone montréalaise.

À la lecture des procès-verbaux des instances de l'OBU, il est frappant de constater la rapidité avec laquelle la conjoncture socio-économique a pu évoluer. Au printemps 1927, l'organisation se réunit en convention pour la première fois depuis quatre ans. Non sans mal, elle est parvenue à traverser la récession économique qui marque le début de la décennie. Devant la remontée des luttes ouvrières qui leur rappelle l'effervescence de l'année 1919, les militants prédisent une percée de l'OBU au Québec et en Ontario :

The East appears to be more ready for the OBU than it was, and this field must be attended to, for it is the real industrial area of Canada. (...) Viewing the period covering by this report, as a whole, we feel as confident as ever that the class form of organization is the only kind of organization that fits the needs of the workers in this country. Our confidence is based, not so much upon those things we can brag about, but upon the knowledge that more and more the workers are looking towards us for a lead, and more and more falling away from the influence of craft unionism; industrial unionism and other form of organization, less fitted to the needs of the workers than the OBU; the future, we feel certain, belongs to us<sup>444</sup>.

---

<sup>444</sup> MG10 A142, GEB, Convention Records, 1927, n.p.

À posteriori, on peut évaluer que l'OBU a grandement surestimé la combativité des travailleurs. À peine un an plus tard, l'organisation « en a plein les mains »<sup>445</sup> à Winnipeg et dans le nord de l'Ontario. Elle se voit contrainte de limiter ses champs d'intervention. Bientôt, l'OBU est obligée de réorganiser ses activités en fonction de ses capacités réelles dans un contexte de reflux des luttes, causé par la crise économique qui se dessine à l'horizon. Chemin faisant, sans l'avoir planifiée, elle abandonne l'idée de développer son organisation au Québec.

---

<sup>445</sup> Winnipeg CLC, 17 avril 1928, p. 4.

# Conclusion

## Les objectifs et les moyens d'action

Comme nous venons de le voir, la One Big Union a eu une présence active au Québec tout au long de la période étudiée. Cette présence s'est surtout fait sentir à Montréal et, dans une moindre mesure, dans la région des Laurentides et de l'Abitibi-Témiscamingue. Pour atteindre ses objectifs à long terme – soit le développement d'une organisation industrielle unitaire et combative pour la classe ouvrière menant, à terme, à la transformation en profondeur de la société vers le socialisme–, l'OBU a utilisé au moins quatre stratégies d'implantation dans la province :

- Entre avril et septembre 1919, elle privilégie l'adhésion de syndicats locaux, membres du CMTC, par l'entremise du « referendum on industrial organization » et l'affiliation de syndicats sous la responsabilité de militants socialistes, débouchant sur la formation d'un Conseil industriel de l'OBU à Montréal .
- Elle met ensuite sur pied la formation d'une General Workers' Unit (GWU) s'appuyant sur un noyau de militants socialistes. Ce faisant, cette stratégie s'accompagne d'une campagne d'agit-prop visant le recrutement de nouveaux membres, d'abord parmi les salariés puis parmi les sans-emplois. Cette stratégie se déroule en deux temps : d'octobre 1919 à novembre 1921 d'abord, puis d'août 1924 à avril 1927 auprès des communistes francophones.
- Entre août 1924 et décembre 1927, une troisième stratégie vise l'adhésion de dissidents de l'IAM dans les ateliers du CPR à Rosemont. Elle s'accompagne également d'une campagne de maraudage dans les ateliers du CNR à Pointe-Saint-Charles, maraudage débouchant sur une campagne de syndicalisation dans le sud-ouest de Montréal dans différents secteurs industriels.
- Enfin, l'OBU envoie des organisateurs à l'extérieur de Montréal pour mener une campagne d'agit-prop dans les camps de bûcherons et de mineurs, campagne devant mener à la formation d'unités locales. Cette dernière stratégie se déroule aussi en

deux temps, soit d'avril 1920 à décembre 1920 dans les Laurentides, puis de novembre 1927 à décembre 1928 en Abitibi-Témiscamingue.

Pour atteindre ses objectifs, l'OBU a utilisé une panoplie de moyens dans le cadre de ses activités au Québec. Ces moyens d'action sont les suivants :

- L'OBU met en place une agit-prop écrite par la production et la diffusion de journaux tels que l'*OBU Bulletin*, *Le Travailleur-The Worker*, *The Montreal Shopman*, *Travailleur*. À la presse écrite s'ajoutent les affiches<sup>446</sup>, les tracts<sup>447</sup>, les brochures<sup>448</sup> et les autocollants de type « papillon »<sup>449</sup>.
- Elle s'appuie aussi sur une agit-prop verbale par l'organisation d'assemblées publiques, de conférences, de débats contradictoires, de prises de parole en plein air sur les marchés, aux portes des usines, etc.
- Elle organise la tenue de manifestations, tout particulièrement celles du 1<sup>er</sup> mai soulignant la Journée internationale des travailleurs<sup>450</sup>.
- Elle loue des locaux dans différents quartiers, qui servent à l'accueil et au recrutement de nouveaux membres, de même qu'à la tenue de réunions syndicales. L'OBU se sert du journal pour y inviter les travailleurs : « Lorsque vous venez à Montréal, n'oubliez pas d'entrer au bureau no. 38 rue Saint-Laurent. C'est là vos quartiers généraux. Nous aimons à vous voir. Dans une chambre de lecture confortable vous trouverez tous les journaux ouvriers »<sup>451</sup>.
- Elle s'appuie sur le travail d'organiseurs salariés ou non, permettant de structurer des campagnes d'agit-prop et de syndicalisation dans des milieux de travail. S'il s'agit de salariés, ceux-ci doivent rendre des comptes sur leur travail et suivre les

---

<sup>446</sup> Voir annexe 1, figure 4, 5, 6, 7 et 8.

<sup>447</sup> Voir annexe 1, figure 4 et 11.

<sup>448</sup> Voir annexe 1, figure 9 et 10.

<sup>449</sup> Voir annexe 1, figure 1, 2 et 3.

<sup>450</sup> Nous avons pu documenter la participation des militants de l'OBU aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai à Montréal entre 1919 et 1921. Par la suite, aucune mention n'est faite de leur présence, ni dans les archives ou les journaux du syndicat, ni dans les rapports policiers que nous avons pu consulter (pour l'année 1926), ni dans la presse quotidienne de la métropole, ni dans les ouvrages consacrés à l'histoire du mouvement ouvrier. D'après Claude Larivière, les autorités policières interdisent les manifestations du 1<sup>er</sup> mai à Montréal à partir de 1927. À ce sujet, voir : Claude Larivière, *Le 1<sup>er</sup> mai, fête internationale des travailleurs*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1975, p. 40.

<sup>451</sup> « Avis aux bûcherons », *Le Travailleur-The Worker*, 1<sup>er</sup> décembre 1920.

consignes des élus du syndicat. L'OBU a employé au moins trois organisateurs francophones – Binette, Saint-André et Got–, de même qu'une douzaine d'organiseurs anglophones – Johns, Russell, Knight, Legere, Cowan, Whooler, Roberts, Dunn, Foster, Clancy, Tanner, Cowie– entre 1919 et 1929 au Québec. La plupart de ces organisateurs sont actifs sur de courtes périodes de temps. En plus de ces salariés, le syndicat a également pu compter sur l'implication militante de dizaines de femmes et d'hommes qui ont effectué la majeure partie du travail d'organisation. Sans ce militantisme, l'OBU n'aurait pu se développer comme elle l'a fait.

De façon paradoxale, un moyen d'action important est absent de cette liste. En effet, nous n'avons recensé aucun arrêt de travail dans lequel des membres de l'OBU ont été directement impliqués dans la province. Il va sans dire que la grève fait partie intégrante des moyens d'action utilisés par un syndicat. Elle est considérée comme le moyen de pression ultime des travailleurs pour obtenir gain de cause face à leur employeur. La grève permet d'obtenir de meilleures conditions de travail, d'imposer la reconnaissance du syndicat ou de s'opposer à des reculs.

Cela ne veut pas dire que les membres de l'OBU n'ont jamais envisagé concrètement le recours à la grève<sup>452</sup> ou qu'ils n'ont participé à aucune autre forme de moyen d'action sur leur lieu de travail. Néanmoins, cette absence est notable et mérite d'être soulignée. Nous faisons l'hypothèse que l'OBU n'a pas atteint une masse critique suffisante lui permettant de mener des luttes offensives débouchant sur un arrêt de travail. C'est particulièrement vrai après 1920, alors qu'une récession économique s'installe et fragilise les acquis obtenus au cours des années précédentes. Somme toute, l'OBU est essentiellement restée à un stade d'agitation-propagande et ne s'est pas retrouvée en position de pouvoir déclencher une grève dans un milieu de travail ou un secteur industriel.

---

<sup>452</sup> Le recours à la grève fait partie des thèmes récurrents qu'on retrouve dans les différents moyens d'agit-prop utilisés par les militants de l'OBU. Au mois de juin 1920, alors que l'OBU connaît un développement rapide, Rebecca Buhay prend la parole lors d'une rencontre du syndicat et invite les membres de l'OBU à utiliser directement la grève comme moyen pour donner plus de visibilité à l'organisation. À ce sujet, voir : RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. to Lt. Colonel P.E. Davis, 26 juin 1920, p. 1.

## Des entraves majeures

Notre recherche nous a permis d'identifier un certain nombre d'embûches qui ont entravé le développement de l'OBU au Québec.

### La répression politique et policière

Dès la mise sur pied de leur syndicat, les membres et sympathisants de l'OBU sont placés sous une étroite surveillance par les corps policiers et des services de renseignement militaire. Plusieurs de ses militants sont la cible de perquisitions dans le cadre d'une opération conjointe menée au mois de juillet 1919. Au cours des deux années qui suivent, au moins trois militants montréalais, Frank Leoni, Patrick J. Reid et Charles Hobby, sont déportés du Canada pour leurs activités syndicales. À plusieurs reprises, l'OBU est obligée de déménager ses locaux à la suite des pressions exercées par les autorités de l'État sur les propriétaires des immeubles concernés. Les organisateurs du syndicat doivent également composer avec la crainte de se faire arrêter lors de leurs prises de parole sur la place publique ou à l'occasion de manifestations. Les corps policiers sont bien conscients des effets de cette répression sur le mouvement et s'en félicitent. La surveillance des activités de l'OBU est toutefois éclipsée par la création du Parti communiste, qui monopolise bientôt l'attention de la GRC.

### La riposte du CMTM et du CMTC

Au lendemain de la grève générale de Winnipeg, les directions syndicales affiliées au CMTC mettent tout en œuvre pour marginaliser l'OBU dans la métropole. Le journal du CMTM, *Le Monde ouvrier*, sert de fer de lance pour cette campagne. Des militants sont expulsés de leur syndicat à cause de leur soutien à l'OBU. D'autres subissent du harcèlement de la part d'autres responsables syndicaux sur leurs lieux de travail. Plusieurs assemblées organisées par l'OBU sont également perturbées par des membres du CMTM. C'est également le cas pour les préparatifs entourant la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1920. Ces

pressions constantes ont pour effet de fragiliser l'appui des travailleurs à l'OBU et de créer un climat de tension là où s'affrontent les deux organisations.

### Les pressions patronales

Plusieurs articles publiés dans le *OBU Bulletin* rapportent les tactiques utilisées par les employeurs afin de nuire aux campagnes d'organisation de l'OBU dans les milieux de travail. L'utilisation de mouchards pour identifier les militants syndicaux, les menaces de congédiements ou la perte d'avantages sociaux figurent parmi les moyens utilisés. A cela s'ajoute l'utilisation à une grande échelle des journaux de masse pour propager la peur du « rouge » dans l'opinion publique. Dans la presse quotidienne, l'OBU est régulièrement dépeinte comme une organisation bolchévique, assoiffée de violence et contrôlée par des immigrants venus d'Europe de l'Est. *A contrario*, les opposants du syndicat tels que le CMTM, les forces policières, les associations d'anciens combattants, etc., reçoivent une couverture complaisante dans les journaux lorsqu'ils s'en prennent à l'OBU et à ses militants.

### Les divisions internes

Quelques mois à peine après sa fondation, l'OBU est confrontée à des divisions internes qui vont miner son développement. Le départ de milliers de membres affiliés à la LCWIU en 1920 est un coup dur pour l'organisation. Cette scission provoque la disparition du journal *Le Travailleur-The Worker* et la mise à pied du seul organisateur francophone pour l'Est du Canada. Avec la création du Parti communiste en 1921, suivie par celle du Workers' Party l'année suivante, l'OBU perd la quasi totalité de ses militants à Montréal. Le retour d'ex-membres de l'OBU dans les rangs des syndicats affiliés au CMTC est aussi une épine dans le pied des militants qui tentent de relancer l'OBU au Québec. L'OBU a tenté de jouer sur ces divisions, en arrivant à former une section francophone composée de militants communistes dissidents du Workers' Party. Ces derniers restent environ deux ans

au sein du syndicat avant de fonder l'Université ouvrière, puis le mouvement Spartakus et l'Association humanitaire.

### Un contexte spécifique au Québec

Les difficultés que nous venons d'évoquer ne sont pas propres au Québec. À des degrés divers, l'OBU a été confrontée aux mêmes problèmes un peu partout au Canada. Pour arriver à mieux comprendre la trajectoire du syndicat dans la province, il faut prendre en compte d'autres facteurs plus spécifiques au Québec.

Il est indéniable que le contexte culturel et politique québécois a une influence sur le monde du travail. L'OBU, comme toutes les autres organisations du mouvement ouvrier, a été confrontée à la nécessité de s'adresser aux travailleurs de langue française qui composent la majorité de la classe ouvrière, pour espérer effectuer une percée au Québec, y compris à Montréal. De manière périodique, les militants et les organisateurs ont rappelé cette nécessité aux différentes instances de l'OBU. Chaque fois que cela a été fait, des mesures ont été prises pour arriver à surmonter ce défi. L'embauche d'organiseurs francophones, la production de matériel de propagande en français, la traduction de la constitution, la mise sur pied d'une « French Section » au milieu des années 1920 sont des preuves tangibles de cette préoccupation. Cependant, on ne dénote pas non plus de permanence dans ces efforts. Le même problème se repose donc à nouveau quelques années plus tard sans que l'organisation ne développe d'automatismes. Cela est peut-être dû au fait qu'aucun francophone n'occupe de responsabilités importantes au sein de l'organisation. Ces derniers ne participent pas non plus aux conventions. Même à un échelon local, on s'en remet le plus souvent à des militants comme Richard Kerrigan, dont le bilinguisme et l'expérience militante sont des atouts importants. Avec le soutien d'un autre Montréalais, Thomas E. Moore, Kerrigan publie plusieurs textes d'une rare lucidité sur la condition ouvrière au Québec dans les pages du *OBU Bulletin*. Partant, il permet ainsi de mieux faire connaître les conditions de travail des travailleurs francophones.



## Une culture politique commune ?

En définitive, l'influence exercée par l'OBU sur les travailleurs francophones reste marginale. Il ne faut toutefois pas conclure, comme le fait David J. Bercuson, que l'OBU n'est à Montréal qu'une couverture « for immigrant radicals, mostly Russians and Jews, who had little knowledge of the OBU »<sup>453</sup>. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, les Canadiens français sont majoritaires au sein de l'exécutif local de la GWU, mais également dans la plupart des rassemblements organisés entre 1919 et 1921 à Montréal. Après 1923, on compte essentiellement des anglophones et des francophones parmi les militants les plus actifs du syndicat au Québec. Cela ne veut pas dire que les travailleurs immigrants n'ont pas joué un rôle clé au sein de l'OBU, bien au contraire. Leur apport et leur expérience militante furent déterminants, tout particulièrement en 1919 et 1920. On retrouve alors bon nombre d'Italiens, de Russes et de Juifs dans le syndicat. Toutefois, pour des raisons que nous avons évoquées précédemment, notamment la crainte de servir de bouc émissaire dans un contexte d'après-guerre marqué par le chauvinisme et la « chasse aux rouges », à peine quelques centaines d'entre eux font le choix de se joindre à l'OBU, et ce, à la grande déception des responsables du syndicat. La mise sur pied du Parti communiste a lui aussi un impact déterminant au sein de plusieurs communautés immigrantes. De nouvelles lignes de démarcation apparaissent et l'OBU s'en trouvera perdante.

Nous ne pouvons passer sous silence la participation importante et remarquée de plusieurs femmes. Le rôle joué par Rebecca Buhay, Annie Buller, Rose Henderson et Mme R.P. Mendelsohn reste inégalé dans le reste de l'organisation. Nulle part ailleurs les femmes n'ont eu autant de responsabilités de premier plan qu'à Montréal. À cette présence active s'ajoute le leadership exercé par de nombreuses travailleuses juives de l'industrie du vêtement, qui sont parmi les premières à se joindre à l'OBU, défiant du même coup les directions syndicales. Après 1921, cette présence se fait plus discrète, même si l'on rapporte l'adhésion de quelques femmes dans la Packing House Workers' Unit.

---

<sup>453</sup> Bercuson, *Fools and Wise Men*, p. 161.

Notre recherche nous a également permis de constater que l'OBU est restée marquée par la culture ouvrière anglo-saxonne<sup>454</sup>. Celle-ci se manifeste parfois de manière presque anodine : pensons aux multiples références à « The Old Country » dans les procès-verbaux ou encore les pronostics sur les résultats des ligues de football anglaise et écossaise dans les pages du *OBU Bulletin* pour financer l'organisation. Elle se fait également de façon plus fondamentale, comme en témoigne l'élan de solidarité envers les grévistes anglais lors de la grève générale de 1926, qui se traduit par l'envoi de 14 000\$ à leur fonds de grève, un montant inégalé dans l'histoire du syndicat<sup>455</sup>.

Hormis deux tentatives de courte durée et une poignée d'articles en français dans le *Bulletin*, la presse du syndicat est restée quasi-exclusivement anglophone. La « French Section » bénéficie d'une grande autonomie au sein de l'OBU, mais ses initiatives obtiennent un appui mitigé de l'exécutif. La même chose est vraie pour les autres groupes linguistiques qui comptent des membres dans le syndicat. En comparaison, des organisations comme le Parti communiste sont beaucoup perméables à la culture politique des immigrants venus d'Europe de l'Est et de Scandinavie en octroyant un statut particulier à leurs fédérations jusqu'à la fin des années 1920<sup>456</sup>. Le PCC ne parviendra pas pour autant à rallier un nombre significatif de Canadiens français avant 1927 et connaîtra des difficultés à s'implanter à l'extérieur de Montréal.

La question de la religion mérite également d'être explorée. Capitalisant sur l'hégémonie de l'Église catholique dans la société canadienne-française, un fort courant syndical confessionnel s'est développé au cours de la période que nous avons étudiée. Mise sur pied en 1921, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) livre une rude bataille aux syndicats « neutres » affiliés au CMTC, tout particulièrement à l'extérieur de Montréal. Pourtant, l'OBU et la CTCC ne croisent pas le fer, les deux organisations évoluant dans des univers parallèles, géographiquement et culturellement séparés. Cela

---

<sup>454</sup> Bien avant la mise sur pied de l'IWW et de l'OBU en Amérique du Nord, l'idée même de « One Big Union » était présente dans la pensée de Robert Owen (1771-1858) à travers sa proposition de *Grand National Consolidated Trade Union*.

<sup>455</sup> MG10 A142, GEB, Convention Records, 1927, n.p.

<sup>456</sup> En 1928, 80% des membres du Parti communiste du Canada ne parlent pas anglais, une situation que vient à déplorer le Comintern et qui entraîne des débats déchirants au sein du Parti. À ce sujet, voir notamment : Beaulieu, *Labour at the Lakeheads*, p. 130-133.

n'empêche pas des journaux comme *l'Action catholique* de s'attaquer à l'OBU, se servant d'elle comme d'un épouvantail servant ses visées anticomunistes et antisémites, ni le *OBU Bulletin* de tourner en dérision la collaboration de classe préconisée à l'époque par la CTCC<sup>457</sup>.

À un autre plan, des organisateurs de l'OBU présents à Montréal rapportent que la publication d'articles traitant de la religion dans les pages du *OBU Bulletin* suscite une certaine controverse parmi les ouvriers, sans mentionner si ces derniers sont anglophones ou francophones<sup>458</sup>. Les sources que nous avons consultées ne nous permettent pas d'évaluer avec précision l'importance de la dimension religieuse dans l'implantation du syndicat au Québec. On peut toutefois penser que la polarisation causée par l'apparition de la CTCC a pu contribuer aux difficultés de recrutement de l'OBU auprès des Canadiens français.

## **De nouvelles pistes de recherche**

Notre mémoire nous a permis d'entrevoir plusieurs nouvelles pistes de recherche, au nombre desquelles figure notamment la place occupée au sein de l'OBU par les francophones vivant à l'extérieur du Québec. Nous avons brièvement évoqué cette présence en Nouvelle-Angleterre au début du deuxième chapitre. Toutefois, celle-ci s'observe également au Manitoba et en Saskatchewan, de même que dans les villes minières et les camps de bûcherons du nord de l'Ontario et des provinces maritimes. Quels facteurs peuvent expliquer l'adhésion, parfois massive, de ces travailleurs à l'OBU, qui contraste souvent avec l'accueil reçu par le syndicat au Québec, tout particulièrement à l'extérieur de Montréal ? Une approche transnationale permettrait-elle de mieux évaluer la place occupée par les francophones au sein de l'OBU ?

Dans un autre ordre d'idée, BAC conserve d'importants fonds d'archives qui permettraient de jeter un regard différent sur les activités des militants syndicaux de gauche

---

<sup>457</sup> Voir à ce sujet : « Scrap Over Catholic Union », *OBU Bulletin*, 21 août 1924, p. 6.

<sup>458</sup> MG10 A142, JEB, 12 avril 1927, p. 1.

et d'extrême gauche pendant la période couverte par notre mémoire. Gregory S. Kealey et Reg Whitaker ont publié la liste des « Personal History Files » préparés par la GRC. Ces dossiers détaillent les allées et venues de plus de 4800 personnes entre 1919 et 1929, sur lesquels figurent les noms de quelques centaines de Montréalais de toutes origines, y compris les principaux militants de l'OBU à Montréal<sup>459</sup>. L'accès à ces fonds est malheureusement soumis à d'importantes restrictions, ce qui oblige les chercheurs à effectuer des demandes d'accès à l'information. Il s'agit néanmoins d'une avenue prometteuse pour la recherche dans ce domaine.

L'étude du mouvement ouvrier, tout particulièrement de sa composante révolutionnaire, a malheureusement été délaissée par les historiens québécois au cours des vingt dernières années. La traversée du désert que la gauche a connue au cours des années 1990 y est sans doute pour quelque chose, tout comme la remise en question du mouvement syndical comme moteur du changement social. C'est pourtant un champ de recherche dont le défrichage a tout juste commencé. De nouvelles approches nous permettront de sortir de l'histoire institutionnelle dans laquelle ce champ était cantonné. Avec ce mémoire, nous espérons avoir contribué à en élargir l'horizon et avoir tracé de nouvelles pistes que d'autres chercheurs emprunteront

---

<sup>459</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 383-451.

# Bibliographie

## I - Sources

### 1. Fonds d'archives

AM. Fonds R.B. Russell. MG10 A14-2.

BAC. Fonds du Service canadien de renseignement de sécurité. RG146, dossier 92-A-00012.

BAC. Fonds du ministère de la Défense nationale. RG24, volume 4472. Military District no. 4.

BAC. Fonds du ministère de la Justice. RG13 A2, volume 233.

BANQ-Q. Fonds du Département du Procureur-Général de la Province de Québec. Dossier 5007-1919.

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER. *RCMP Security Bulletins : The Early Years 1919-1929*. St-John's, Canadian Committee on Labour History, 1994, 819 p.

University of British Columbia (Special Collections Division). One Big Union Records. Appendice I à VI.

### 2. Sources étatiques officielles

MINISTÈRE DU COMMERCE. *Sixième recensement du Canada, 1921*. Volume 1 à IV. Ottawa, F.A. Acland, 1924.

MINISTÈRE DU TRAVAIL. *La Gazette du Travail*. Ottawa, juillet 1919-mars 1920.

MINISTÈRE DU TRAVAIL. *Rapport annuel sur l'organisation ouvrière au Canada*. Ottawa, F.A. Acland, volume 1918-1929.

### 3. Journaux

*Labor* (1918-1919).

*L'Action catholique* (numéros choisis).

*La Patrie* (numéros choisis).

*La Presse* (numéros choisis).

*Le Canada* (numéros choisis).

*Le Monde ouvrier* (avril 1919 à octobre 1919, mars et avril 1926).

*Le Peuple* (1921-1922).

*Le Travailleur – The Worker* (1920).

*Machinists' Monthly Journal* (numéros choisis).

*OBU Bulletin* (1919-1929).

*The Gazette* (numéros choisis).

*The Montreal Shopman* (1920).

*The Montreal Star* (numéros choisis).

*The Workers' Guard* (1922).

#### 4. Livres et brochures

*Deux grèves de l'Internationale : aux chantiers Davie et à la Dominion Textile.* Québec, Éditions de L'Action Sociale Catholique, 1919, vi, 30 p.

LUMBER AND CAMP WORKERS' INDUSTRIAL UNION OF THE ONE BIG UNION. *Constitution and Laws of the Lumber & Camp Worker's [sic] Industrial Union of the One Big Union.* ca 1920, 40 p.

ONE BIG UNION. *Bulletin no. 8.* Vancouver, ca1920, 4 p.

ONE BIG UNION. *Constitutions and Laws of the One Big Union.* Vancouver, ca1919, 4 p.

SAINT-ANDRÉ, J.-A. *La technocratie par la démocratie industrielle.* Montréal, A. Lévesque, 1933, 201 p.

VALJEAN, Jean. *La crise.* Québec, Les Éditions Ruptures, 2010 (1922), 70 p.

## II – Ouvrages généraux

### 1. Sur la méthode

DREYFUS, Michel, Claude PENNETIER et Nathalie VIET-DEPAULE, dir. *La part des militants*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, 354 p.

FILLIEULE, Olivier. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue française de sciences politiques*, 51, 1 (2001), p. 199-215.

GOTOVITCH, José et Anne MORELLI, dir. *Presse communiste, presse radicale (1919-2000)*. Bruxelles, Les Éditions Aden, 2007, 353 p.

HAUPT, Georges. *L'historien et le mouvement social*. Paris, Librairie François Maspero, 1980, 341 p.

RUANO-BORBALAN, Jean-Claude, dir. *L'histoire aujourd'hui. Nouveaux objets de recherche. Courants et débats. Le métier d'historien*. Auxerre, Sciences humaines éditions, 1999, 473 p.

WOLIKOW, Serge, dir. *Une histoire en révolution? : du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*. Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, 315 p.

### 2. Sur l'histoire de Montréal et de l'Abitibi-Témiscamingue

COURVILLE, Serge, dir. *Population et territoire*. Sainte-Foy, Presse de l'Université Laval, 1996, xiii, 182 p. Coll. « Atlas historique du Québec ».

GAUDREAU, Guy. *L'Histoire des mineurs du nord ontarien et québécois 1886-1945*. Sillery, Les éditions du Septentrion, 2003, 296 p.

GOURD, Benoît-Beaudry. « Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue 1910-1950 ». Mémoire de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1978, 156 p.

GOURD, Benoît-Beaudry. *L'Abitibi-Témiscamingue*. Université Laval, Les Éditions de l'IQRC, 2007, 196 p. Coll. « Les régions du Québec, histoire en Bref ».

LINTEAU, Paul-André. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. Montréal, Les éditions du Boréal, 1992, 613 p.

MEDRESH, Israël. *Le Montréal juif d'autrefois*. Sillery, Éditions du Septentrion, 1997, 272 p.

SALVATORE, Filippo. *Le fascisme et les Italiens à Montréal*. Montréal, Les éditions Guernica, 1995, 302 p.

### 3. Sur le rôle joué par la presse écrite au Québec

BEAULIEU, André *et al.* *La presse québécoise des origines à nos jours*. Tome sixième : 1920-1934. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1984, xv, 379 p.

DUMONT, Fernand *et al.* *Idéologies au Canada français, 1900-1929*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 1974, 377 p. Coll. « Histoire et sociologie de la culture », 5.

## III – Études

### 1. Sur l'histoire ouvrière au Canada

ABELLA, Irving. *Le mouvement ouvrier au Canada, 1902-1960*. Ottawa, Société historique du Canada, 1981, 32 p. Coll. « Brochure Historique », 28.

BEAULIEU, Michel S. *Labour at the Lakehead : Ethnicity, Socialism and Politics, 1900-1935*. Vancouver, UBC Press, 2011, 299 p.

BELKIN, Simon. *Le mouvement ouvrier juif au Canada, 1904-1920*. Sillery, Éditions du Septentrion, 1999, 390 p.

BERCUSON, David J. et David BRIGHT. *Canadian Labour History : Selected Writings*. Toronto, Copp Clark Longman, 1994, 415 p.

CAMPBELL, J. Peter. « The Cult of Spontaneity : Finish-Canadian Bushworkers and the Industrial Workers of the World in Northern Ontario, 1919-1934 ». *Labour/Le Travail*, 41 (Printemps 1998), p. 117-146.

HERON, Craig, dir. *The workers' revolt in Canada : 1917-1925*. Toronto, University of Toronto Press, 1998, 382 p.

KEALEY, Gregory S. *Workers and Canadian History*. Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995, 458 p.



LEIER, Mark. *Where the Fraser River Flows : The Industrial Workers of the World in British Columbia*. Vancouver, New Star Books, 1990, 138 p.

LIPTON, Charles. *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec 1827-1959*. Ottawa, Éditions Parti pris, 1976, p. 291. Coll. « Aspect », 32.

MANLEY, John. « Does the International Labour Movement Need Salvaging ? : Communism, Labourism, and the Canadian Trade Unions, 1921-1928 ». *Labour/Le Travail*, 41 (Printemps 1998), p. 147-180.

PALMER, Bryan D. *Working-Class Experience : Rethinking the History of Canadian Labour, 1800-1991*. Toronto, McClelland and Stewart, 1992, 455 p.

ROBIN, Martin. *Radical Politics and Canadian Labour 1880-1930*. Kingston, Industrial Relations Centre, Queen's University, 1968, 321 p.

SEAGER, Allen. « Minto, New Brunswick : A Study in Canadian Class Relations Between the Wars ». *Labour/Le Travailleur*, 5 (printemps 1980), p. 81-132.

## 2. Sur l'histoire ouvrière au Québec

DANSEREAU, Bernard. « Le mouvement ouvrier montréalais, 1918-1929 : structure et conjoncture ». Thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2000, 420 p.

DIONNE, Bernard. *Le syndicalisme au Québec*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 1991, 128 p. Coll. « Boréal express », 1.

GRUPE DE CHERCHEURS DE L'UQAM SUR L'HISTOIRE DES TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS. *L'action politique des ouvriers québécois (fin du XIXe siècle à 1919)*. Montréal, Les presses de l'Université du Québec, 1976, 176 p. Coll. « Histoire des travailleurs québécois », 4.

HARVEY, Fernand, dir. *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*. Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1973, 226 p.

HERSHMAN, Hirsch. « À l'occasion des vingt-cinq ans du mouvement ouvrier juif à Montréal ». *Bulletin du RCHTQ*, 26, 71 (printemps 2000), p. 42-58.

*Histoire du mouvement ouvrier au Québec : 150 ans de luttes*. Nouvelle édition revue et corrigée. Montréal, CSN/CEQ, 1984 (1979), 328 p.

LARIVIÈRE, Claude. *Le 1<sup>er</sup> mai, fête internationale des travailleurs*. Montréal, Les éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1975, 45 p.

LAVIGNE, Marie et Jennifer STODDART. « Les travailleuses montréalaises entre les deux guerres ». *Labour/Le Travailleur*, 2 (1977), p. 170-183.

LEROUX, Éric. *Gustave Francq. Figure marquante du syndicalisme et précurseur de la FTQ*. Montréal, VLB éditeur, 2001, 371 p. Coll. « Études québécoises », 55.

RICHARD, Béatrice. « Péril rouge au Témiscamingue : la grève des bûcherons de Rouyn-Noranda 1933-1934 ». Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec, 1993, 256 p. Coll. « RCHTQ Études et documents », 6.

ROUILLARD, Jacques. *Histoire du syndicalisme québécois*. Montréal, Les éditions du Boréal, 1989, 535 p.

SZACKA, Alexandra E. « Ethnicité et fragmentation du mouvement ouvrier : la situation des immigrants juifs au Québec (1920-1940) ». Mémoire de maîtrise (anthropologie), Université Laval, 1981, 144 p.

THWAITES, James D., dir. *Travail et syndicalisme*. Université Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2007, 700 p.

### 3. Sur la révolte ouvrière de 1919 et la One Big Union

BERCUSON, David J. et Kenneth MCNAUGHT. *The Winnipeg Strike : 1919*. Don Mills, Longman Canada Limited, 1974, viii, 126 p.

BERCUSON, David J. *Fools and Wise Men : The Rise and Fall of the One Big Union*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1978, 300 p.

CARON, Maxime. « Du construit au vécu : la presse québécoise face à la grève générale de Winnipeg, 1919-1920 ». Mémoire de maîtrise (histoire). Québec, Université Laval, 2013, 135 p.

DEVINE, Jason. « “You understand we are radical” : The United Mine Workers of America, District 18 and the One Big Union, 1919-1920 ». Calgary, University of Calgary, 2009, 49 p.

FRANCIS, Daniel. *Le péril rouge : La première guerre canadienne contre le terrorisme, 1918-1919*. Montréal, Lux Éditeur, 2012, 271 p.

FRIESEN, Gerald. « “Yours in Revolt” : The Socialist Party of Canada and the Western Canadian Labour Movement », *Labour/Le Travailleur*, 1 (1976), p. 139-157.

GAMBONE, Larry. *The Impossibilists*. Nanaimo, Red Lion Press, 1995, 36 p.

HERON, Craig, dir. *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925*. Toronto, University of Toronto Press, 1998, 382 p.

KEALEY, Gregory S. « 1919 : The Canadian Labor Revolt ». *Labour/Le Travail*, 13 (1984), p. 11-44.

KEALEY, Linda. « No Special Protection – No Sympathy : Women's Activism in the Canadian Labour Revolt of 1919 ». HOPKIN, Deian R. et Gregory S. KEALEY, éd. *Class, Community and the Labour Movement : Wales and Canada, 1850-1930*. Canadian Committee on Labour History, Edmonton, Athabasca University Press, 1998, p. 134-159.

MCCALLUM, Todd. « *A Modern Weapon for Modern Man* » : *Marxist Masculinity and the Social Practices of the One Big Union, 1919-1924*. Kingston, Queen's University, 1993, 146 p.

MCCALLUM, Todd. « 'Not a Sex Question' ? The One Big Union and the Politics of Radical Manhood », *Labour/Le Travail*, 42 (automne 1998), p. 15-54.

MCCALLUM, Todd. « The Strange Tale of Tom Cassidy and Catherine Rose, or, Free Love, Heterosexuality, and the One Big Union », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 9, 1 (1998), p. 125-154.

PETERSON, Larry. « The One Big Union in International Perspective : Revolutionary Industrial Unionism 1900-1925 ». *Labour / Le Travailleur*, Halifax, Canadian Committee on Labour History, 7 (printemps 1981), p. 41-66.

#### 4. Sur les courants politiques de gauche au Québec et au Canada

ANGUS, Ian. *Canadian Bolsheviks*. Montréal, Vanguard Publication, 1981, 404 p.

AVAKUMOVIC, Ivan. *The Communist Party in Canada : a History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1975, 309 p.

CAMPBELL, Peter. *Canadian Marxists and the Search for a Third Way*. Montréal-Kingston, McGill-Queen's Press, 2000, 312 p.

CAMPBELL, Peter. *Rose Henderson, A Woman for the People*. Montréal-Kingston, McGill-Queen's Press, 2010, 394 p.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE. *Les communistes au Québec, 1936-1956*. Montréal, Les Presses de l'unité, 1980, 104 p.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE, dir. *Le Droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Outremont, VLB, 1989, 542 p.

FOURNIER, Marcel. *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*. Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 165 p.

GAGNON, Henri. *Les militants socialistes du Québec d'une époque à l'autre*. Saint-Lambert, Héritage, 1978, 343 p.

GAUVIN, Bernard. *Les communistes et la question nationale au Québec : sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*. Montréal, Les Presses de l'unité, 1981, 151 p.

HOULE-COURCELLES, Mathieu. *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*. Montréal, Lux Éditeur, 2008, 275 p. Coll. « Instinct de liberté », 13.

IACOVETTA, Franca et Robert VENTRESCA. « Italian Radicals in Canada: A Note on Sources in Italy ». *Labour/Le Travail*, 37 (printemps 1996), p. 205-220.

LARIVIÈRE, Claude. *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*. Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 290 p.

LÉVESQUE, Andrée. *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Les éditions du Boréal Express, 1984, 186 p.

LÉVESQUE, Andrée. *Scènes de la vie en rouge : l'époque de Jeanne Corbin, 1906-1944*. Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 1999, 309 p.

MCKAY, Ian. « For a New Kind of History : A Reconnaissance of 100 years of Canadian Socialism ». *Labour/Le Travail*, 46 (automne 2000), p. 69-125.

MCKAY, Ian. *Rebels, Reds, Radicals : Rethinking Canada's Left History*. Toronto, Between the Lines, 2007, 254 p.

RODNEY, William. *Soldiers of the International : a History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*. Toronto, University of Toronto Press, 1968, 204 p.

TOEWS, Anne Frances. « For Liberty, Bread, and Love : Annie Buller, Beckie Buhay, and the Forging of Communist Militant Femininity in Canada 1918-1939 ». Mémoire de maîtrise (histoire), Burnaby, Simon Fraser University, 2009, 112 p.

WATSON, Louise. *She never was afraid : The Biography of Annie Buller*. Toronto, Progress Books, 1975, 129 p.

## 5. Sur l'histoire du mouvement ouvrier à l'extérieur du Québec et du Canada

BESNARD, Pierre. *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*. 1978 (1930), Éditions le Monde nouveau, 344 p.

BOOKCHIN, Murray et al. *Anarcho-syndicalisme et anarchisme*. Lyon, Atelier de création libertaire, 1994, 127 p.

CHUECA, Miguel. éd. *Déposséder les possédants : la grève générale aux « temps héroïques » du syndicalisme révolutionnaire (1895-1906)*, Marseille, Agone, 2008, 267 p.

CHUECA, Miguel. éd. *Le syndicalisme révolutionnaire, la charte d'Amiens et l'autonomie ouvrière*. Paris, Éditions CNT-RP, 2009, 271 p.

COLE, Peter et Lucien VAN DER WALT. « Crossing the Color Lines, Crossing the Continents: Comparing the Racial Politics of the IWW in South Africa and the United States, 1905–1925 ». *Safundi: The Journal of South African and American Studies*, 12, (1, janvier 2011), p. 69–96.

CORDILLOT, Michel. *La sociale en Amérique, dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis d'Amérique (1848-1922)*. Paris, Éditions de l'Atelier, 2002, 431 p.

*De l'Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*. Actes du colloque international « Pour un Autre futur ». Paris, Nautilus-Éditions CNT-RP, 2001, 302 p.

GORTER, Herman. *Lettre ouverte au camarade Lénine : réponse à la brochure de Lénine « la maladie infantile du communisme »*. Paris, Spartacus, 1979 (1920), 112 p.

LÉNINE, *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*. Pékin, Éditions en langues étrangères, 1966 (1920), 130 p.

LOSOVSKY, A. *Programme d'Action de l'Internationale Syndicale Rouge*. Éditions Drapeau Rouge, Montréal, 1977 (1921), 84 p.

PORTIS, Larry. *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*. Paris, Spartacus, 1985, 147 p.

ROCKER, Rudolf. *De la doctrine à l'action : l'anarcho-syndicalisme des origines à nos jours*. Lyon, Atelier de création libertaire, 1995 (1946), 79 p.

THORPE, Wayne. *The Workers Themselves : Revolutionary Syndicalism and International Labour, 1913-1923*. Dordrecht/Amsterdam, Kluwer Academic Publishers/International Institute of Social History, 1989, 352 p.

VAN DER LINDEN, Marcel. *Transnational Labour History*. Hants, Ashgate Publishing Limited, 2003, 226 p.

YERRILL, P. et L. ROSSER. *Revolutionary Unionism in Latin America : the FORA in Argentina*. London & Doncaster, ASP, 1987, 48 p.



## Annexe 1 - Matériel d'agit-prop (1919-1929)

Figure 1 et 2



Figure 1 : Organisons-nous

RG24 4472, One Big Union, Montréal, 1920. Autocollants « papillon ».



Figure 2 : Organize

RG24 4472, One Big Union, Montréal, 1920. Autocollants « papillon ».

Figure 3

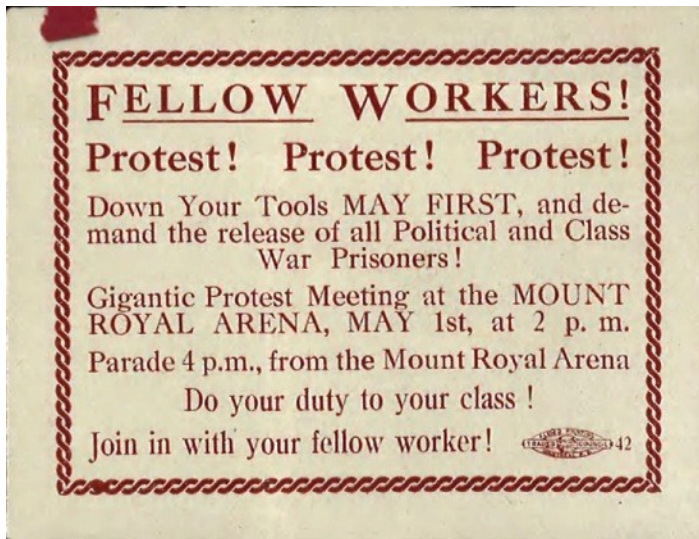


Figure 3 : Fellow Workers !

RG24 4472, Workers' Defense League, Montréal, 1920. Autocollant « papillon ».



Figure 4

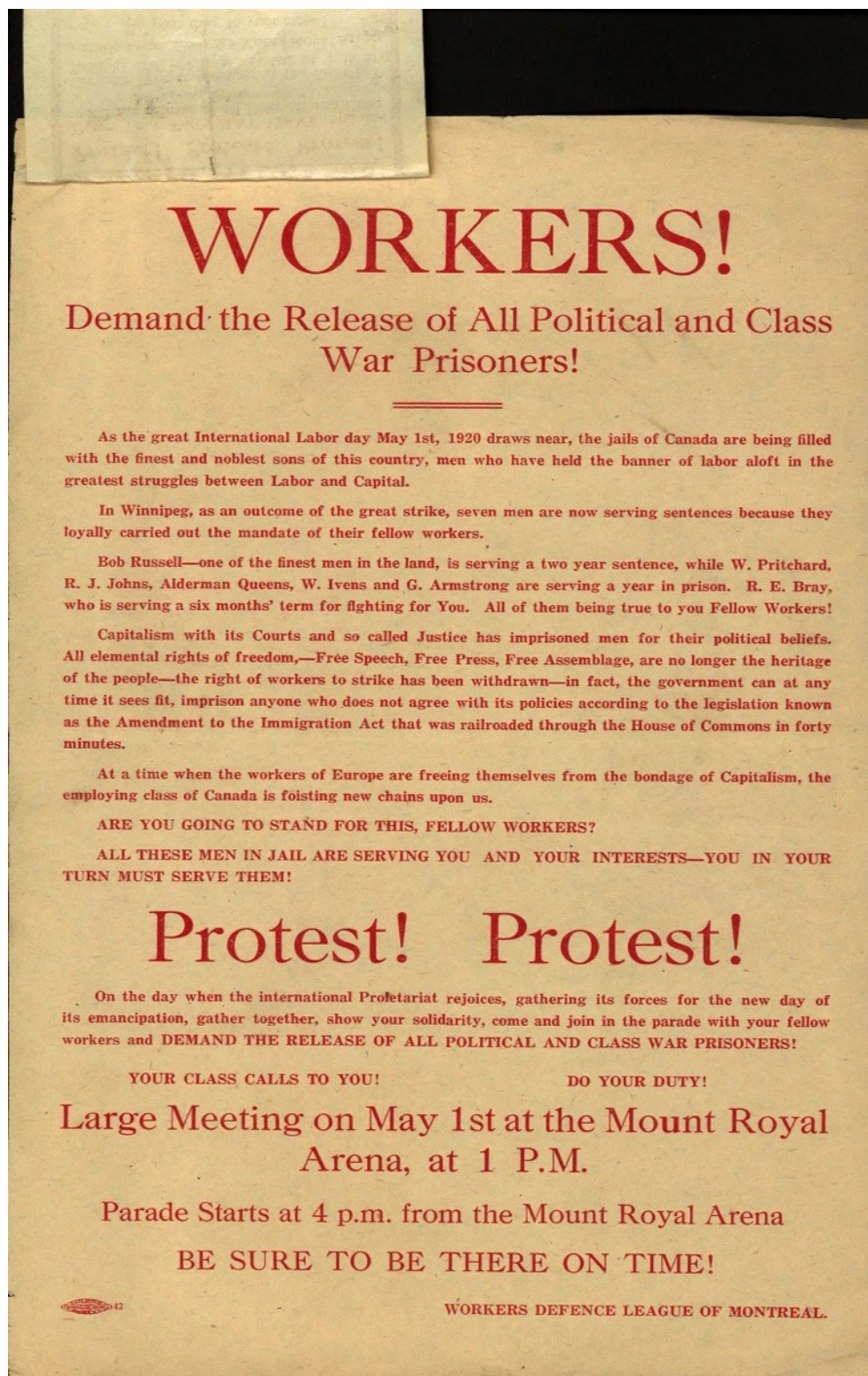


Figure 4 : Workers !

RG24 4472, Workers' Defense League, Montréal, 1920. Tract.

Figure 5

<p><b>Workmen and Women!</b></p> <p>Socialist Party Locals, Labor organizations and radicals of Labor circles will celebrate Labor's International holiday this</p> <p><b>MAY FIRST</b></p> <p>by a large Protest meeting at the</p> <p><b>Mount Royal Arena</b></p> <p>MOUNT ROYAL AVE. AND ST. URBAIN ST.</p> <p>This year, more than any other, labor should voice its grievances against the vicious system of Capitalism.</p> <p>While the workers fought in the Great World War, the capitalists blew the trumpet : while THEY bled to death, the employing class tampered with their rights.</p> <p>Profiteering has become a common practice. Freedom of speech and Press are suppressed. Every elemental right as citizens has been arrogantly violated.</p> <p>Promises made to returned soldiers, to labor, have never been fulfilled. On the contrary, labor at present is under the thumb of capitalism, more than ever before.</p> <p>What was done in Winnipeg recently, is an example of what you may expect when You go on strike. Seven labor leaders, including a RETURNED SOLDIER, who participated in the General strike, are languishing in jail in Winnipeg for championing LABOR'S RIGHT TO STRIKE FOR BETTER CONDITIONS.</p> <p>What is your answer ? Labor must speak and Prepare!</p> <p>For if you don't, "they will make the worker kiss the rod before they scourge him."</p> <p>Every worker should come to the Monster Mass Meeting at the Mount Royal Arena, Saturday May 1st, at 1.30 p. m.</p> <p>After this huge protest we will form in line and march through the streets of Montreal, voicing our solidarity with the workers of the world : and once more manifest our determination to rid ourselves of Capitalism with all its iniquities imposed upon suffering humanity.</p> <p>Speakers in all languages will address the meeting.</p> <p><b>WORKERS ! COME ONE AND ALL TO THIS MASS MEETING.</b></p> <p>MAY DAY CELEBRATION COMMITTEE.</p>	<p><b>Ouvriers et Ouvrières!</b></p> <p>Les locaux du parti socialiste, les organisations ouvrières et radicales célébreront la fête Internationale du travail</p> <p><b>le PREMIER MAI</b></p> <p>par une grande assemblée de protestation à L'ARENA MONT ROYAL, coin de l'Avenue MONT ROYAL et de la rue ST. URBAIN. Cette année, plus que toute autre, l'ouvrier doit exposer ses griefs contre le système vicieux du capitalisme.</p> <p>Pendant que les ouvriers versaient leurs sang dans la Grande Guerre, les capitalistes sonnaient le clairon de leur triomphe. Ils seignaient à blanches la classe ouvrières tout en abusant de leurs droits.</p> <p>L'oeuvre criminel des profiteurs est devenue chose commune. La liberté de la parole et de la presse fut supprimée. Tout droit élémentaire des citoyens, fut insolemment violé.</p> <p>Les promesses faites aux soldats revenus du front, et aux ouvriers ne furent jamais tenus au contraire—l'ouvrier est actuellement plus que jamais sous le joug du capitalisme.</p> <p>Ce qui s'est passé à Winnipeg récemment, n'est qu'un exemple de ce qu'il adviendra lors ce que vous ferez la greve. Des chefs ouvriers, parmi lesquels se trouve un soldat du front, qui ont participé à la greve generale, languissent dans la prison de Winnipeg, par ce qu'ils ont fait la lutte pour la classe ouvriere et pour son droit de FAIRE LA GREVE AFIN D'AMELIORER SON SORT.</p> <p>Quelle est votre repouse? L'ouvrier doit elever sa voix et se preparer! Si vous ne le faites pas, I L S, VOUS FAIREZ BAISER LA FERULE AVANT DE VOIR FLAGELLER.</p> <p>Chapre ouvrier doit prendre part à la grande assemblée à l'arena Mont-Royal; Samedi le 1er Mai, à 1.30 p.m.</p> <p>Après cette immense assemblée de protestation, nous aligeront pour marcher démonstrativement par les rues de Montreal afin de manifester notre solidarité avec les ouvriers du monde entier, ainsi que notre détermination de nous débarasser du système capitaliste avec toutes ses iniquités, imposées sur l'humanité souffrante.</p> <p>Des orateurs parleront à cette assemblée en plusieurs langues.</p> <p><b>OUVRIERS—VENEZ EN FOULES A CETTE ASSEMBLEE.</b></p> <p>LE COMITE DE LA DEMONSTRATION DU JOUR DE MAI.</p>
--	---

Figure 5 : Workmen and Women ! - Ouvriers et Ouvrières !

RG24 4472, May Day Celebration Committee/Comité de la démonstration du jour de mai, Montréal, 1920.  
Affiche.

Figure 6

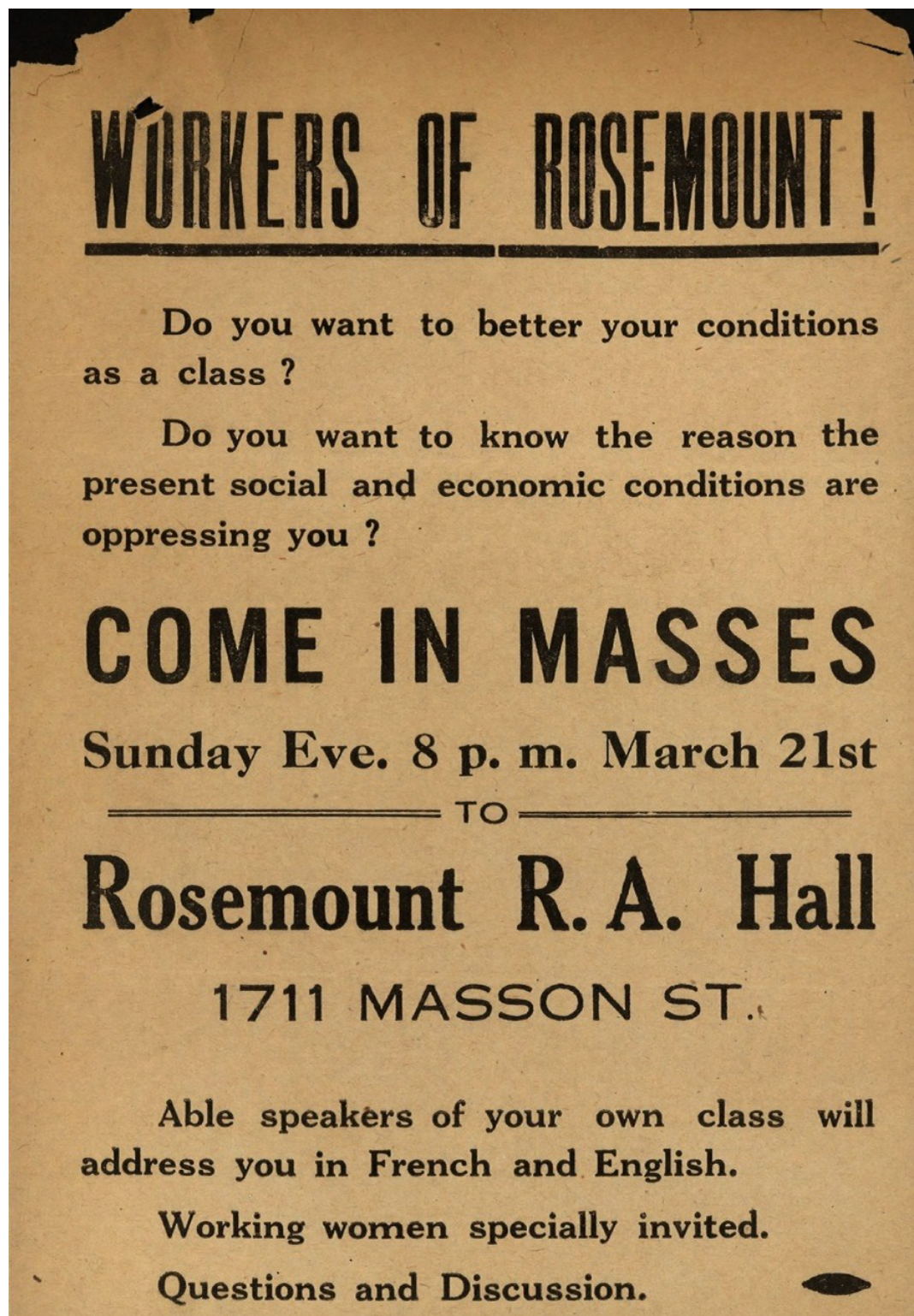


Figure 6 : Workers of Rosemount !

RG24 4472, One Big Union, Montréal, 1920. Affiche.

Figure 7

**Unemployed**  
**RALLY**

---

Why are there over  
**25,000 People**  
In Montreal out of Work?  
What can we as a class do  
to end this state of affairs

*These questions will be discussed and  
answered on ~~SATURDAY EVENING~~,  
FEB. 12th. 3.30. p.m. at the Labor Temple  
St. Dominique St.*

Prominent English Speakers will Address you

**Come in Masses!**

ADMISSION FREE

*Auspices, Central Labor Council, O.B.U.*


UNION  LABEL

Figure 7 : Unemployed Rally

RG24 4472, Central Labor Council of the OBU, Montréal, 1921. Affiche.

Figure 8

MANITOBA  
MG10  
A142  
ARL. LES  
#51

**GRANDE  
ASSEMBLEE  
PUBLIQUE**

Dimanche prochain, le 6 Juin, à 3 hrs. de l'a-  
près-midi, une Grande Assemblée Publique sera tenue  
au no. 303 St. Dominique, salle " Temple du Tra-  
vail ".

Tous les Ouvriers sont cordialement invités à  
cette assemblée, car des questions très importantes  
seront discutées, dans l'ordre suivant:

" Pourquoi Les ouvriers Canadiens-Français s'en vont... "

" A quoi sert de mépriser les Juifs, les Grecs, etc. "

" Pourquoi nous n'avons pas de bons salaires "

" Les causes... Les remèdes... "

Ces problèmes seront exposés et étudiés au point de  
vue de la classe ouvrière, par un ouvrier.....

Privilège de poser des questions à l'orateur,  
sur les sujets qu'il aura discutés, sera accordé à  
tous ceux qui en feront la demande au Président....

" Invitez vos amis — Entrée libre et gratuite "

---

LE COMITE , Section Française de Montréal, de la  
O N E B I G U N I O N .

---

" OUVRIERS, UNISSEZ - VOUS "

Figure 8 : Grande assemblée publique

MG10 A142, Section Française de Montréal de la One Big Union, Montréal, 1926. Affiche.

Figure 9

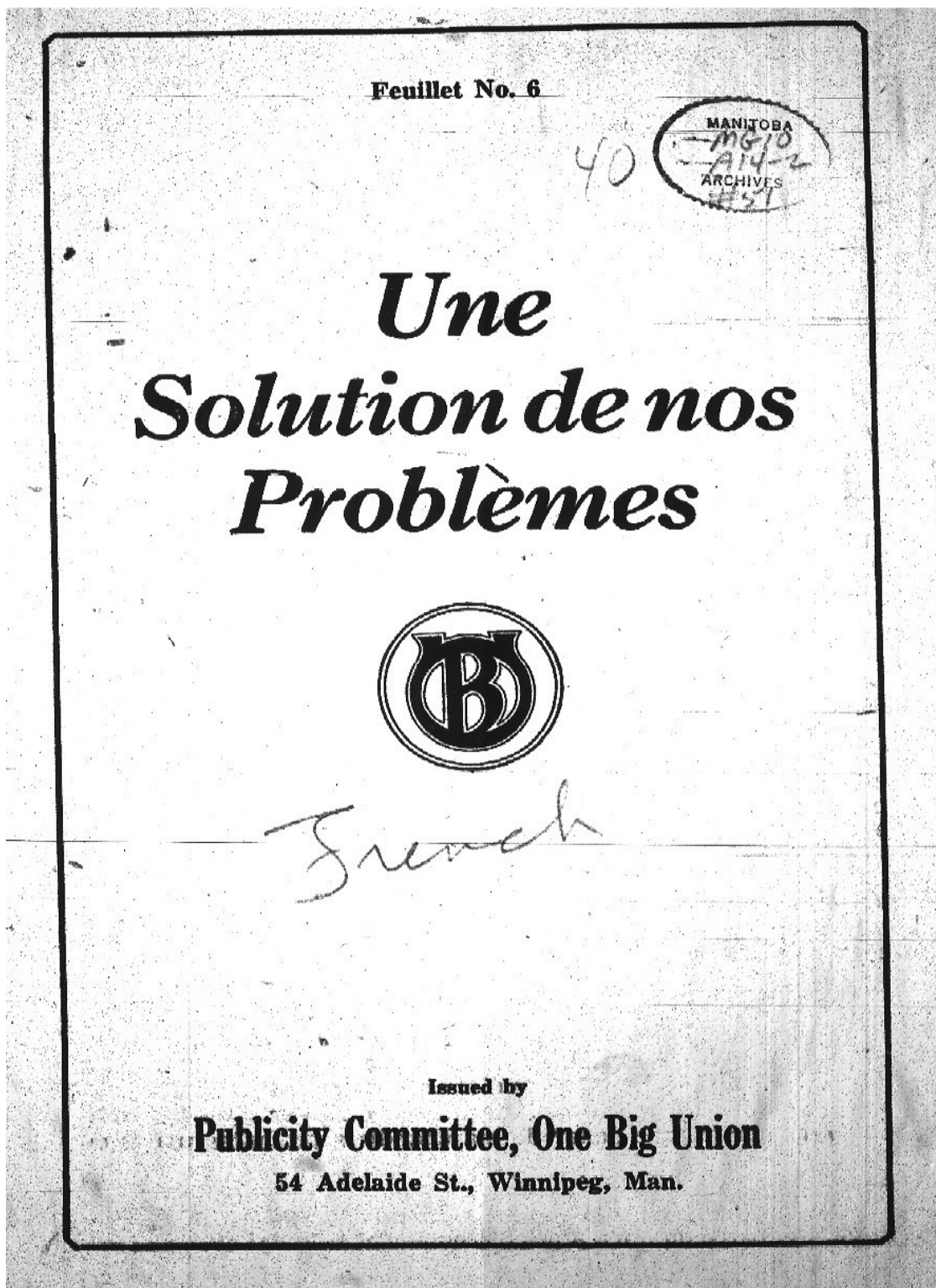


Figure 9 : Une Solution de nos Problèmes

MG10 A142, *Une Solution de nos problèmes*, Publicity Committee, One Big Union, Winnipeg. Brochure (couverture).

Figure 10

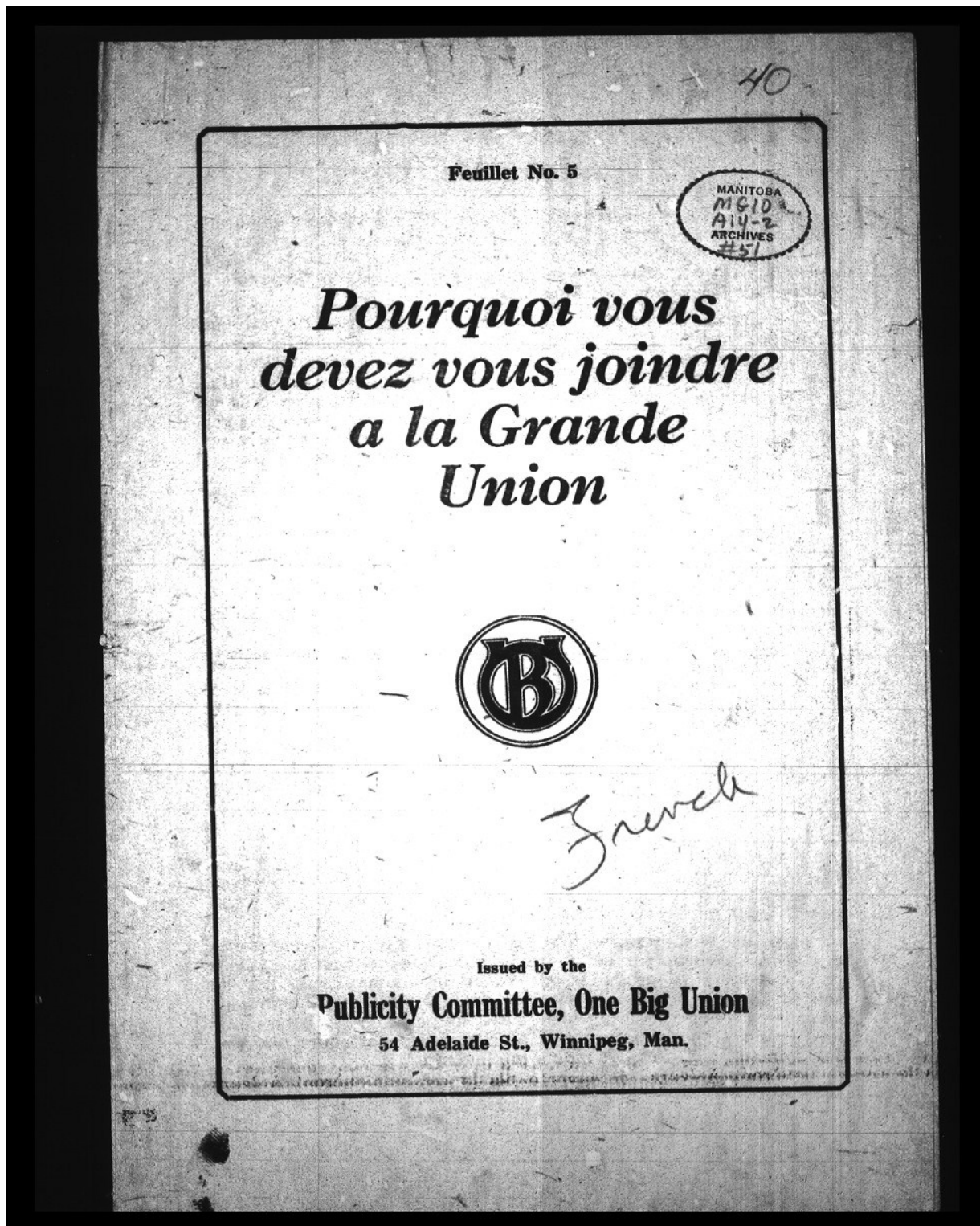


Figure 10 : Pourquoi vous devez vous joindre a [sic] la Grande Union

MG10 A142, *Pourquoi vous devez vous joindre a la Grande Union*, Publicity Committee, One Big Union, Winnipeg. Brochure (couverture).

Figure 11

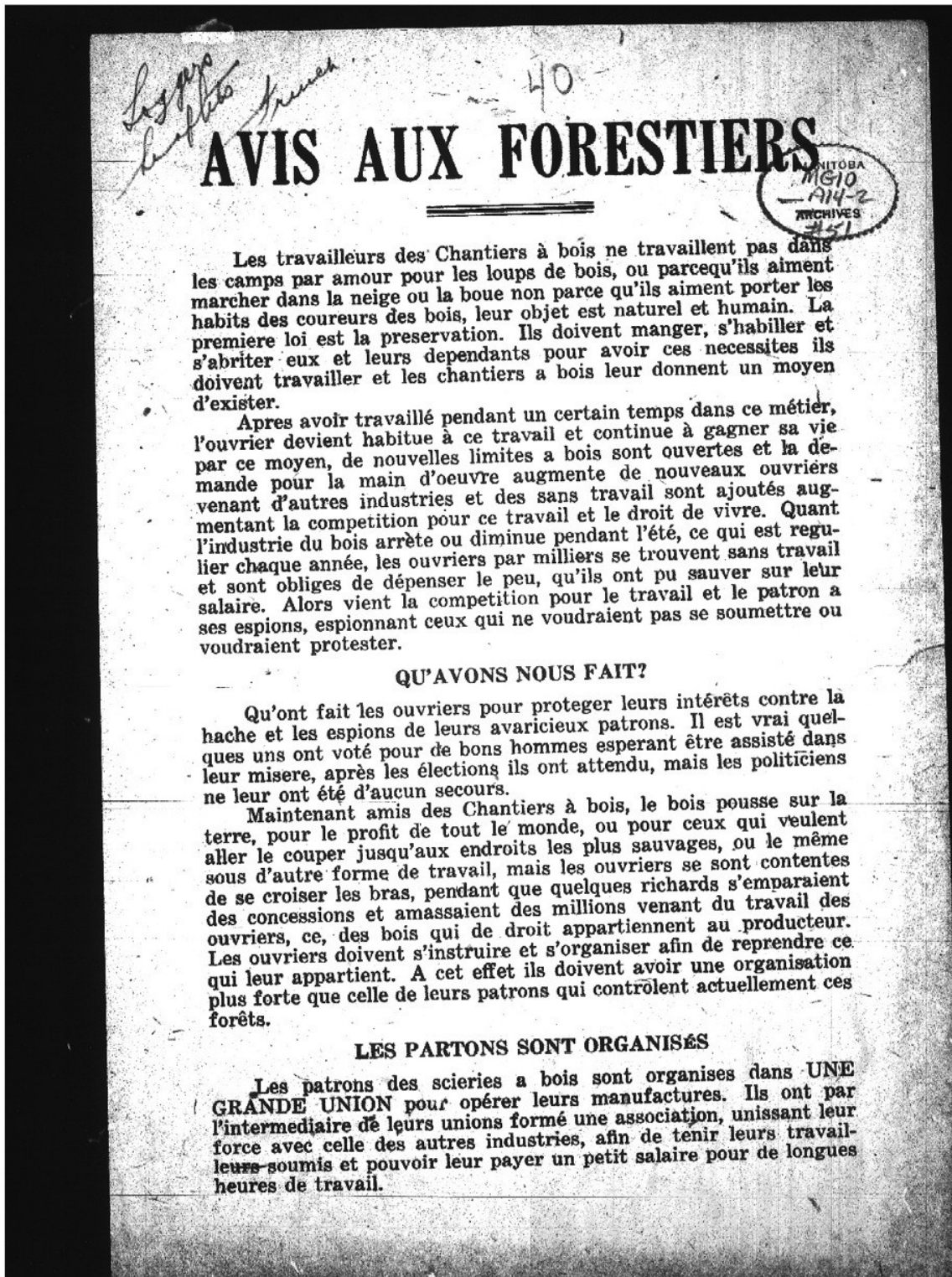


Figure 11 : Avis aux forestiers

MG10 A142, *Avis aux forestiers*, One Big Union (n.d.). Tract (recto).